

LOUIS
CÔTÉ

DIALOGUES
ONIRIQUES

LOUIS CÔTÉ
ÉDITEUR

Dialogues oniriques

Du même auteur

LES AVATARS DE L'HUMAIN

Louis Côté Éditeur

2022, ISBN 978-2-9817170-6-1

LA MÉTAMORPHOSE DE L'ÉTAT

Louis Côté Éditeur

2022, ISBN 978-2-9817170-6-1

**PARCOURS D'UN BABY-BOOMER QUÉBÉCOIS
DU MILLÉSIMÉ 1949**

Louis Côté Éditeur

2019, ISBN 978-2-9817170-2-3

L'AVENIR : DES RAISONS D'ESPÉRER

Louis Côté Éditeur

2018, ISBN 978-2-9817170-0-9

**L'INSCRIPTION DES SOCIÉTÉS NON OCCIDENTALES
DANS LA MODERNITÉ**

Presses de l'Université du Québec

2015, ISBN 978-2-7605-4256-3

**L'ÉTAT DÉMOCRATIQUE, 2e Édition
FONDEMENTS ET DÉFIS**

Presses de l'Université du Québec

2014, ISBN 978-2-7605-4110-8

Louis Côté Éditeur

Courriel : lc@louiscoteauteur.ca

Internet : <http://louiscoteauteur.ca>

Louis Côté

Dialogues oniriques

Louis Côté Éditeur

Côté, Louis, 1949-
Dialogues oniriques
ISBN 978-2-9817170-9-2

Maquette : Daniel Careau

Illustration : Michel-Ange, *L'Épiphanie*, (détail), British Museum

Dépôt légal : 3ième trimestre 2023

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Bibliothèque et Archives Canada

2023 – Louis Côté Éditeur

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés

PROLOGUE

Ce que je m'apprête à relater demande explication. En 2020, comme il en a été pour tout un chacun, ma vie a été perturbée par l'arrivée de la pandémie de COVID-19. Septuagénaire, bénéficiant d'une bonne pension, je n'ai évidemment pas été éprouvé comme l'ont été les plus pauvres et les jeunes familles. Mais plusieurs occupations auxquelles je comptais m'adonner ont été altérées. Les enseignements que je devais dispenser à l'étranger — à Alexandrie en Égypte, à Abidjan en Côte d'Ivoire, à Alger et au Maroc — ont été soit annulés, soit délivrés à distance. Mon séjour annuel en Guadeloupe n'a pas eu lieu. Et le voyage projeté à Bruxelles pour voir mes petits-enfants a été ajourné. En revanche, mon travail d'écriture n'a pas souffert. Au contraire, j'ai pu y consacrer beaucoup plus de temps.

Je me suis engagé dans la rédaction d'un essai intitulé *Les avatars de l'humain*. J'y propose une revue des principaux types d'actualisation que l'humanité a connus jusqu'à ce jour. Distinguant quatre univers sociohistoriques dans lesquels l'humanité a vécu jusqu'ici, je les compare en ce qui concerne la conception du monde et les valeurs qu'on y trouve, ainsi que le genre d'individus qui y sont modelés. Ces différents aspects sont abordés en trois temps, selon qu'ils touchent le rapport au monde, le rapport à autrui ou le rapport à soi. Le rapport au monde, à savoir la conception que l'on se fait du monde qui nous entoure et le sens qu'on lui attribue, ainsi que l'expérience que l'on en fait et la façon dont on tente d'agir sur lui. Le rapport à autrui, soit les types d'attitudes adoptées à l'endroit

de toutes les personnes autres que soi-même, qu'elles apparaissent comme des proches ou des étrangers. Le rapport à soi, c'est-à-dire le mode d'être de l'individu, son degré d'autonomie et la nature de ses aspirations.

L'écriture est un exercice difficile, exigeant. Par quel bout prendre les choses? Dans quel ordre en traiter? Quel est le mot juste à utiliser? On essaie, on efface, on tâtonne, on cherche. Quitter la position assise pour se mouvoir pendant quelques instants libre parfois suffisamment l'esprit pour que les idées se précisent ou s'ordonnent. Mais les problèmes sont quelquefois plus ardues à résoudre. Après s'y être attaqué un bon moment, il faut alors savoir s'accorder une trêve afin de laisser notre cerveau effectuer son travail, le plus souvent nocturne, de maturation et de mûrissement. En ce cas, notre activité onirique est souvent fortement affectée.

Aujourd'hui, les chercheurs en neurosciences considèrent le rêve comme une forme de conscience qui tout en étant différente de celle qui prévaut durant l'éveil, s'en approche néanmoins à certains égards. Notre sommeil est constitué de plusieurs cycles, quatre à six, qui se succèdent au fil d'une même nuit. Outre une phase de sommeil profond, chacun de ces cycles comporte une phase de sommeil paradoxal, pendant laquelle le cerveau se fait très actif tandis que les muscles de l'organisme demeurent, eux, sans tonus. C'est au cours de cette phase que nos rêves, surpassant les simples impressions, émotions ou images qui effleurent notre conscience, se structurent parfois autour de trames narratives. Nous devenons alors les véritables acteurs de fictions qui nous apparaissent tout à fait réelles. Se référant fréquemment à des événements, des lieux ou des personnages qui ont laissé précédemment une trace dans notre esprit, ces fictions amalgament de façon insolite le réel et l'imaginaire. Elles nous placent dans un contexte où l'on peut transgresser les lois physiques et vivre l'impossible.

Tout le monde rêve. Cependant, l'aptitude à générer des rêves élaborés et la capacité de s'en souvenir varient passablement. Il est même des personnes qui expérimentent à l'occasion des rêves très spéciaux, au cours desquels elles se savent rêver. Dans ces rêves, qualifiés par les chercheurs de rêves lucides, le dormeur a pleinement conscience d'être dans un rêve, sans que cela l'empêche de le poursuivre et de le vivre. En possession de ses capacités cognitives, il est à même de raisonner clairement tout en étant dans un monde onirique qui semble étonnamment réel. Il est en mesure de contrôler jusqu'à un certain point le déroulement du rêve, d'en orienter le cours. Et il en garde souvent un souvenir précis au réveil. Les rêves lucides se déroulent durant la phase de sommeil paradoxal. Ils sont en cela bien différents des divagations ou des rêveries auxquelles nous nous adonnons juste avant le sommeil ou immédiatement à sa sortie. Par ailleurs, comme le temps de sommeil paradoxal augmente au fil des cycles qui se succèdent, les rêves lucides se produisent plus souvent en fin de nuit, leur durée pouvant alors atteindre jusqu'à une heure ou plus.

La possibilité de développer la capacité de se souvenir de ses rêves est largement reconnue. Ce n'est qu'une question d'entraînement. Plus on tente de se souvenir de ses rêves, plus ils nous reviennent facilement. Une bonne façon d'y arriver est de tenir un carnet de rêves, dans lequel on note en quelques mots, et sitôt éveillé, le contenu de notre rêve. Quant à la possibilité de développer sa capacité de faire des rêves lucides, les avis sont partagés. Les chercheurs qui le prétendent recommandent diverses techniques d'autosuggestion. Par exemple, avant de se rendormir lors de réveils survenant durant la nuit, inscrire dans son esprit son intention en répétant une phrase du genre : « Dans mon prochain rêve, je serai conscient d'être en train de rêver ». D'autre part, certains évoquent le cas des bouddhistes thibétains qui pratiquent une méthode particulière de

méditation, le yoga du rêve, dans le but de maintenir jusqu'à l'état de rêve leur pleine conscience de l'état de veille. À les croire, cela permettait notamment aux moines d'entrer en communication avec leurs ancêtres.

Personnellement, j'ai toujours été un bon rêveur. Éprouvant un grand besoin de sommeil, j'ai l'habitude de faire de longues nuits. Je me rappelle facilement mes rêves, gardant par surcroît en mémoire une trace de plusieurs de mes rêves anciens qui ont été les plus marquants. Et avant même d'être informé des théories concernant les rêves lucides, j'avais coutume d'en faire à l'occasion. À partir du printemps 2020, depuis la période de confinement au cours de laquelle je me suis adonné à composer l'essai dont j'ai fait mention, mes rêves lucides se sont multipliés. Ils ont pris la forme de dialogues avec des figures de celui que j'ai été dans le passé. Ce sont quelques-uns de ces dialogues, qui s'inscrivent dans autant de tableaux, que je vais ici relater.

PREMIER ACTE

LE RAPPORT AU MONDE

TABLEAU 1

Il était là devant moi. À la fois semblable et différent. Un demi-siècle ne passe pas en vain. Nous étions à l'automne 1969, en novembre. La nuit était tombée depuis un bon moment déjà, et le temps était frisquet. Je l'ai trouvé alors qu'il déambulait seul. Je me suis approché.

— Te voilà au Grand Séminaire.

— Oui, me répondit-il d'une voix remarquablement proche de la mienne, quoique moins enrouée.

Tout en manifestant une légère perplexité, il semblait, curieusement, considérer notre rencontre comme presque normale. Marchant à ses côtés, je me permis donc de l'interroger.

— N'est-ce pas un peu étrange de te retirer du monde à vingt ans, au moment même où ta société est en pleine effervescence?

— Je n'ai vraiment pas l'impression de m'être mis hors du monde. Voyez par vous-même. Le Grand Séminaire, derrière lequel nous sommes présentement, est situé sur les terrains mêmes de l'Université. Je suis donc en mesure de participer à la vie du campus. Déjà, dans la première semaine de septembre, j'ai pris part aux activités qui se sont tenues dans le cadre du Festival des verts. Les défilés et autres mascarades, mais pas seulement. Un soir, en compagnie de quelques copains séminaristes, je suis allé au bar spectacles de l'université, où se produisaient Robert Charlebois et d'autres artistes qui ont collaboré à l'*Osstidcho*. Cela a été un bon

moment. D'ailleurs, moi qui n'aie jamais apprécié l'alcool, j'y ai bu mes premières bières.

Connaissant le goût marqué qu'il allait ultérieurement développer pour les boissons alcoolisées, particulièrement pour le vin qu'il allait consommer très régulièrement, sa dernière remarque me fit sourire. Mais, je le laissai poursuivre.

– D'un autre côté, je continue à m'impliquer dans diverses organisations. Aujourd'hui encore, je collabore au Rallye Tiers-Monde Québec, un organisme qui mène des actions de solidarité internationale. J'ai également commencé à coanimer des fins de semaine de partage et de réflexion organisées par l'aumônier du Cégep de Sainte-Foy. Environ une fois par mois, nous nous retrouvons ainsi pendant deux jours avec quinze à vingt cégépiens, des garçons et des filles différents à chaque fois. Et puis, comme je l'ai fait l'an dernier lors des grèves étudiantes, je m'intéresse toujours aux mouvements qui agitent notre société. Récemment, à la fin du mois d'octobre, je me suis engagé dans la lutte contre le projet de Loi 63.

– Dis-moi, qu'en est-il de ce projet de loi?

– Eh bien! Le Bill 63 vise à consacrer le libre-choix des parents en matière de langue d'enseignement de leurs enfants. Or, le Québec est actuellement confronté à la fois à une forte baisse de la natalité des francophones et à la difficulté à intégrer les nouveaux arrivants qui choisissent dans leur très grande majorité d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise. Dans ce contexte, c'est l'avenir même du fait français au Québec qui est menacé. Aussi bien l'opposition parlementaire que la société civile, les milieux intellectuels et artistiques que le monde syndical, tous soutiennent que la survie de notre nation implique que l'on subordonne les droits individuels aux droits collectifs en matière linguistique.

C'était saisissant de l'entendre me rappeler ces faits, alors que tout en se posant de façon quelque peu différente, la problématique qui leur était sous-jacente était aujourd'hui encore, et possiblement plus que jamais, d'actualité. Le gouvernement songeait à renforcer les mesures existantes visant à protéger la langue française, et, comme d'ordinaire, une bonne partie de la minorité anglophone s'y opposait. Mais pour en revenir au Bill 63, je le relançai en lui demandant comment le mouvement de protestation s'était organisé.

— Dès le dépôt du projet de loi, le 23 octobre, l'action est allée de l'avant. Les étudiants ont boycotté les cours et défilé dans les rues. À l'Université Laval, nous avons constitué des commandos qui se sont rendus dans les différents cégeps, et même dans quelques écoles secondaires de la région, afin d'y convaincre les étudiants de participer au mouvement. Le 31 octobre, une manifestation réunissant plus de vingt mille personnes s'est tenue devant le Parlement.

— Tu en étais?

— Bien sûr. J'étais plus précisément avec le groupe d'étudiants de l'Université Laval qui a assuré le service d'ordre. Par hasard, un copain et moi nous sommes retrouvés au beau milieu de la chaîne humaine qui séparait la foule des manifestants des centaines de policiers de l'escouade anti-émeute. La majorité des manifestants scandaient : « Pas de violence ». Mais à la fin des discours, dont celui relativement incendiaire prononcé par le leader indépendantiste Pierre Bourgault, lorsque le démembrement s'est effectué, nous avons eu tout juste le temps de courir sur le côté pour éviter d'être coincés dans l'affrontement qui a éclaté entre quelques centaines de surexcités et les policiers. Les gaz lacrymogènes nous ont irrité quelque peu les yeux, mais nous nous en sommes sortis sains et saufs.

– À t’écouter, je comprends que tu ne t’es pas retiré à la façon d’un moine. Mais, dis-moi, pourquoi la prêtrise? As-tu l’impression d’y avoir été, en quelque sorte, destiné?

– Je ne dirais pas cela. Il est vrai que j’ai grandi dans une société dans laquelle l’Église catholique tenait une grande place sur le plan social et idéologique. Cela était tout à fait manifeste dans l’aménagement de l’espace de mon patelin d’origine, une petite ville de proche banlieue. Vous voulez découvrir ce qu’il en était? Allons-y pour un instant.

Je compris qu’il avait déjà acquis dans ses rêves la capacité de léviter et de se déplacer n’importe où, à grande vitesse, en planant dans les airs à la façon des oiseaux. Étant moi-même toujours capable de le faire, je décidai de le suivre.

– Voyez, ici au centre, se dresse toujours l’église monumentale en granit, dont l’arrière donne sur un imposant couvent de religieuses. À l’ouest de l’église, se trouve l’immense presbytère. À l’est, sur ce vaste terrain, se situe le cimetière, qui présentait au départ la particularité de n’avoir que des monuments funéraires identiques. Affirmant que tous étaient semblables dans la mort, un curé à poigne avait exigé qu’il en soit ainsi. Comme la plupart des membres du clergé, il prônait bien sûr l’obéissance à l’Église, mais aussi l’égalité, l’entraide et la convivialité des fidèles.

– Église, presbytère, couvent et cimetière occupaient ainsi le cœur de ta localité.

– Absolument. En plus, face à l’entrée du cimetière, il y avait autrefois un grand parc. Le même curé dont je viens de vous parler y avait fait ériger une chapelle dédiée aux saints Martyrs canadiens. Une mosaïque, posée sur un monument, représentait ces missionnaires jésuites suppliciés par les Iroquois en 1640. On les voyait attachés à leurs poteaux de torture et brûlés par des haches

rougies au feu. On y trouvait aussi une grotte dédiée à Notre-Dame-de-Lourdes, et un bassin alimenté par un ruisseau dans lequel flotait un vaisseau miniature. Il représentait le bateau qui a transporté les premiers missionnaires depuis la France. Ce parc mettait en scène l'histoire du Canada tel que l'on me l'apprenait à la petite école. Il me fascinait lorsque j'étais enfant.

De retour à l'arrière du Grand Séminaire, je relançai la discussion.

— Les principaux repères qui marquaient ton environnement étaient donc à connotation religieuse.

— Effectivement. En plus, à l'époque de mon enfance et de ma préadolescence, notre vie était encore essentiellement rythmée par le calendrier liturgique. Il y avait bien sûr Noël, qui inaugurait la période des fêtes. C'était un moment de l'année passablement magique. La blancheur de la neige dissipait enfin la mélancolie de l'automne dans laquelle nous avait plongés le mois des morts. On se rendait assister à la messe à minuit dans une église tout illuminée. S'ensuivaient le réveillon, et, dans les semaines subséquentes, les nombreux partys avec les oncles et les tantes, les cousins et les cousines. Après la période d'accalmie suivant l'Épiphanie, et avant l'entrée dans le Carême, on profitait du Carnaval. Cela se passait durant les deux ou trois semaines où le froid se faisait habituellement le plus intense. En famille ou avec des amis, on allait admirer le palais et les sculptures de glace. On assistait aux défilés de chars allégoriques et à la course en canot sur la banquise. Puis, c'était le mercredi des Cendres, qui mettait fin aux divertissements.

— Rappelle-moi, cette journée, qu'avait-elle de si particulier?

— Nous, les écoliers, on se rendait tous à l'église, où les fenêtres étaient masquées par de lourdes tentures violettes. Nous nous avançons jusqu'à la balustrade où les prêtres nous traçaient

une croix sur le front avec des cendres de rameaux brûlés. Cela, nous disait-on, pour nous rappeler notre condition de mortels. Cette journée marquait aussi le début du Carême, quarante jours pendant lesquels on devait s'abstenir tout au moins de friandises. Pâques était un autre moment important dans l'année. Les cérémonies religieuses étaient à la fois singulières et impressionnantes.

– Comment cela?

– Ces cérémonies sortaient de l'ordinaire. Depuis la bénédiction des rameaux du dimanche inaugurant la semaine sainte jusqu'à la transmission de la flamme de cierge en cierge au cours de la veillée pascale, en passant par le lavement des pieds du jeudi. Mais ce qui me captivait le plus, c'était assurément le récitatif psalmodié de la passion dans l'après-midi du vendredi par trois solistes. Le premier, un ténor, représentait l'évangéliste; le deuxième, une basse, Jésus; et le troisième, un baryton, les autres rôles, soit Pierre, Judas, le grand prêtre et Ponce Pilate.

– Tu assistais à toutes ces cérémonies?

– Cela allait de soi. Tout autant que de prendre part à la messe du dimanche ou à celle du premier vendredi du mois à laquelle toutes les classes des écoles se rendaient. Pour éviter la mixité, nous, les garçons, on occupait la nef, alors que les filles se trouvaient au jubé. Comme bien d'autres garçons, j'avais été enfant de chœur. Le dimanche, à la grand-messe, nous étions quelques dizaines d'enfants, revêtus d'une soutane et d'une aube, à nous tenir de part et d'autre du maître-autel et à bouger de concert, nous lever, nous agenouiller, nous asseoir, au son d'un claquoir. De temps en temps, je participais aussi à l'office des vêpres célébré le dimanche soir. Je m'y rendais avec mon père. Mais en toute liberté car, ni lui, ni ma mère, ne nous ont jamais imposé d'aller au-delà de la pratique religieuse qui était socialement convenue. Contraire-

ment à plusieurs, nous n'avons par exemple jamais récité le chapelet en famille. Ma mère n'était pas particulièrement pieuse, et mon père, pourtant beaucoup plus fervent, se livrait tout bonnement à sa pratique sans nous obliger à l'imiter en quoi que ce soit.

– Alors, pourquoi assistais-tu aux vêpres?

– Simplement parce que j'appréciais l'atmosphère qui se dégageait du chant psalmodié par une assistance clairsemée et enveloppée d'une lumière tamisée qui laissait ici et là de larges zones d'ombre. Je me souviens que les soirs de grande noirceur, à la sortie de l'église, je me demandais ce que pouvaient bien ressentir les prêtres qui, contrairement à mon père et moi, allaient retourner après les vêpres à leur solitude et non pas à leur famille.

– Cela nous ramène à ton choix de devenir prêtre. Tes parents ont dû t'y inciter, d'une façon ou d'une autre.

– Inciter, le mot est un peu fort. Papa, orphelin à l'âge de six ans, est loin de correspondre à l'image forte du père chef de famille qui prédominait encore largement durant son enfance. Il incarne la tendresse plutôt que l'autorité. Il propose beaucoup plus qu'il n'impose, et m'a toujours laissé faire mes propres choix. Du côté de maman, les choses sont plus ambiguës. N'ayant pas eu la chance d'étudier longtemps, elle s'en remet de toute évidence à moi, son fils aîné, pour réaliser les ambitions qu'elle n'a pu satisfaire. De façon paradoxale, c'est sur moi, et non sur mes sœurs, qu'elle compte pour prendre sa revanche sur la vie qui ne lui a offert que peu d'opportunités de s'accomplir. Je dois réussir, mais peu importe dans quel champ d'activités. Bien sûr, mes parents sont cependant bien fiers de mon choix de vie.

Je n'allais pas tenter de le convaincre que, sans se présenter sous la forme d'exigences, les attentes de son entourage quant à son avenir étaient assurément plus prégnantes qu'il ne l'imaginait. Il est vrai

qu'il allait un jour parvenir à s'en dégager et à faire ses choix en toute liberté. Mais il en était encore loin. J'en revins simplement à ma question.

– En fin de compte, qu'est-ce qui t'a motivé dans ce choix de vie?

– Mis à part un certain appel d'ordre spirituel auquel je me sentais plus ou moins contraint de répondre, c'est, je pense, le fait que parmi les adultes que j'ai connus, ceux dont la vie m'est apparue la plus intéressante étaient prêtres. Je ne parle évidemment pas du clergé traditionaliste, mais bien de ces aumôniers instruits, ouverts et progressistes que j'ai eu la chance de côtoyer au collège et dans des associations ou des mouvements de jeunesse. J'ai toujours envié leur liberté d'action et leur créativité. Ces prêtres représentent à mes yeux cette lignée de bâtisseurs qui, à l'opposé des curés et des évêques conformistes et conservateurs, ont favorisé au cours du dernier siècle l'avancée de la société québécoise dans de nombreux domaines : dans l'éducation, les arts, les sciences, le monde coopératif et syndical, les mouvements sociaux, etc.

À l'écouter, je mesurais l'ampleur des formidables bouleversements qui ont touché à la fois la place et l'image de l'Église catholique au Québec. J'allais essayer de le lui expliquer.

– Je dois te dire qu'aux yeux de mes contemporains, cet état des choses que tu me présentes apparaîtrait absolument périmé, sinon impensable. La religion catholique ne structure plus, en aucune façon, la vie de notre société. La pratique religieuse ne concerne plus qu'une infime minorité, essentiellement des personnes âgées et des immigrants. Les églises sont abandonnées, démolies ou reconverties en lieux culturels ou en résidences. Le Grand Séminaire derrière lequel nous sommes présentement a été vendu à l'Université qui y loge son école de musique. Le nombre de prêtres et de

religieux qui n'avait cessé d'augmenter depuis 1840 jusqu'en 1960 a été divisé par dix. Les communautés religieuses, qui contrôlaient jadis nos systèmes éducatif et hospitalier, sont pratiquement devenues des mouiroirs. Et plutôt que d'envoyer des missionnaires aux quatre coins du monde, l'Église d'ici accueille à l'inverse des prêtres provenant d'Afrique ou d'Amérique latine pour combler les manques.

— Si je vous comprends bien, je suis en quelque sorte l'un des derniers des Mohicans. Mais comment en est-on arrivé là? Il me semble tout de même que depuis une dizaine d'années, à partir du Concile Vatican II, l'Église a cherché à se réconcilier avec le monde moderne. Elle a laissé tomber le latin et modifié sa liturgie pour la rendre plus intelligible et plus accessible. Elle a adapté son message, et proposé une interprétation renouvelée de l'Évangile. Elle a notamment abandonné l'idée d'un Dieu vengeur réclamant de son Fils l'expiation du péché du genre humain et l'a remplacée par celle d'un Dieu libérateur. D'autre part, Vatican II a aussi affirmé la responsabilité des chrétiens de participer à l'édification d'une société plus juste. Et dernièrement, les évêques latino-américains sont allés encore plus loin. Non seulement les textes qu'ils ont adoptés à Medellin, en Colombie, dénoncent la misère et l'exploitation imposées aux populations par l'ordre existant. Mais ils affirment la nécessité de dépasser le rapport d'assistance envers les démunis. Ils se proposent de les aider à vaincre leur fatalisme et leur résignation, et de les accompagner dans la transformation des structures économiques injustes. Cette conception est d'ailleurs au cœur de la théologie de la libération, qui est en voie d'élaboration.

— Ce nouveau courant de pensée théologique te plaît?

— Oui, beaucoup. Car, le Jésus qui m'intéresse est celui qui a remis en question l'establishment religieux. Celui qui a critiqué en

paroles et en actes l'ordre des choses existant, et pour lequel le bien des humains est la mesure de toute règle, de toute institution. À l'encontre du légalisme présent dans le judaïsme et, plus tard, dans l'islam, ce Jésus a prescrit l'amour d'autrui et non la soumission obéissante à la volonté d'un Dieu implacable.

– Je suis désolé de t'apprendre que la théologie de la libération a été depuis un bon moment déjà sévèrement condamnée. De façon plus générale, sous l'impulsion de deux papes rétrogrades et des nombreux cardinaux conservateurs qu'ils ont nommés, l'Église a réadopté une attitude passablement défensive face à la modernité.

– Pourtant, il me semble qu'au Québec, la majorité des évêques ont accepté sans trop de résistances que les écoles, les hôpitaux et les services sociaux relèvent dorénavant de l'État et non plus de l'autorité religieuse. Et puis, de nombreux membres du clergé se sont engagés dans les réformes qui ont permis au Québec de commencer à combler son retard sur les plans social, économique et culturel.

– C'est juste. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres sociétés, le processus de laïcisation s'est opéré chez nous relativement rapidement et sans trop de heurts. Ainsi qu'on l'a dénommé, ce fût une révolution tranquille. Mais, comme tu pourras toi-même, sous peu, t'en rendre compte, pendant cette période, la plupart de ces progressistes dont tu parles ont abandonné la vie religieuse. Ceux qui sont restés se sont consacrés à une pratique plus traditionnelle, faite de service liturgique et d'accompagnement spirituel. Et, ici comme ailleurs, l'Église catholique n'a pas su s'adapter aux changements sociaux et culturels qui se sont accélérés par la suite.

– De quels changements parlez-vous?

— Oh! Sans doute, d’abord et avant tout, de ceux qui ont rapport à la sexualité. Toujours et encore obnubilée par cette question, et s’appuyant sur sa conception désuète d’une loi naturelle à respecter, l’Église a continué à considérer comme immorales tout autant les relations homosexuelles que les relations hétérosexuelles hors du mariage, ainsi que toute forme de contraception artificielle dans le mariage. Dans certains pays, ces prises de position ont eu des effets catastrophiques, entravant l’adoption de mesures permettant de maîtriser la démographie et la propagation de certaines maladies, et servant de justification à l’ostracisme et à la répression des minorités sexuelles. Au Québec, les gens, dont la majorité des pratiquants, ont simplement cessé d’accorder quelque crédit que ce soit à l’Église en ces matières. D’autre part, et plus généralement, l’Église a perpétué sa tradition patriarcale, allant à l’encontre des évolutions considérables effectuées grâce aux luttes menées par les féministes.

— Vous pouvez m’expliquer ce qu’il en est? Je ne suis pas sûr de bien vous suivre.

— Le féminisme est sans doute le courant de pensée et le mouvement politique, social et culturel qui a le plus marqué les dernières décennies. Luttant en faveur de l’égalité entre les femmes et les hommes, il a conduit à des transformations spectaculaires qui ont touché non seulement le rôle et les droits des femmes dans la société, mais également les rapports entre les hommes et les femmes ainsi que le couple et la famille. Tu verras, au cours des années qui viennent, tu vas avoir à apprendre à établir des rapports plus égalitaires avec les femmes. Tu devras, par exemple, développer tes capacités à assumer les tâches ménagères et le soin des enfants. Quant à l’Église, s’en tenant toujours à une lecture fondamentaliste des textes évangéliques, qui ne prend aucunement en compte les contextes sociaux, politiques et religieux dans lesquels ils ont pris

naissance, elle défend encore la prépondérance masculine. Pas question d'ordonner prêtres des femmes, non plus que des hommes mariés d'ailleurs.

– En raison de ces positions qui vous apparaissent rétrogrades, l'image que vos contemporains se font de l'Église doit être fort négative. Non?

– Absolument. La plupart des plus vieux, qui, comme moi, ont connu l'époque où l'Église exerçait sa suprématie, ont conservé l'image d'une Église dominatrice et castrante. Les diverses contributions apportées historiquement par les communautés religieuses et le clergé sont, elles, le plus souvent méconnues. Mais il y a pire. Depuis peu, l'image de l'Église est entachée par une série de scandales de pédophilie. De nombreuses affaires d'abus sexuels sur mineurs commis par des prêtres ou des religieux ont été révélées.

– Vous en pensez quoi?

– Je crois que les accusations sont le plus souvent fondées, et qu'il est enfin temps d'en finir avec la loi du silence. Auparavant, l'Église tentait de dissimuler les agissements des prêtres et des religieux pédophiles. Ils étaient simplement transférés mais non pas révoqués. Je te rappelle que la société traditionnelle dans laquelle tu as vécu était plus ou moins tolérante envers certaines violences.

– Je me souviens effectivement des bagarres qui survenaient parfois dans la cour de récréation. Personne n'en faisait grand cas. Non plus que de celles qui éclataient de temps à autre les samedis soir, à la salle de danse, entre des gars de chez-nous et des étrangers venant d'un village voisin qui avaient osé venir ravir les filles de notre patelin. Préadolescent, il m'est arrivé personnellement à deux reprises qu'un adulte, un voisin dans un cas et un ancien curé de la paroisse dans l'autre, tente de me faire des attouchements sexuels. Mes parents, réagissant d'une façon courante à

l'époque, s'étaient contentés de me suggérer de me tenir loin, une recommandation que j'avais évidemment suivie.

— Tu vois, aujourd'hui, ces types de comportement sont devenus totalement inadmissibles, et c'est très bien qu'ils soient dénoncés et sanctionnés. Mais pour en revenir aux scandales qui éclaboussent présentement l'Église, il m'apparaît indispensable d'aller au-delà de la nécessaire dénonciation des abus sexuels et de comprendre les causes qui expliquent l'ampleur du phénomène. L'obligation du célibat me semble à cet égard avoir joué un certain rôle. Qui veut faire l'ange fait la bête. Je connais personnellement des prêtres qui ont eu la force d'assumer leur célibat et qui ont vécu une vie équilibrée. Mais tous n'ont pas cette capacité. Il faut également noter que dans une société traditionnelle où l'homosexualité était proscrite, la vie religieuse offrait aux homosexuels à la fois un refuge et un statut. De là, peut-être, le fait qu'une majorité des abus sexuels aient été perpétrés à l'encontre d'enfants de même sexe que leur agresseur.

Il m'écoutait avec attention, et son désarroi était palpable. Je savais que sa sexualité était passablement inhibée, et qu'il était loin d'avoir surmonté ses propres hésitations face au célibat. Malgré la tendresse que j'éprouvais à son égard, je ne pouvais le délivrer de ses embarras, de ses doutes et de ses incertitudes. Je m'éloignai et le laissai à sa perplexité.

TABLEAU 2

Il était là, de nouveau, devant moi. J'avais la vague impression de revivre une scène passée. Mais à y regarder de plus près, les différences me sont rapidement sautées aux yeux. Il portait à présent une large barbe bouclée et ses cheveux longs et raides lui arrivaient aux épaules. Au surplus, si un vent d'automne soufflait dans cette nuit sans lune, il balayait un coin de campagne où nul édifice ne venait lui résister. Réalisant que nous étions en novembre 1978, je compris qu'il s'était écoulé neuf années depuis notre première rencontre. Il avait les traits tirés et semblait quelque peu ébranlé. S'avancant vers moi, il m'interpella.

— Vous connaissez ce rang Sainte-Anne où nous nous trouvons? Avec un couple ami et leur petite fille, ma femme et moi habitons dans cette belle maison traditionnelle que vous entrevoyez là-bas, à une centaine de mètres, sur le haut du coteau.

— Oui, lui répondis-je, je connais ce rang et je reconnais la maison. Depuis quelques étés, mon épouse et moi louons un chalet en bord de fleuve, à Saint-Augustin-de-Desmaures, à deux pas du chemin du Roy. Comme il m'arrive fréquemment de faire des randonnées à bicyclette, je sillonne tout le terroir qui va depuis Cap-Rouge jusqu'à Pont-Rouge. Je passe donc de temps en temps dans ce rang, dont le parcours ravive en moi les souvenirs que je conserve de cette maison rustique où tu habites. Je la revois en été, alors qu'elle trônait en plein milieu des champs, qui n'étant plus cultivés, étaient couverts de fleurs sauvages. Malheureusement, il y a

quelques années déjà, la terre a été acquise par une entreprise qui a fait démolir la maison pour faire place à un complexe funéraire.

– Cela m’attriste, mais ne me surprend pas. Dans les dernières décennies, de nombreux notables et promoteurs ont ravagé sans scrupule nos villes et nos villages sous prétexte de les moderniser et de les développer. Lorsque j’étais enfant, pour accéder à des champs parmi les plus fertiles du Québec, je n’avais qu’à gravir une côte sur quelques centaines de mètres, exactement quatre coins de rue au nord de chez moi. On y trouvait une grosse ferme laitière, des champs de culture maraîchère à perte de vue et un petit ruisseau qui coulait en cascade au fond d’un ravin escarpé et profond, traversant un bocage où j’avais plaisir à faire des excursions. Si je me dirigeais plutôt au sud, j’atteignais en moins d’un kilomètre les berges du fleuve Saint-Laurent et un quai où, à l’automne, les gens pratiquaient la pêche à l’éperlan à la lumière de leurs fanaux. Avec mes copains, j’y allais pour ramasser les loches, ces petits poissons gras dont les pêcheurs ne voulaient pas et que nous mangions avec appétit après les avoir cuits sur un feu de bois.

– Ce décor bucolique a donc été anéanti.

– Oui, il est entièrement disparu. Mon patelin est devenu un quartier pauvre et enclavé. Au cours des années 1960-1970, la plupart des vieilles maisons, des demeures centenaires ou même bicentennaires, ont été détruites au profit de blocs-appartements banals ou de petits commerces hétéroclites. Et deux autoroutes ont été construites, l’une en bord de fleuve, saccageant les berges, l’autre dans l’ancienne zone champêtre, où le ruisseau a été canalisé, le ravin comblé et les champs couverts de centres commerciaux. Il m’est aujourd’hui impossible de retourner sur les lieux de mon enfance.

– Tu éprouves de la colère? De la nostalgie?

– Assurément, un peu des deux. Cependant, c'est une perte d'une autre nature qui me préoccupe et m'angoisse en ce moment.

– Qu'est-ce que c'est?

– Comment dire? Pour la première fois de ma vie, je me sens en proie à un doute radical. Je suis aux prises avec une remise en question fondamentale de ma foi religieuse. Tout à l'heure, lorsque vous m'êtes apparu, j'en étais précisément à me demander si Dieu existe vraiment, si la religion n'est pas simplement une illusion. Une illusion vraisemblablement sublime, mais une illusion tout de même.

– Comment le séminariste que tu étais en est-il arrivé à un tel questionnement?

– J'ai abandonné le Grand Séminaire après deux ans. La prêtrise m'est apparue correspondre de moins en moins à mes aspirations. Du reste, la plupart des prêtres dont j'avais envié la situation, le mode de vie et la forme d'action avaient quitté le sacerdoce ou envisageaient de toute évidence de le faire. J'ai néanmoins terminé mon baccalauréat en théologie. Cela m'a donné accès à un poste d'enseignant en science religieuse dans une école polyvalente localisée à Sainte-Marie de Beauce. Portant le nom d'un homme d'affaires de la région qui s'est fait connaître au Québec comme fabricant de petits gâteaux sucrés, et édifiée sur une colline dominant la Vallée de la Chaudière, la Polyvalente Benoît-Vachon était toute récente. Comme le programme ministériel pour le cours de secondaire 5 que je devais dispenser ne m'inspirait pas vraiment, j'ai conçu mes propres contenus. Je souhaitais rendre les étudiants plus aptes à comprendre le monde dans lequel ils vivaient et à devenir des citoyens engagés. En conséquence, j'ai choisi d'examiner avec eux les principaux problèmes auxquels les diverses sociétés étaient confrontées, le sous-développement des unes et le mal-

développement des autres, ainsi que les inégalités et les oppressions qui les touchent toutes. Puis j'allais considérer les valeurs de justice, d'égalité, de solidarité et d'entraide devant inspirer les actions à mener afin de faire face à ces problèmes.

– As-tu atteint tes objectifs?

– Les deux premières années, cela a été pas si mal. Les étudiants étaient en général attentifs. Et les évaluations démontraient une compréhension relativement bonne, même si inégale, de la matière présentée. J'étais toutefois insatisfait. Je m'interrogeais sur la façon de développer une pédagogie plus active de manière à favoriser une réelle prise de conscience chez les étudiants. Aussi, pour la troisième année, j'ai décidé de rompre avec mon approche qui était beaucoup trop magistrale. Pour chacune des problématiques abordées, j'allais fournir aux étudiants une série de questions à approfondir sur la base de certains textes. Après avoir lu les textes proposés et s'être livrés à une réflexion personnelle, les étudiants discuteraient les questions en équipe, et nous procéderions par la suite à une mise en commun en plénière.

– Cela a-t-il fonctionné comme tu l'imaginais?

– Loin de là. Bien sûr, les étudiants les plus doués et les plus motivés arrivaient à parcourir les différentes étapes. Il en allait toutefois différemment de la majorité qui se montraient incapables de suivre le cheminement individuel et d'équipe, et perdaient littéralement leur temps. Or, ce sont ces jeunes, promis à un avenir si ce n'est moins prometteur du moins plus incertain, que j'aurais souhaité conscientiser en priorité. Mais, je ne savais pas comment m'y prendre. M'estimant plus ou moins incompetent, et passablement démoralisé, je me suis résolu à quitter la polyvalente. Cette décision allait d'ailleurs exaucer le souhait de quelques membres de la direction qui me reprochaient depuis un certain temps de défendre dans

mon enseignement des opinions contestataires. Ma réponse à l'effet que le message évangélique était en soi non-conformiste et appelait à transformer le monde était loin de convaincre ces bonnes âmes.

Le dépit causé par son insuccès était encore visible. Je savais pourtant pertinemment qu'il allait ultérieurement découvrir des façons de conscientiser des personnes en vue de soutenir leur émancipation. S'appuyant sur les théories du pédagogue brésilien Paulo Freire, il allait pratiquer une approche fondée sur la prise de parole et le dialogue, et adopter des contenus d'apprentissage plus significatifs et mieux contextualisés. Il allait également s'initier aux techniques d'animation théâtrale développées par un autre Brésilien, l'homme de théâtre Augusto Boal. Au Québec, des comédiens, professionnels ou amateurs, allaient ultérieurement utiliser certaines de ces techniques dans le cadre de spectacles présentant des matchs d'improvisation. Lui, dans l'esprit de Boal, allait plutôt les utiliser pour transformer le spectateur passif en protagoniste de l'action théâtrale, puis en protagoniste de sa vie. Mais il n'en était pas là. Je l'amenai à poursuivre.

— Tu es donc revenu à Québec?

— Effectivement. Et j'ai alors pris contact avec un groupe de chrétiens progressistes que j'avais croisés antérieurement, dans le cadre des activités du Rallye Tiers-Monde. À la recherche d'une société plus juste et plus solidaire, ils s'intéressaient eux aussi à la théologie de la libération. S'étant de plus en plus politisés, certains d'entre eux venaient d'adhérer au mouvement marxiste-léniniste. À leur exemple, je me suis engagé dans la construction de cette nouvelle gauche qui est convaincue de la nécessité de former un parti d'avant-garde discipliné, capable d'entraîner les travailleurs vers la création d'un État socialiste. Je travaille désormais dans une usine, et ma vie s'ordonne pour l'essentiel autour de la militance.

– As-tu l'impression que ton scepticisme découle de ton adhésion à la pensée marxiste?

– En un certain sens, peut-être. Non pas que, comme plusieurs camarades, je partage la vieille théorie un peu simpliste selon laquelle la religion se réduirait à n'être que l'opium du peuple. Si la religion peut être un opium, je suis bien placé pour savoir qu'elle peut aussi constituer un puissant motif d'engagement dans l'action. Je suis en revanche de plus en plus convaincu que les religions sont tout bonnement des créations humaines. Je suppose qu'il y a des raisons objectives au fait que la dimension religieuse a été présente depuis les débuts de l'humanité. Je présume en outre que l'on peut expliquer ce pourquoi les religions ont revêtu jusqu'à nos jours des formes très différentes. Peut-être, tout simplement, parce que, comme le soutient Marx, la manière d'interpréter le monde est fortement liée à celle de le vivre. Qu'en pensez-vous?

– Tu vois, ces questions m'ont préoccupé fort longtemps, bien après que j'ai renoncé à la pratique religieuse. Manifestement, la religion a imprégné la vie collective dans tous les types de société qui ont précédé la société moderne. Il est donc tout à fait justifié de se demander ce qui explique cette omniprésence au-delà de la fragmentation planétaire des cultures.

– Et à votre avis, quelles sont ces motifs?

– Selon moi, un premier élément de réponse réside dans le désir séculaire des humains de maîtriser leur environnement et de se réaliser au-delà de ce que leurs conditions d'existence leur permettent. Depuis toujours, les humains ont cherché par divers rites à influencer ou à agir symboliquement sur des forces surnaturelles ou des esprits supposés régir les phénomènes qu'ils souhaitaient mieux contrôler. La dimension religieuse s'explique donc en premier lieu par cette volonté d'agir sur le monde en dépassant ce que

permet la réalité. Mais je crois qu'elle tient également à la quête de sens que poursuivent les humains. Quoi qu'ils fassent, quoi qu'ils subissent, il faut que cela ait un sens. Les religions y pourvoient en fournissant une interprétation globale du monde. À travers des mythes, elles décrivent la genèse du monde, rendent compte de l'ordre cosmique et expliquent les éléments fondamentaux de l'expérience humaine, comme la vie et la mort. Le fait de pouvoir s'en remettre à une ou des forces toutes-puissantes aide à surmonter les inquiétudes et les peurs devant l'incertitude et à alléger l'angoisse devant la mort. J'ajouterais que les religions établissent en outre des normes et des principes qui viennent justifier les pratiques sociales et les institutions qui existent dans la société.

— Cela m'apparaît assez clair. Mais qu'en est-il des formes différentes qu'a empruntées la dimension religieuse au cours de l'histoire?

— Eh bien! Comme tu viens de le rappeler, la manière d'interpréter le monde est sans aucun doute liée à celle de le vivre. Pour bien saisir cette articulation, on pourrait faire un bref survol des différents univers sociohistoriques dans lesquels l'humanité a vécu jusqu'ici.

Si je me lançais dans ce survol, j'allais pour ainsi dire improviser un cours. J'avais envie de lui communiquer les fruits de mes investigations. Je craignais toutefois de l'ennuyer. Percevant mon hésitation, il y mit fin promptement.

— Allez-y, je vous écoute.

— Bien. Depuis leurs débuts, et pendant des dizaines et des dizaines de millénaires, les humains ont vécu de chasse et de cueillette. Dans cet univers primitif, les petites bandes qui menaient une existence de nomades ne connaissaient ni inégalités économiques, ni domination politique, ni hiérarchie sociale. Pour ces chasseurs-

cueilleurs, il était tout à fait vraisemblable que l'animal ait une âme et une force vitale identiques à celles de l'humain, ou même une origine commune avec lui. Dans le chamanisme, par exemple, le chaman, un chasseur comme les autres, mais doté du pouvoir de diriger son âme dans les autres milieux, entrait en communication avec les esprits des animaux en simulant leur comportement. Du fait que la maladie et le malheur étaient perçus comme étant la contrepartie des échanges entre les âmes humaines et les esprits animaux, le chaman cherchait à obtenir le plus de gibier possible en concédant le minimum de force vitale. Cette forme de vie religieuse ne comportait ni prière, ni sacrifice, car pour ces sociétés socialement non stratifiées, il n'était nulle puissance supérieure pouvant accorder une faveur. Inhérent à un type de société, cet authentique chamanisme de chasse n'avait évidemment rien à voir avec le néochamanisme et les rituels pseudo chamaniques que l'on propose de nos jours sur le marché de la consommation spirituelle. Mais revenons à notre survol des univers sociohistoriques, et plus précisément à la Révolution néolithique, à l'occasion de laquelle la nature des communautés humaines va connaître une première métamorphose.

– J'ai regardé tout dernièrement une série télévisée portant sur cette révolution. On y montrait comment et pourquoi, à partir de 12 000 ans avant notre ère, des populations, au Proche-Orient d'abord puis un peu partout dans le monde, se sont sédentarisées, pour s'adonner ensuite à l'agriculture et à l'élevage. On évoquait également l'ensemble des transformations que l'accumulation de biens et de richesses a entraînées du côté de l'organisation sociale, qui s'est différenciée, et des façons de voir.

– Le Néolithique a effectivement provoqué des modifications progressives, mais profondes au point de vue des façons de voir et de se comporter. D'une part, la relation d'alliance, égalitaire

et de réciprocité, avec les esprits animaux va disparaître avec l'élevage, qui place dorénavant une barrière de supériorité entre les hommes et les animaux. D'autre part, une relation de filiation, verticale et de subordination, va s'instaurer avec les âmes des ancêtres, ceux de qui on a tout reçu, l'existence, les territoires, les troupeaux, les savoirs et les savoir-faire. Pour se concilier ces âmes des ancêtres, on va leur rendre un culte en agissant de la façon que l'on a apprise au contact de ses supérieurs : on demande, on supplie, on prie et on offre des sacrifices selon une logique de donnant-donnant. Dorénavant, non seulement les mythes expliquent l'origine de ce qui existe, mais ils justifient l'ordre social, la suprématie des adultes, des initiés, des hommes, des aînés, des anciens, des chefs et des prêtres. On tend désormais à interpréter la maladie et le malheur comme la sanction de transgressions ou de fautes commises à l'égard des ancêtres. Des conduites d'obéissance sont façonnées en conséquence. Par ailleurs, la mythologie s'étoffe et les dieux proprement dits font leur apparition dès lors que l'on accorde un statut supérieur à un ancêtre fondateur primordial ou à la personification d'un phénomène naturel.

— On se rapproche ainsi des grandes religions qui vont se présenter par la suite. N'est-ce pas?

— Certes, mais la fondation des grandes religions ne pourra intervenir que beaucoup plus tard, dans le cadre d'un nouvel univers sociohistorique qui va se dégager à partir de 4 000 ans avant notre ère. Des villages néolithiques, profitant d'une agriculture intensive procurant des surplus considérables, se muent alors en cités peuplées vivant d'industrie et de commerce. La hiérarchie sociale esquissée au Néolithique se parachève. L'État émerge, les royaumes et les empires se constituent, enclenchant tout à la fois des cycles de guerres de conquête et l'essor des grandes civilisations. Dans un premier temps, des religions polythéistes vont s'implanter

dans les nouvelles sociétés à État. Supposant une kyrielle de dieux formant un panthéon hiérarchisé à l'image de la société, ces religions vont servir d'instrument de pouvoir pour les gouvernants. Et des récits mythologiques fondant la légitimité de leur autorité sur la société vont être mis au point par des prêtres. Pour illustrer cette connivence entre religion et pouvoir, tu peux songer, par exemple, à l'Égypte pharaonique.

– Pourtant, l'évolution religieuse va se poursuivre et déboucher, dans un second temps, sur les grandes religions proprement dites.

– En effet. Cela surviendra à l'occasion d'un tournant culturel majeur qui va toucher une grande partie de l'Eurasie à partir du VI^e siècle avant notre ère. Sur une période de quelque mille ans, les grandes religions de salut vont naître. Il y aura d'un côté les religions monothéistes, comme le judaïsme, le christianisme et l'islam, qui postulent l'existence d'un Dieu unique et créateur. Et de l'autre, les religions karmiques, comme le bouddhisme et l'hindouisme, qui présupposent plutôt l'existence d'une entité immanente et impersonnelle. Cependant, grosso modo, toutes ces religions vont partager des caractéristiques communes qui les distinguent nettement des religions polythéistes.

– De quelles caractéristiques s'agit-il?

– Yves Lambert, un auteur de qui j'ai beaucoup appris en matière d'évolution du phénomène religieux, en signale sept principales. Premièrement, du fait d'être fondées par un prophète ou un sage à un moment précis, les grandes religions sont insérées dans l'histoire. Deuxièmement, elles se veulent universalistes, ouvertes à tous, mais, conséquemment, elles sont souvent portées au prosélytisme, voire à l'intolérance. Troisièmement, elles se dotent d'une organisation particulière en communautés qui se distancient de la

vie familiale et sociale. Quatrièmement, elles promettent un salut de nature individuelle dans un autre monde. Cinquièmement, elles nourrissent une conception éthico-spirituelle selon laquelle tous les actes sont l'objet de rétribution ou de sanction. Sixièmement, elles attachent une importance aux aspects affectifs, comme l'amour de Dieu et du prochain, ou la compassion. Septièmement, elles accordent la primauté à l'attitude de foi et de vertu sur les rites magico-religieux, bien que de tels rites demeurent malgré tout.

– Qu'est-ce qui a pu favoriser l'émergence et l'affirmation de telles religions?

– Les chercheurs distinguent trois conditions qui ont pu jouer. La première consiste dans une fragilisation qui aurait graduellement touché les religions polythéistes. Deux phénomènes en auraient été la cause. D'abord, l'aggravation d'un mécontentement éprouvé non seulement par les paysans, mais aussi par les souverains et la noblesse, face aux pratiques patrimoniales des temples qui accaparaient de nombreuses terres et contrôlaient une bonne partie de la production et du commerce de la richesse. Ensuite, l'acquisition d'une meilleure maîtrise de l'environnement, qui aurait disqualifié les dieux et les rites supposés gouverner les processus naturels. La deuxième condition qui a pu favoriser l'émergence et l'affirmation des religions de salut réside dans une autonomisation croissante de l'individu par rapport aux groupes primaires, particulièrement dans les strates supérieures et dans les couches, en expansion, d'artisans, de commerçants, de fonctionnaires et de lettrés. Cette autonomisation aurait engendré une série de nouvelles attentes d'accomplissement personnel, d'équité et même d'immortalité pour tous.

– Et qu'en est-il de la troisième condition?

– Eh bien! Elle tient à la construction d’empires à vocation universelle dans les mondes perse, hellénique, romain, indien, chinois et musulman. Le fait de rassembler dans un même empire des religions différentes, confrontées entre elles et à celle du conquérant, a pu entraîner leur relativisation et favoriser une vision universaliste. Les empires vont offrir un cadre favorable à la diffusion de ces nouvelles religions. Même si elles ont pu subir certaines phases de persécution, elles ont fréquemment été adoptées par les couches dominantes, et sont finalement devenues un moyen d’unification des empires grâce à leur universalisme. Les souverains vont les utiliser pour justifier l’ordre existant et légitimer leur pouvoir. Il en a été ainsi, par exemple, de Constantin le Grand et de ses successeurs, qui ont fait du christianisme la religion d’État de l’empire romain.

– On en revient ici à la religion comme opium du peuple. Non?

– Oui et non. Car, en principe, les souverains seront dorénavant responsables devant un ordre supérieur. Ils auront d’une part à composer avec un nouveau type d’élite cléricale, porteuse du message religieux, à savoir des ministres chrétiens, des oulémas islamiques, des moines bouddhistes, des brahmanes hindous, etc. Cette élite, recrutée et légitimée d’après des critères propres, se posera en partenaire relativement autonome et constituera conséquemment un certain contrepoids au pouvoir royal. D’autre part, les souverains auront à faire face à des mouvements messianiques, à la fois violents et mystiques, dont ils auront beaucoup de peine à contrôler les débordements. Tout autant dans les mondes chrétien, juif que musulman, des prophètes vont se lever au cours des siècles en vue de restaurer la pureté de la foi et de créer un ordre social juste avant l’arrivée de la fin du monde. Les religions karmiques ont aussi nourri des espoirs messianiques. Ainsi en est-il du taïisme et

du bouddhisme qui ont joué un rôle fondamental dans les grands mouvements insurrectionnels qu'a connus la Chine au cours de son histoire. Par ailleurs, avec l'émergence de la modernité, les phénomènes messianiques vont pratiquement disparaître de l'Occident. Les mouvements révolutionnaires vont s'y séculariser et emprunter graduellement une pensée de nature idéologique et non plus religieuse.

– C'est dire que la modernité représente un nouvel univers sociohistorique.

– Tout à fait. L'univers moderne se caractérise et se différencie lui aussi par un type d'économie et une forme d'organisation sociale et politique. Il repose concrètement sur la conjonction de trois processus. Le premier processus touche l'économie, avec la mise en place d'une économie capitaliste, qui assure un développement économique fabuleux grâce à l'application de la science à la production, au moyen de la technologie. Le deuxième processus touche le politique, avec la constitution d'États-nations, qui se veulent souverains et, pour certains, assujettis au droit, libéraux et démocratiques. Le troisième processus touche les rapports sociaux, avec la mise en œuvre d'une forte individualisation et la formation d'une société civile basée sur des organisations distinctes des communautés primaires, à savoir les familles, les villages et les ethnies. Marqués d'ambivalences et de contradictions, ces trois processus sont le fruit d'un codéveloppement qui s'est graduellement opéré en Europe occidentale à partir de la fin du Moyen-Âge. À la suite d'une histoire ponctuée d'avancées et de reculs, ils sont aujourd'hui plus ou moins enclenchés dans la majorité des pays.

– Quel impact ces trois processus ont-ils sur la religion?

– Sans nécessairement partager les mêmes thèses sur l'essence du religieux et son évolution, la plupart des chercheurs

s'entendent sur le fait que, sous la modernité, la religion n'est plus au fondement du lien social. Non pas que la croyance et la pratique religieuses se soient estompées ou que les Églises aient disparu, mais la religion a cessé d'englober et d'organiser la vie collective. S'agissant de la conception que l'on se fait du monde qui nous entoure, de l'expérience que l'on en fait et de la façon dont on tente d'agir sur lui, l'univers moderne se démarque sans aucun doute par la sortie de la religion.

– Et comment cette sortie s'est-elle opérée?

– D'une part, à compter des XVIIe et XVIIIe siècles, les grandes découvertes et le développement progressif de la science moderne ont favorisé la mise en question de la vision du monde propagée par les religions. L'esprit critique s'est développé. Et sur la base du savoir scientifique, on a appris à établir une distinction nette entre la quête de sens et la recherche de la connaissance, en réservant à la connaissance l'application des critères de vérité et de certitude. En outre, du fait d'être axées sur la recherche des lois causales selon lesquelles opère le monde physique, les sciences ont profondément transformé la façon dont on tente d'agir sur lui, écartant en principe la pensée magico-religieuse. D'autre part, sous l'effet de la progression de la démocratie, le principe d'autonomie a prévalu. La société démocratique n'entend plus recevoir ses normes et ses lois ni de Dieu, ni de la nature. Elle prétend les fonder elle-même par ses propres moyens. C'est ainsi que dans les sociétés qui se sont pleinement inscrites dans la modernité, comme le Québec depuis la Révolution tranquille, la religion a cessé d'englober et d'organiser la vie collective.

– Et pourtant, en dépit de ce retrait du religieux, les religions subsistent et la croyance et la pratique religieuses survivent dans ces sociétés dont les fondements ne sont plus religieux. Com-

ment expliquez-vous cette situation, qui, à première vue, apparaît plutôt paradoxale?

— L'une des raisons tient assurément au fait qu'une transformation en profondeur des mentalités exige du temps et qu'elle n'est pas sans soulever des résistances et susciter des luttes. Déjà, apprendre à vivre dans un monde désenchanté, et cesser de prendre ses désirs pour la réalité, cela ne va pas de soi. Nombre de mes contemporains consultent encore régulièrement leur horoscope pour se rassurer face aux incertitudes de la vie, alors que l'astrologie ne repose sur rien. Il est même des scientifiques pour croire aux phénomènes paranormaux! Mais il y a plus. Car, pour les gens qui ont été socialisés dans une religion, renoncer à leur croyance peut entraîner des pertes lourdes et inévitables.

— Je devine que ce sont probablement de telles pertes que j'anticipe et qui m'angoissent. Ne plus pouvoir compter sur la présence constante et le secours d'un Dieu avec lequel je me sens dans une véritable relation. Ne plus avoir de communauté avec qui je peux partager couramment d'intenses moments de fête, de prière et de méditation. Ne plus disposer d'explication ultime, et devoir apprendre à accepter avec lucidité et sérénité ma condition de mortel, sans la promesse d'une résurrection.

— Effectivement, ces pertes sont potentiellement le lot de ta génération, ou, en tous les cas, de ses membres qui sont animés d'une conscience plus réfléchie. Cependant, pour les plus jeunes, les choses semblent assez différentes. Des enquêtes récentes tendent à démontrer qu'aujourd'hui, l'agnosticisme ou l'incroyance devient graduellement la norme chez celles et ceux qui n'ont pas grandi dans un cadre religieux. Depuis peu, ce phénomène se passe même aux États-Unis, où la pratique religieuse est pourtant restée très forte jusqu'à ce jour. Moins attachés à une tradition et vivant dans

des sociétés de plus en plus métissées, les jeunes relativisent plus facilement les religions dont les vérités ou les voies sont incompatibles entre elles alors que chacune prétend être la seule vraie ou la seule juste. On peut imaginer que dans un futur plus ou moins lointain, les religions actuelles paraîtront aussi étonnantes et extravagantes à nos descendants que le sont pour nous aujourd'hui les religions polythéistes de l'Antiquité. Cela étant, même si la transition s'accélère, comme il semble que ce soit présentement le cas, elle ne pourra probablement s'accomplir que sur plusieurs générations. D'où l'importance de préserver une coexistence sereine entre croyants et incroyants.

– Comment les choses se passent-elles à cet égard dans les sociétés modernes actuelles?

– En Occident, la question de la coexistence entre croyants et incroyants suscite assurément de nombreux débats et constitue un défi de taille. Au Québec, la très grande majorité de la population s'entend sur la nécessité de défendre la laïcité, soit la séparation des Églises et de l'État et la neutralité de l'État. Il faut néanmoins demeurer vigilants, et continuer de résister aux groupes fondamentalistes, de quelque obédience qu'ils soient, musulmane, juive, chrétienne ou autre. D'ailleurs, contrairement à ce que prétendent les islamophobes, qui pour certaines raisons sont malheureusement aujourd'hui assez nombreux, ce sont des groupes fondamentalistes chrétiens qui exercent vraisemblablement l'influence la plus considérable au Québec comme dans les autres sociétés occidentales. Cela est évident aux États-Unis où les groupes fondamentalistes chrétiens refusent le principe d'autonomie, et cherchent à imposer leur rigorisme. En toute logique, ils contestent, par exemple, de plus en plus l'enseignement des sciences, qui constitue sans doute l'un des principaux facteurs d'évolution des mentalités. Et comme on a pu le constater ces dernières années, ces groupes sont très souvent

instrumentalisés par des élites possédantes véreuses et des partis politiques antidémocratiques.

– Dans ces conditions, quel espace faut-il préserver aux croyants?

– Il faut sans aucun doute maintenir la protection de leurs droits de professer et de pratiquer leur religion. Il faut également leur ménager des accommodements raisonnables, lorsque ces accommodements ne vont pas à l'encontre de la laïcité non plus que des droits d'autrui, et ne représentent pas de contrainte excessive. Tu sais, on ne fait pas pousser une fleur en tirant dessus. On ne saurait changer les façons de voir, les valeurs et l'identité d'une personne par la force. Cette maxime doit être particulièrement considérée dans le cas des immigrants récents. Car ces immigrants proviennent pour la plupart de sociétés dont la vie collective est aujourd'hui encore ordonnée par une religion. Il est stupide de brusquer ces gens par des politiques intolérantes, et de radicaliser ainsi chez certains une attitude d'opposition. Si l'on peut et l'on doit exiger le respect des lois, on ne saurait prescrire des valeurs et encore moins en tester l'adoption, à la façon dont certains souhaitent le faire.

– Qu'en est-il du rapport à la religion dans les sociétés non occidentales?

– Les situations diffèrent selon les aires culturelles. On peut illustrer ce fait en comparant, par exemple, l'Amérique latine, l'Afrique subsaharienne, l'Asie orientale, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. En Amérique latine, depuis cinq siècles et jusqu'à tout récemment, le catholicisme englobait et organisait l'essentiel de la vie collective. Or, cela est en train de changer, mais suivant deux voies fort différentes. D'un côté, du fait du processus de modernisation sociale et économique qui y a cours, on assiste à une sécularisation croissante dans quelques pays, comme l'Uruguay et le

Chili. D'un autre côté, on constate une montée en force des Églises évangéliques, notamment au Brésil et en Amérique centrale. Soutenus par des élites réactionnaires, des pasteurs charismatiques prêchent la soumission à l'ordre existant. On peut comprendre que leur offre de salut, de guérison et de prospérité s'avère très attirante pour des personnes en proie à la pauvreté et au désespoir.

– Qu'en est-il en Afrique?

– Dans les sociétés africaines contemporaines, le religieux est toujours très prégnant, encore qu'il s'inscrive dans des formes renouvelées. D'une part, le recours incessant au religieux y intervient aujourd'hui dans des contextes marqués non seulement par les crises et l'incertitude politique, mais également par de profonds bouleversements sociaux qui suscitent une quête d'autonomie et d'émancipation des individus. Les phénomènes de conversion et de reconversion, ou de changement de religion, sont à cet égard très révélateurs. D'autre part, le pluralisme religieux tend partout à s'y renforcer. Les villes, qui voient leur population croître très rapidement, servent de portes d'entrée à des organisations religieuses transnationales tout en favorisant la diffusion d'innovations religieuses locales. On assiste ainsi tout autant à l'expansion des églises évangéliques et pentecôtistes, des communautés rattachées à l'Opus Dei catholique et des associations réformistes musulmanes qu'à la propagation de mouvements syncrétistes, messianiques ou néo-traditionalistes. Impliqués dans les secteurs de la santé et de l'éducation, certains de ces acteurs s'inscrivent dans une logique de conversion des sociétés par le bas. Par ailleurs, ils n'hésitent pas à intervenir auprès des gouvernements pour influencer les décisions en fonction de leurs valeurs ou pour défendre leurs intérêts spécifiques.

– Et en Asie orientale?

– Dans cette région, le fonds religieux est composite. Au fil des siècles, le confucianisme et le bouddhisme y ont coexisté non seulement avec des traditions nationales comme le taoïsme ou le shintoïsme, mais également avec l’animisme et le culte des ancêtres qu’ils n’ont jamais cherché à éradiquer. Malgré une sécularisation partout affirmée, la région connaît aujourd’hui un remarquable dynamisme religieux. Même en Chine, on assiste à une revitalisation de traditions religieuses que le Parti communiste s’était antérieurement efforcé d’anéantir. La prégnance du religieux s’observe dans d’autres cas, comme la Corée du Sud et Taiwan, deux États dotés d’une économie développée et d’institutions démocratiques, mais dans lesquels la pratique religieuse demeure fort répandue. Par ailleurs, les organisations religieuses s’efforcent généralement de s’adapter à la modernisation et embrassent volontiers la rhétorique des gouvernements.

– Et, finalement, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient?

– Ces régions s’inscrivent très majoritairement dans l’islam, comme civilisation sinon comme religion. Constituée progressivement à partir du VII^e siècle, la religion musulmane a assimilé les patrimoines de la Perse et de la civilisation hellénistique. Étant depuis le départ de nature politico-religieuse, elle a été au fondement d’une civilisation brillante qui a imprégné de nombreux empires et royaumes, animant la vie de multiples peuples et ethnies. Le monde musulman a connu de longues périodes de prospérité et de vie intellectuelle intense, et a été un acteur majeur dans les échanges de toute nature qui se sont déroulés en Eurasie pendant plus d’un millénaire.

– Mais les choses ont bien changé depuis.

– En effet. Depuis plus de deux cents ans maintenant, le monde musulman subit la domination occidentale. Et en réaction

au colonialisme puis au néocolonialisme, différentes idéologies réformistes sont successivement apparues. Mais la sortie de l'ordre traditionnel s'est avérée extrêmement difficile et le passage à la modernité est resté largement inachevé. Les réformistes ont parfois agi de façon contraignante et brutale, s'aliénant ainsi les populations. De leur côté, les notables et les religieux conservateurs, désireux de conserver leurs privilèges et leur pouvoir, se sont opposés aux changements souhaités. Enfin, la domination politique de plus en plus pesante de l'Occident a évidemment joué en défaveur des modernisateurs. Et leur échec a pavé la voie aux traditionalistes et aux intégristes, qui ont été encouragées sinon instrumentalisées par différents acteurs politiques. Car, après les indépendances, des régimes autoritaires se sont installés dans presque tous les pays de la zone. Le plus souvent soutenus par l'Occident, ils ont engendré des économies inefficaces et dépendantes. Et dans ce contexte conjuguant dictature politique, dépendance économique, misère sociale et inégalités, les mouvements islamistes ont pu se développer.

– Jusqu'à prendre le pouvoir comme ils tentent de le faire actuellement en Iran.

– Oui. Mais comme tu pourras toi-même le voir au cours des décennies qui vont suivre, les factions islamistes qui vont y accaparer le pouvoir vont amplement démontrer qu'une autocratie religieuse ne saurait véritablement répondre aux attentes des populations actuelles. Cela peut inciter certains musulmans à se mettre à la recherche d'un autre type d'articulation entre la religion et le politique. Comme cela a été le cas du christianisme, un islam dont la doctrine serait réinterprétée pour la rendre compatible avec la démocratie moderne pourrait inspirer une action politique progressiste.

– On peut supposer que l’islamisme ne représente pas la fin de l’histoire des sociétés nord-africaines et moyen-orientales.

– Absolument. Même si les difficultés rencontrées sont immenses et les défis à relever redoutables, la transition vers la modernité pourrait un jour s’accélérer dans les pays musulmans. Elle favoriserait alors un accommodement graduel de l’islam aux fondements de cette modernité. D’ailleurs, à l’encontre des apparences, plusieurs sociétés nord-africaines et moyen-orientales sont déjà engagées dans la transition vers la modernité. Ces sociétés sont touchées par des transformations multiples, rapides et irrémédiables. L’urbanisation accélérée et les migrations de main-d’œuvre amenuisent les frontières entre les groupes d’appartenance, et réduisent le contrôle des communautés sur les individus. La scolarisation des filles augmente, le nombre d’enfants par femme diminue, les rapports de couple se font plus égalitaires, et les relations d’autorité dans la famille deviennent moins rigides. Et ces diverses transformations, qui s’effectuent de façon relativement silencieuse, favorisent la formation d’une société civile qui peut à terme engager les pays sur la voie de la démocratie.

– On en revient ainsi à la thèse de Marx selon laquelle la manière d’interpréter le monde est fortement liée à celle de le vivre.

– Assurément. Et on doit en conclure que si l’on peut accompagner et nourrir les changements culturels, on ne peut d’aucune façon les décréter. Ces changements ne sauraient s’opérer qu’au fur et à mesure que se transforment les rapports sociaux, politiques et économiques. On peut à cet égard rappeler les échecs qu’ont connus les régimes communistes qui ont cru pouvoir éliminer la religion en URSS et dans les pays de l’Europe de l’Est. Il en a été de même en Turquie où la laïcité a été institutionnalisée de façon contraignante et brutale au cours des années 1920, et où le choc en

retour est aujourd'hui évident. Il faut laisser aux transitions le temps de s'effectuer. C'est ce qui s'est passé en Occident, et il ne saurait en être autrement ailleurs.

Notre conversation avait été longue. La nuit avançait chez lui, au moment où elle s'achevait chez moi. Nous nous sommes laissés.

TABLEAU 3

Depuis le bout du quai où je m'étais dirigé, je l'ai aperçu qui sortait d'un chalet avoisinant le fleuve. M'étant porté à sa rencontre, il m'a invité à pénétrer dans une grande pièce largement fenestrée, qui, apparemment, servait de salon et de salle à manger. Il portait toujours son ample barbe et ses longs cheveux, mais, en ce début de soirée estivale de 1982, il affichait un visage souriant et détendu.

— Tu sembles en bonne forme?

— Absolument. Mon activité militante est devenue beaucoup moins lourde qu'avant. Et comme je suis revenu à l'enseignement, dans le secteur de l'éducation aux adultes, ma vie au travail est redevenue enrichissante et stimulante. Quand je repense aux années où j'ai été confiné à l'usine, il me faut me pincer pour être certain de ne pas rêver. De surcroît, par la magie des yeux rieurs et de l'énergie incroyable d'une superbe jeune femme, je suis enfin sorti de la longue période de deuil que j'ai traversée à la suite d'une séparation que je n'avais pas choisie. C'est d'ailleurs grâce à l'une de ses connaissances que nous avons pu louer pour l'été cette maison de campagne modeste, mais admirablement située sur la rive sud du Saint-Laurent. Nous avons ici la chance de suivre le jeu des marées et de passer nos soirées autour d'un feu de camp. Nous avons aussi l'occasion de faire de longues marches sur la batture, et de parcourir à bicyclette les rangs des alentours du village voisin de Saint-Antoine-de-Tilly. Par temps pluvieux, il nous arrive d'observer les goélands disposés en enfilade face au vent sur le bout du quai. À ces moments-là, pour ajouter au spectacle, nous écoutons

parfois Neil Diamond interpréter l'envoûtante bande-son du film Jonathan Livingston. Somme toute, pour moi qui bénéficie de deux mois de vacances, l'endroit est idéal.

– À quoi consacres-tu ton temps libre?

– Pour l'essentiel, à préparer un cours sur l'histoire de la cosmologie. Durant l'année dernière, à la lecture d'auteurs comme Hubert Reeves ou Robert Jastrow, je me suis intéressé aux avancées majeures réalisées par l'astrophysique concernant l'évolution de l'univers. Je me suis plongé par la suite dans l'étude de l'histoire de la cosmologie. J'ai revisité la cosmologie antique, que j'avais abordée dans mes études de philosophie. Puis j'ai examiné la révolution scientifique accomplie entre le XVIIe et le XVIIIe siècle. Une révolution qui nous a fait passer de la conception d'un cosmos clos, immuable, ordonné et hiérarchisé à celle d'un monde infini, non-hiérarchisé et dont les différentes parties sont régies par les mêmes lois. Je me suis finalement penché sur la cosmologie moderne, en m'attardant surtout à la représentation qu'elle nous propose des structures de l'univers, de leur origine et de leur évolution. Une représentation qui m'est apparue absolument étonnante, quasi incroyable. Et comme, chez moi, le besoin d'apprendre ou de comprendre et le besoin d'enseigner ne font qu'un, j'ai bientôt ressenti le désir de partager mes découvertes. Imaginant une forme d'université populaire, j'ai décidé d'élaborer un cours et de l'offrir à l'automne à des militants syndicaux de ma connaissance.

– Dans la mesure où tu es un bon vulgarisateur, un tel cours pourra sans doute les captiver. En ce qui me concerne, comme les avancées scientifiques en matière de physique et d'astrophysique n'entrent pas du tout dans mon domaine de recherche, je ne les suis habituellement que de loin, et, bien sûr, dans la mesure où je suis capable d'en saisir la teneur. Cependant, j'ai entrepris dernièrement

une série de lectures suffisamment accessibles en vue d'actualiser mes connaissances relatives à ces questions d'ordre cosmologique.

– Dites-moi, est-ce que les nouvelles avancées remettent en cause la théorie du Big Bang?

– Non, au contraire. Cette théorie, selon laquelle l'univers aurait évolué en se dilatant depuis un état chaud, dense et très concentré, fait aujourd'hui l'unanimité chez les scientifiques. Ils ne comprennent pas encore la dynamique exacte de l'impulsion initiale qui a donné naissance à l'expansion de l'univers. Cependant, ils ont accumulé les preuves démontrant que cette expansion s'est enclenchée il y a environ 13,8 milliards d'années, et qu'elle se poursuit, et s'accélère même. D'autre part, ils ont multiplié les découvertes concernant les processus dont la succession a permis à la matière de s'organiser. Comment les protons, les neutrons et les électrons ont émergé à partir d'une sorte de gaz informe de minuscules particules, impossibles à distinguer les unes des autres. Comment, quelques centaines de milliers d'années après le Big Bang, les premiers atomes se sont formés à la faveur de la chute de la température. Comment, sous l'effet de la gravité, ces atomes ont généré d'énormes nébuleuses gazeuses, d'où sont nés les premières étoiles, puis les galaxies et les amas de galaxies. Comment, les réactions nucléaires déclenchées dans le cœur des étoiles ont graduellement forgé tous les éléments connus, depuis les plus légers comme l'hydrogène, jusqu'aux plus lourds comme l'uranium. Comment, somme toute, l'univers a évolué d'une phase primordiale, où il était constitué d'éléments indissociables les uns des autres, vers son état actuel, où il est peuplé de formes uniques, complexes et organisées.

– Des formes qui sont en outre innombrables!

– Tout à fait. Les nombres sont hallucinants, littéralement astronomiques. Les évaluations les plus récentes parlent de plus de

200 milliards de galaxies. Et l'on estime que chaque galaxie contient des centaines de milliards d'étoiles. Encore aujourd'hui, il naîtrait à peu près 10 000 étoiles par seconde dans l'univers. Notre propre galaxie, la Voie Lactée, engloberait entre 200 et 400 milliards d'étoiles. Des étoiles qui se répartissent sur une sorte de disque plat de 100 000 années-lumière de diamètre et 2 000 années-lumière d'épaisseur. Et pour te donner une idée de ce que ces distances représentent, je te rappelle que la lumière voyage à 300 000 kilomètres à la seconde. D'autre part, parmi ces étoiles, on trouve notre Soleil. Une étoile de taille moyenne qui est apparue il y a environ quatre milliards et demi d'années, et qui se trouve dans une région très calme et plutôt périphérique de la Voie Lactée. Enfin, autour du Soleil, s'est formé un système très articulé comprenant huit planètes, dont la Terre, mais également un certain nombre de planètes naines, des centaines de satellites naturels, ainsi que des dizaines de milliers d'astéroïdes.

– Au cours de mes récentes lectures concernant l'évolution particulière de la Terre, j'ai été séduit par le concept de dérive des continents qui expliquerait, entre autres, la complémentarité que l'on peut observer entre les côtes des deux côtés de l'Atlantique. Ce concept est-il désormais accepté par la communauté scientifique?

– Assurément. On a constitué sur sa base le modèle dit de la tectonique des plaques, qui a définitivement infirmé la théorie fixiste suivant laquelle la surface terrestre aurait présenté une géométrie stable et immuable. En simplifiant beaucoup ce modèle, voici comment on peut le figurer. Comme les autres planètes rocheuses, la Terre a vu le jour par le biais d'un processus d'agrégation et de fusion mis en branle lors de collisions chaotiques avec des milliers de petits corps célestes. Tout au long de sa croissance, les matériaux les plus lourds, le fer par exemple, se sont concentrés en son cœur sous forme solide. Cependant, en raison des températures de

plusieurs milliers de degrés produites par la pression exercée par la gravité, la couche externe du noyau métallique s'est liquéfiée. Au-dessus de cette enveloppe de métal en fusion, une couche de roches et d'éléments plus légers a flotté. Et, au fur et à mesure que les températures ont baissé, cette couche a créé une fine croûte rocheuse de surface divisée en plusieurs parties. Depuis lors, les grandes plaques de la croûte, une quinzaine de plaques, sont en mouvement constant, poussées les unes contre les autres par des phénomènes de convection qui se forment dans le manteau sous-jacent de roche en fusion. Les collisions qui en résultent provoquent des tremblements de terre et créent des déformations qui sont à l'origine des montagnes et des vallées profondes que l'eau des océans a remplies.

— Et c'est dans ce cadre que la vie a pu émerger et évoluer.

— Oui, car notre planète possède des propriétés qui y sont propices. Elle orbite assez près du Soleil pour échapper au froid cosmique qui l'entoure, mais assez loin pour éviter une chaleur incompatible avec de nombreuses réactions chimiques. De plus, elle est suffisamment grande pour produire une force de gravité lui permettant de s'envelopper d'une atmosphère gazeuse, dont l'effet de serre maintient à l'état liquide la majeure partie de l'eau dont elle était dotée au départ ou qui lui est parvenue par le biais des météorites et des comètes qui l'ont touchée par la suite. Or, c'est dans l'eau, dans les profondeurs des océans, que des systèmes chimiques très particuliers sont apparus il y a environ trois milliards et demi d'années. Capables de se reproduire et d'évoluer en réponse aux conditions environnementales, ces premières structures biologiques élémentaires vont donner naissance à des formes d'organismes qui deviendront de plus en plus complexes, depuis les organismes unicellulaires jusqu'aux plantes et aux animaux. Une panoplie d'espèces vont ainsi se succéder, dans une alternance de périodes propices à leur éclosion et à leur prolifération, et de périodes de crise et

d'extinctions massives. Parmi les six extinctions de masse les plus dévastatrices que la Terre a connues, la plus grande, survenue il y a environ 252 millions d'années, aurait été responsable de la disparition de 95 % des espèces qui existaient alors. Mais la plus célèbre demeure celle qui s'est produite il y a quelque 66 millions d'années. À la suite de l'impact d'un astéroïde, 75 % des espèces auraient péri, dont les dinosaures, ce qui a permis aux mammifères de proliférer, jusqu'à conduire ultérieurement à l'émergence des primates, puis à celle des différentes espèces d'humains, dont la nôtre, celle d'homo sapiens.

– Comme tout un chacun, et même si je m'en suis amusé enfant, je sais bien que les martiens, ces créatures censées vivre sur Mars, sont purement imaginaires. Cela dit, que pense-t-on de vos jours de la présence potentielle d'une forme de vie extraterrestre?

– Il est évident que l'apparition de la vie constitue un saut prodigieux dans l'organisation de la matière. Toutefois, elle ne représente pas une rupture radicale avec les développements qui l'ont précédée. La cellule vivante émerge à partir du moment où des combinaisons spécifiques de molécules engendrent une entité capable de se multiplier et d'échanger avec l'extérieur, tout en se protégeant. Cette émergence tient bien sûr au regroupement de divers éléments, mais surtout à leur interaction qui fait en sorte que le tout de la cellule sera plus que la somme de ses parties. Par ailleurs, cette émergence ne suppose pas l'existence d'une composante supplémentaire, une sorte de principe vital, qui s'ajouterait aux éléments constitutifs de la cellule. Il est donc tout à fait imaginable que la vie ait pu ou puisse un jour émerger ailleurs dans l'Univers, pour autant que s'y trouvent des conditions propices, plus ou moins similaires à celles qui ont prévalu sur la Terre. Or, grâce à des télescopes de plus en plus performants, on a commencé depuis quelque temps à détecter des planètes tournant autour d'étoiles autres que

le Soleil. À ce jour, les astronomes ont repéré quelques milliers de ces exoplanètes. Ces découvertes permettent de supposer que l'existence de planètes autour d'une étoile est la règle et non l'exception. Reste à voir si les conditions requises pour engendrer des cellules vivantes et permettre leur évolution s'y retrouvent. Aujourd'hui, cette hypothèse est loin de faire l'unanimité.

– Je suppose en revanche que la perspective selon laquelle le cosmos, la matière et le monde vivant sont le fruit d'une évolution doit être largement partagée par vos contemporains.

– Malheureusement, c'est loin d'être le cas. Je te rappelle en premier lieu que la science revêt le plus souvent un caractère contre-intuitif. Cela explique qu'il est plus facile pour certains de croire au récit biblique d'une création du monde en six jours que d'ajouter foi aux découvertes scientifiques quant à l'évolution du cosmos, de la matière et du monde vivant. Prends comme exemple la question de la forme de la Terre et de sa place dans l'Univers. Nul ne saurait intuitivement concevoir que la Terre est sphérique et non plate, et encore moins qu'elle tourne sur elle-même à 1 600 kilomètres à l'heure, et autour du Soleil à plus de 100 000 kilomètres à l'heure. Il est vrai que dans l'Antiquité, des mathématiciens et des philosophes ont démontré la rondeur de la Terre, mais ils n'ont pu le faire qu'en développant un raisonnement théorique fondé sur l'utilisation de mesures et de calculs mathématiques. La sphéricité de la Terre n'est finalement devenue un fait d'expérience qu'avec l'expédition autour du globe lancée par Magellan au début du XVI^e siècle. Et même si cela est aujourd'hui un fait d'observation grâce aux images spectaculaires qui nous sont transmises par des satellites, concevoir que la Terre est ronde s'avère pour certains toujours difficile. Or imaginer une Terre qui tourne sur elle-même et autour du Soleil apparaît encore plus impensable. Car il n'y a rien autour de nous qui tient tout seul dans les airs. Même les plus grands astro-

nomes de l'Antiquité, comme Ptolémée, s'en sont tenus à un modèle géocentrique, selon lequel la Terre serait immobile au centre du monde, tous les astres, Soleil, Lune, planètes et étoiles, tournant autour d'elle. Il a fallu attendre les XVI^e et XVII^e siècles pour que Copernic puis Galilée démontrent l'hypothèse d'une Terre qui tourne sur elle-même en 24 heures et autour du Soleil en un an. Ce modèle héliocentrique sera par ailleurs condamné par l'Église, et mettra longtemps à s'imposer en dehors des milieux scientifiques.

– Mais il doit en être différemment dans votre société laïque contemporaine. Je suppose qu'avec l'accès à l'éducation pour tous, les connaissances scientifiques doivent être dorénavant acquises par une majorité de la population.

– Eh bien! pas vraiment. Bien sûr, l'éducation scientifique est plus solide qu'auparavant, et touche des catégories sociales qui en étaient traditionnellement exclues. Mais en même temps, il y a davantage d'ignorance et de bêtise.

– Voilà un curieux paradoxe. À quoi cela tient-il?

– Sans doute, à une série de facteurs. Mais avant de t'en présenter quelques-uns, et pour mieux le faire, je dois au préalable te signaler que l'on dispose maintenant de sources d'informations et de possibilités de communication pratiquement illimitées et accessibles à tous. Je ne vais pas essayer de t'expliquer les conquêtes scientifiques et techniques qui ont permis ces avancées, et que nul futurologue n'avait imaginées. J'en serais bien incapable, même si, comme tout un chacun, je profite de leurs fruits. Tu te rappelleras peut-être cette visite que tu as faite au ministère du Revenu du Québec à la fin des années 1960, avec d'autres bénévoles engagés dans l'organisation du Rallye Tiers-Monde. Dans une première salle, on vous avait fait voir un groupe de plusieurs dizaines de femmes qui entraient des données fiscales en perforant des cartes. Puis, dans

une seconde salle, on vous avait montré un gigantesque ordinateur servant à traiter ces données ainsi que d'imposantes bandes magnétiques utilisées pour les stocker. Eh bien! Ce qui occupait autrefois une pièce entière peut maintenant tenir dans la paume de la main. Les ordinateurs sont devenus incroyablement plus puissants, plus compacts et plus fiables, en plus d'être d'un maniement extrêmement simple. En outre, ces ordinateurs, qu'ils soient personnels ou professionnels, sont facilement interconnectés par tout un ensemble de réseaux mondiaux qui leur permettent de communiquer efficacement. Par le biais de ces réseaux, on peut accéder à une multitude de sites qui donnent aux utilisateurs la possibilité de recueillir des informations, d'effectuer des transactions et de s'adonner à des jeux. Ces mêmes utilisateurs peuvent également échanger entre eux par le biais de réseaux que l'on qualifie de réseaux sociaux.

– Mais ces développements technologiques que vous me décrivez me semblent éminemment positifs. Je ne vois pas ce qui peut les lier à la prolifération de l'ignorance et de la bêtise.

– En soi, par leur nature, ces développements n'ont effectivement rien de négatif. Mais comme bien d'autres innovations, leur utilisation ou leur usage comporte des risques et peut entraîner des effets pervers. Aujourd'hui, tout se dit, tout s'écrit, et tous veulent se faire entendre. On trouve même des sites qui mettent en cause la rotondité de la Terre, ou d'autres qui soutiennent que le monde a été réellement créé en six jours. Or, en dépit de l'éducation, de la circulation de l'information et de l'ampleur des débats publics, une bonne partie des gens ne sont pas à même d'exercer leur jugement critique. Ils ont peu ou pas assimilé les connaissances scientifiques d'ordre général qui leur permettraient de juger des différents points de vue qui s'affrontent dans l'espace public.

– On ne peut tout de même pas s’attendre à ce que chacun soit capable d’évaluer par lui-même la vraisemblance de toutes les opinions énoncées.

– Évidemment, non. De là, l’importance de rendre les gens aptes à distinguer et à bien choisir leurs sources d’information. Si je peux faire confiance aux scientifiques, plutôt qu’aux fondamentalistes ultraorthodoxes ou à d’autres illuminés, ce n’est pas en vertu d’une omniscience qu’ils posséderaient. Mais bien parce qu’ils sont regroupés dans des institutions compétentes qui voient au bon fonctionnement de la recherche et à la qualité de ses résultats. Certes, les connaissances scientifiques ne peuvent prétendre à une forme de vérité absolue. Cependant, elles sont les plus crédibles du fait que la communauté scientifique s’assure de leur validité, tout en veillant à ce qu’elles soient revues et corrigées au fur et à mesure que la recherche avance. Pourtant, malgré cela, et pour de multiples raisons, de nombreux citoyens sont devenus plus sceptiques à l’égard du discours scientifique. Pour eux, la science est un monde contaminé ou manipulé par le pouvoir économique et politique. Il faut dire que le contexte actuel est marqué par l’expansion d’une culture de la méfiance et du soupçon. Tout semble pouvoir être contesté et, conséquence inévitable, tout peut être accepté. À force de douter de tout, y compris de ce qui est soutenu à la fois par de claires données empiriques et de robustes théories, on finit par adhérer à peu près à n’importe quoi. En conséquence, on rencontre aujourd’hui une profusion de croyances magiques ou erronées.

– Comment ces croyances se présentent-elles? Et d’où proviennent-elles?

– D’une façon qui peut paraître étrange, un bon nombre se travestissent en pseudosciences. C’est qu’il n’est pas si facile d’assumer une pensée magique dans des sociétés où la science et la

rationalité sont depuis longtemps valorisées. Ce subterfuge visant à légitimer telle ou telle croyance va consister à invoquer l'incapacité de la science actuelle à expliquer des phénomènes qui sortent pour l'instant de son champ. Ce type de raisonnement est utilisé, par exemple, pour plaider en faveur de certaines médecines alternatives qui ne reposent, en vérité, sur rien. Ou encore pour démontrer la réalité de la télépathie, cette soi-disant possibilité de transmettre des pensées ou des impressions quelconques à une autre personne en dehors de toute communication par les voies sensorielles connues. On nous dira que ça n'est pas parce qu'on est incapable d'expliquer la télépathie que la télépathie n'existe pas. Et l'on ajoutera qu'un jour ou l'autre, des scientifiques découvriront certainement les capacités encore ignorées de notre cerveau qui rendent possible la télépathie. Le problème est que la télépathie, comme bien d'autres phénomènes magiques, n'existe tout simplement pas. Malgré les efforts déployés depuis des lustres par plusieurs de ses partisans, il n'existe aucune donnée empirique qui atteste d'une telle capacité. La science ne peut évidemment expliquer ce qui n'existe pas.

— Je présume que le recul des grandes religions auquel vous avez déjà fait allusion favorise l'essor de ces croyances magiques ou erronées.

— Certainement. Destituées de leur domination idéologique, les églises n'arrivent plus à imposer leurs dogmes qui délimitaient l'acceptabilité des croyances, même des croyances non religieuses. D'autre part, il est des acteurs qui promeuvent et qui profitent des sciences fausses ou occultes. Il en va évidemment ainsi des praticiens des médecines alternatives dont je viens de parler. Mais un des exemples les plus connus et les plus édifiants concerne sans doute l'église de scientologie, dans laquelle sont impliquées des personnalités célèbres du monde de la politique, du sport ou du spectacle. Fondée aux États-Unis dans les années 1960, cette secte

est aujourd'hui présente dans de nombreux pays. On la retrouve, par exemple, dans la Basse-Ville de Québec, où elle a pignon sur la rue Saint-Joseph. Propageant des idées farfelues, dont celle de liens qu'elle aurait tissés avec des extra-terrestres, elle prétend pouvoir aider les humains à parvenir à la liberté spirituelle totale et à découvrir la vérité. En fait, c'est avant tout une entreprise commerciale dont le but est de gagner de l'argent en escroquant les personnes plus ou moins fragiles psychologiquement qu'elle recrute comme membres. Mais au-delà de ces illusionnistes et de ces sectes qui manipulent des groupes plus ou moins considérables d'individus, il est des phénomènes plus redoutables.

– Lesquels avez-vous en tête?

– Assurément, ceux provoqués par la montée de la vague populiste qui touche actuellement de nombreuses sociétés occidentales. De nouveaux entrepreneurs politiques, issus de l'extrême droite européenne ou de la nébuleuse républicaine américaine, sont récemment entrés en scène. Exploitant les frustrations et le ressentiment de certaines parties de la population aux prises avec un appauvrissement et un déclassement, ils instrumentalisent la défiance à l'égard des élites et les craintes identitaires. À l'instar des fascismes des années 1930, qui ont dupé des populations entières, ces divers courants de la droite radicale en appellent au peuple, exaltent la nation, et prônent la discrimination. À l'image de leurs devanciers, ils mènent une propagande acharnée, utilisant tous les médias, incluant les nouveaux réseaux sociaux, pour propager de fausses informations, qu'ils qualifient de vérités alternatives, et dénoncer de soi-disant complots. N'hésitant pas à recourir, au besoin, à l'obscurantisme, ils n'accordent évidemment aucun crédit à la science.

– Il me semble toutefois que l’opposition aux progrès des sciences et à la diffusion des connaissances n’est pas nouvelle. Les conservateurs purs et durs soutiennent depuis longtemps que la science et la technique vont anéantir les valeurs de l’art, de l’éthique et de la religion, et causer la ruine de l’humanité. Y compris à l’université, j’ai moi-même croisé de ces gens qui s’insurgeaient contre les prétentions de la raison. Quelques-uns en appelaient à des doctrines religieuses, mais d’autres s’appuyaient sur des philosophes, entre autres Nietzsche et Heidegger, deux penseurs que j’ai toujours trouvé assez obscurs.

– Nietzsche, Heidegger et certains de leurs héritiers ont effectivement soumis les formes de pensée et les conceptions qui sont au fondement de la modernité à une critique vigoureuse, parfois féconde, mais trop souvent dépourvue de nuances. Par surcroît, des idéologues ont par la suite procédé à une simplification et à une radicalisation de leurs analyses. Ces doctrinaires, qualifiés de postmodernistes, pratiquent une forme radicale d’antiréalisme. Ils considèrent tous les objets d’étude comme des constructions sociales ne renvoyant à aucune réalité existant indépendamment de la pensée. En conséquence, ils se refusent à opérer une distinction significative entre le discours scientifique et les autres discours sociaux. Ils en viennent à pratiquer un scepticisme radical suivant lequel toutes les conceptions et toutes les valeurs doivent être traitées sur une base égalitaire, voire considérées comme équivalentes. Ils discréditent ainsi la science moderne en soutenant qu’elle n’est qu’un mythe propre aux sociétés occidentales. Un mythe et une idéologie visant à masquer des rapports sociaux de domination derrière une prétention à une illusoire objectivité.

Outre les postmodernistes, je souhaitais lui signaler un autre groupe d’idéologues qui se fait de plus en plus entendre à l’encontre de la science et de la technique, celui formé par les avocats les plus

intransigeants de la décroissance. Cependant, je devais au préalable l'informer de la crise écologique à laquelle nous sommes désormais confrontés. Ne sachant trop comment aborder la question, j'ai pensé l'introduire en me référant au Rapport du club de Rome. Car je savais qu'il en avait pris connaissance au début des années 1970.

– Tu te rappelles le Rapport du club de Rome sur les limites à la croissance?

– Bien sûr. Non seulement je l'ai lu, mais je m'en suis servi à l'époque dans mes cours. Je me souviens de l'insistance des auteurs sur la nécessité de stabiliser à la fois la démographie et l'activité économique afin d'empêcher l'effondrement de l'écosystème mondial, bien incapable de supporter une croissance exponentielle. Cependant, voyez-vous, en ce début des années 1980, je suis préoccupé d'abord et avant tout par l'accentuation des déséquilibres économiques et la montée des inégalités. Peut-être suis-je naïf, mais j'escompte que les problèmes environnementaux vont à coup sûr susciter une dynamique capable de les réfréner avant qu'ils ne deviennent trop sérieux.

– À l'exemple de bien des gens de gauche qui ont pendant longtemps fait passer la question environnementale au second plan, tu te montres en effet quelque peu naïf. Il est vrai qu'en raison de l'action d'un bon nombre de chercheurs et d'activistes, les problèmes environnementaux se sont progressivement hissés au rang des préoccupations internationales, et que les responsabilités des pays dans le domaine de l'environnement ont été graduellement reconnues. Mais s'il n'est plus beaucoup de dirigeants pour nier l'importance des problèmes environnementaux, les actions en vue de les atténuer sinon de les résoudre ont beaucoup tardé à être entreprises. Et les engagements ont été généralement insuffisamment tenus. Cela fait en sorte que les diagnostics environnementaux

et les projections pour le siècle à venir se font de plus en plus alarmants. On prévoit une dégradation générale de l'environnement, qui associera réchauffement de la planète, élévation du niveau des mers, perte de biodiversité et baisse de la production agricole. Les méfaits de la crise écologique mondiale s'annoncent donc considérables. À elle seule, l'amplification du dérèglement climatique va multiplier les catastrophes naturelles majeures, causant des destructions massives et provoquant de grandes souffrances. Ces effets dévastateurs, qui se font déjà sentir, risquent de mettre en péril la cohésion et la solidarité sociales, semant un désordre pouvant aller jusqu'au chaos dans les pays les plus vulnérables. Ils vont également accroître les mouvements migratoires en provenance de ces pays, et accentuer les tensions que ces mouvements créent dans les sociétés d'accueil.

– Je suppose qu'il doit y avoir des divergences profondes quant aux mesures à prendre pour atténuer sinon inverser ces tendances néfastes.

– Il existe en effet des oppositions marquées entre différents points de vue. À cet égard, la comparaison entre les tenants du développement durable et les partisans de l'écologie profonde est éloquente. Les groupes et les institutions qui s'inscrivent dans la première perspective invitent donc à opérer un virage vers un modèle de développement fondé sur le développement durable. Ils considèrent que l'économie doit intégrer les aspects environnementaux et sociaux. Cet objectif suppose d'abord une modification des pratiques de production et de consommation de façon que le patrimoine naturel soit sauvegardé. Cela appelle la mise au point de techniques de fabrication moins polluantes et plus économes en ressources. Cela requiert aussi que la recherche de qualité et de durabilité ainsi qu'une certaine modération se substituent à la poursuite d'une consommation effrénée. Dans cette optique, la demande

devrait être soutenue de deux façons. D'abord par des investissements majeurs dans les biens communs, dans les services de santé et d'éducation, par exemple, ou dans les transports et les logements, soit là où les investissements verts les plus importants peuvent être réalisés. La demande devrait être également soutenue par une augmentation substantielle et plus égalitaire du pouvoir d'achat de la population.

– Et qu'en est-il des partisans de l'écologie profonde?

– Ces partisans, qui associent ou confondent le naturel avec ce qui est bon, et l'artificiel avec ce qui est mauvais, sont convaincus de la nécessité d'abandonner le projet de la maîtrise des processus naturels. Plutôt que de se questionner sur le type de développement qui serait compatible avec le respect de l'environnement, ils rejettent l'idée même de développement. Ils en arrivent à préconiser un retour à la période préindustrielle, ou même, pour certains, à la période préénéolithique. Ils idéalisent un passé mythique qu'ils opposent au monde moderne. Aussi, leur discours reprend-il les lieux communs de la pensée conservatrice : que ce soit la disparition de l'authenticité du monde naturel, l'idée de décadence ou la prophétie d'un effondrement du monde moderne sous la pression de la technique.

– Il est pourtant vrai que l'humanité est sous la menace de catastrophes potentielles majeures en raison de certains développements technologiques. Je pense, par exemple, aux accidents de grande ampleur qui sont survenus au cours des dernières décennies dans les industries nucléaires ou chimiques. Et je présume que les problèmes que vous venez d'évoquer concernant l'environnement ont aussi à voir avec les développements technologiques.

– C'est exact. Cependant, il faut définir correctement la problématique dans laquelle s'inscrivent ces périls. La technique ou la

technologie est une dimension essentielle de l'action humaine, même si ce n'en est qu'une dimension partielle. Déjà présente dans l'existence animale, cette dimension trouve sa source dans le processus de la vie, dans l'obligation d'assurer son existence. Aussi bien que tous les autres êtres vivants, les humains doivent s'approprier les ressources que leur offre la nature et transformer cette nature en un environnement habitable. Bien sûr, la prudence s'impose. Car il nous faut assurer le maintien des formes vivantes et préserver leurs possibilités d'évolution. Et s'il n'est pas nécessairement souhaitable, comme le demandent certains, d'accorder des droits aux plantes, aux animaux ou, plus largement, à l'environnement naturel, il est toutefois fondamental que les humains assument leurs responsabilités à leur égard. Cependant, il ne s'agit pas d'idéaliser et encore moins de sacraliser la nature. Il n'est absolument pas souhaitable de renoncer aux efforts de recherche et de développement qui engendrent des innovations permettant d'améliorer les conditions de vie et d'accroître les possibilités de réalisation offertes aux individus. Mais il convient à l'évidence d'apprendre à subordonner ces efforts à des valeurs et à des normes. Le problème, ce n'est pas le développement technologique en soi, mais le fait que le développement technologique opère parfois de façon incontrôlée, et soit alors au service d'intérêts purement mercantiles. Il est indispensable de remettre le développement technologique, et le développement économique d'ailleurs, à leur juste place, qui est instrumentale.

– Selon vous, nous devons donc savoir questionner et faire évoluer nos comportements et nos pratiques, mais sans les rejeter en bloc.

– C'est juste. Et la seule façon de nous préserver des mésaventures dans lesquelles certains idéologues sont susceptibles de nous entraîner, c'est de tirer parti des connaissances scientifiques.

Cela est vrai dans tous les domaines : la production d'énergie, l'exploitation des ressources, l'aménagement du territoire, la fabrication, la construction, le transport, la santé, l'éducation, etc. Mais, prenons le cas de l'agriculture, qui est de nos jours sur la sellette. Aux XIXe et XXe siècles, la pratique du labour et l'usage d'engrais minéraux et de pesticides ont permis d'accroître la production de denrées alimentaires de façon telle que les famines récurrentes auxquelles l'humanité était confrontée depuis des millénaires ont été très fortement réduites, à défaut de totalement disparaître. Malheureusement, le temps a révélé certains effets pernicieux de ces procédés sur les écosystèmes, ainsi que sur la santé des agriculteurs et des consommateurs. Devrait-on pour autant retourner à une forme d'agriculture traditionnelle n'utilisant que des moyens techniques limités et faisant appel à une main-d'œuvre relativement nombreuse, au risque de déboucher sur une production faible ne permettant pas de nourrir correctement les populations? Se fondant sur des analyses minutieuses, la plupart des agronomes s'élèvent contre une telle régression.

– Et que proposent-ils?

– Tout d'abord, bien sûr, d'éviter certains excès, tels qu'un labour trop fréquent, une fertilisation minérale excessive ou un usage systématique de pesticides ou d'herbicides. Cependant, ils insistent aussi sur la nécessité de développer de nouvelles méthodes visant à restaurer ou à conserver la vie des sols cultivés. Par exemple, planter des haies ou des arbres dans des parcelles agricoles afin de protéger le sol de l'érosion et d'en améliorer la fertilité. Ou encore, enrichir le sol en matière organique en profitant des intrants issus de nos détritiques et déjections ou de l'élevage.

– Votre allusion à l'élevage me rappelle les quelques années où j'ai séjourné à Saint-Bernard, dans la Beauce. Je me souviens des

odeurs plus que désagréables qui se dégageaient à l'occasion des épandages de fumier de poule ou de lisier de porc qui étaient effectués dans les champs encerclant la maison de ferme que j'habitais à ce moment-là. Il faut dire que la région comptait un nombre considérable de poulaillers et de porcheries de grande taille. À l'époque, certaines personnes commençaient à se plaindre non seulement des odeurs qui les incommodaient, mais aussi de la pollution des cours d'eau, dont la rivière Chaudière, que cette pratique d'épandage entraînait.

– Tu sais, aujourd'hui, il n'y a pas que l'épandage de fumier qui est controversé. C'est l'élevage comme tel qui est de plus en plus décrié. Il l'est particulièrement par deux groupes apparentés. Les végétariens, qui visent à supprimer toute viande de l'alimentation. Et les végétaliens, qui cherchent, eux, à retrancher également tout produit d'origine animale, œufs, lait, beurre, etc.

– Quels sont leurs arguments?

– Généralement, ces gens s'élèvent contre la souffrance animale, insistent sur les conséquences déplorables d'une alimentation carnée sur la santé humaine, et dénoncent les effets catastrophiques de l'élevage sur l'environnement.

– Qu'en pensez-vous?

– Je t'avoue que jusqu'à tout dernièrement, je ne savais trop quoi en penser, sinon que les conclusions que des activistes en tirent me semblaient excessives. Dès lors, j'ai pris la peine de lire quelques ouvrages traitant de la question. J'en dégage quelques éléments essentiels. Premièrement, si la souffrance animale est intolérable, le problème qu'elle pose ne serait pas insoluble, pour autant que l'on sensibilise les exploitants et que l'on applique des règles strictes assurant le respect de la condition animale. Deuxièmement, il est clair que dans les pays développés, et de plus en plus dans les pays

émergents, on mange beaucoup trop de viande. Or, cet excès favorise le surpoids, les accidents cardiovasculaires et d'autres effets morbides. Il entraîne également une mauvaise utilisation des sols. Car l'élevage intensif d'animaux exige de grandes surfaces agricoles en raison des végétaux requis pour les alimenter. Cela ne veut pas dire qu'il faille proscrire tout élevage. Mais il conviendrait sans doute de passer à un élevage extensif auquel ne seraient consacrés pour l'essentiel que des sols qui ne sont aptes à rien d'autre, comme des sols très pauvres ou des sols en pentes incultivables, par exemple. Ce mode d'élevage impliquerait évidemment une consommation de viande considérablement réduite. Il garantirait cependant un meilleur respect de l'environnement aussi bien que de la vie animale. Il permettrait en outre une forte augmentation de la quantité d'aliments d'origine végétale disponibles pour les humains. Finalement, les gens qui le souhaitent pourraient consommer des produits d'origine animale encore plus savoureux, tout en équilibrant davantage leur alimentation.

– L'exemple de l'agriculture démontrerait donc que la science peut nous aider à repenser notre rapport à la nature, en accroissant notre capacité à mieux formuler les questions et à leur trouver des réponses plus satisfaisantes. Mais que dire à ceux aux yeux desquels elle demeure un monde austère, peu capable de créativité et impropre à étancher notre soif de spiritualité?

– Il est très réducteur de se figurer les scientifiques comme des personnes extrêmement rigoureuses, mais bornées à leur domaine de recherche, peu ouvertes intellectuellement, peu enclines à la rêverie, privées d'intuitions et peu sensibles à l'esthétique. Tout au contraire, leurs découvertes tiennent d'abord à leur créativité, à leur aptitude à imaginer librement et à leur capacité de penser autrement que ne le suggère le sens commun. En réalité, les scientifiques procèdent beaucoup par intuition. Toutefois, il s'agit

d'une intuition largement guidée par une somme considérable de connaissances. Et, bien sûr, à un moment ou à un autre, les théories élaborées doivent inévitablement démontrer leur consistance logique et être soumises à l'épreuve des faits ou validées par des données empiriques.

— Je conçois aisément que bien qu'elles soient vitales en science, il n'est pas question de laisser l'intuition et la créativité se suffire à elles-mêmes. Et je comprends que ce sont les contraintes auxquelles les théories scientifiques doivent répondre qui font en sorte que, contrairement aux croyances, elles sont capables d'accroître nos connaissances sur le monde. Mais ce faisant, la science ne désenchanté-t-elle pas le monde? Reste-t-il une part de mystère? Est-il toujours possible d'entretenir un rapport contemplatif à la nature?

— Les religions prétendent préserver le mystère. Je crois plutôt qu'elles le dissipent, en fournissant des réponses et des explications simples et totalisantes, échafaudées à partir de projections des comportements humains sur l'univers. De son côté, la science, qui ne prétend aucunement pouvoir répondre à la question ultime de savoir pourquoi, somme toute, il y a un monde plutôt que rien, prend la mesure de l'inexplicable. Par ailleurs, l'histoire de l'évolution de l'univers que nous propose la science est non seulement plus juste, mais infiniment plus éblouissante que ce qu'en décrivent les récits mythologiques. Enfin, concevoir que nous pouvons remonter dans le temps en regardant les étoiles et les galaxies, ou saisir qu'à l'instar de tous les êtres vivants nous sommes des poussières d'étoiles, n'empêche nullement d'être émerveillé devant la beauté et la complexité du ciel étoilé, au contraire.

Dans le silence qui s'est soudain installé, lui et moi avons tout à coup pris conscience du superbe arc-en-ciel qui venait d'apparaître au-dessus du fleuve. Le laissant à sa contemplation, je me suis retiré.

DEUXIÈME ACTE

LE RAPPORT À AUTRUI

TABLEAU 4

Lorsque je l'ai entrevu, il était debout, à deux pas de la bouche d'un canon, admirant le panorama qui s'offrait à lui sur les Laurentides, l'île d'Orléans et le Saint-Laurent. En ce début de soirée printanière de 1983, la rue des Remparts était pratiquement déserte. Descendu de la plateforme où était installée la batterie, il poursuivit sa promenade. Je le suivis et le rejoignis au moment où il entrait dans le parc Montmorency.

— Tu connais bien cet endroit pour l'avoir souvent fréquenté, n'est-ce pas?

— En effet. Comme il est situé à proximité du petit Séminaire, j'y venais régulièrement le midi, par beau temps, au cours de ma dernière année de collège. Par la suite, je m'y suis quelquefois arrêté avec des amis ou des connaissances pour leur faire découvrir le monument érigé tout juste là, devant nous, en mémoire des premiers colons établis en Nouvelle-France. Il se trouve que parmi les noms qui y sont gravés, figure en dixième place celui de Jean Côté, l'ancêtre de ma famille paternelle arrivé dans la colonie en 1635. Par ailleurs, c'est en me promenant sur les remparts et dans ce parc que j'ai pris deux décisions qui ont passablement pesé dans ma vie. D'abord celle d'entrer au Grand Séminaire, puis celle de m'engager dans la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada, devenue ultérieurement le Parti communiste ouvrier ou PCO.

— Et ce soir, qu'est-ce qui t'habite?

– Assurément, la dissolution du PCO. Comme les autres adhérents, il me faut reprendre mon destin en mains, redonner un sens à ma vie et me réorienter selon mes propres choix.

– Dis-moi, qu'est-ce qui a entraîné cette dissolution?

– Plusieurs facteurs sont intervenus. D'abord, les divergences touchant la question nationale qui se sont accentuées. Lors du référendum de 1980 portant sur le projet de souveraineté du Québec, une politique d'annulation avait été mise de l'avant par les dirigeants du parti. Le principe du centralisme démocratique ayant opéré, tous s'y étaient ralliés. Or, avec le temps, cette orientation a été de plus en plus contestée, particulièrement par les Québécois francophones, qui, au demeurant, constituaient la grande majorité de l'organisation. Un deuxième facteur qui a eu un effet considérable découle de l'insatisfaction grandissante que les militantes éprouvaient au regard de la place qui leur était faite au sein du parti. Elles refusaient dorénavant de considérer la lutte des femmes comme une contradiction secondaire ne pouvant être résolue que dans un second temps. Elles dénonçaient en outre davantage la négation de la vie privée qui prévalait dans le parti, une situation qui occasionnait chez tous des déchirements et des malaises. Dans mon cas, ces difficultés se sont du reste traduites par un divorce. Enfin, au-delà de ces désaccords et de ces contestations, les membres et les sympathisants souffraient d'un découragement relativement profond. Le ralliement stagnait et la pénétration de la classe ouvrière demeurait extrêmement faible. Il faut savoir que ces derniers temps, la période euphorique des années 1970 s'est révélée bel et bien terminée. Avec la crise économique qui s'est approfondie, le mouvement ouvrier s'est replié sur la défensive. Non seulement la victoire tarde à venir, mais la révolution n'apparaît plus du tout à l'ordre du jour. D'ailleurs, les revendications des nouveaux mouvements sociaux, à l'exemple du mouvement féministe et du

mouvement écologiste, s'affirment en opposition à l'idéologie communiste. De plus, avec la remise en question des acquis de la Révolution culturelle et la remontée de Deng Xiaoping, la Chine a perdu de l'éclat dont elle brillait antérieurement.

Ainsi donc se terminait l'aventure étrange qui a vu une partie de la génération 68, cette génération de la rébellion libertaire et de la contestation de l'ordre établi, se soumettre par idéalisme, dans une servitude volontaire, à la discipline draconienne de groupes dogmatiques et sectaires. Je le lui fis remarquer, sans m'étendre sur la nature de la Révolution culturelle, dont il semblait toujours avoir une vision passablement irréaliste.

– Te voilà donc forcé de renoncer à ta foi révolutionnaire.

– Là, c'est vous qui forcez la note. Le communisme n'est quand même pas une religion!

– D'accord! C'est vrai qu'il ne faut pas tout confondre. Mais il reste que sans reposer sur une croyance religieuse, l'idéologie communiste a soulevé pendant plus d'un siècle une formidable espérance. Pour des centaines de milliers de militants, elle a représenté un idéal suscitant une forte adhésion et donnant un sens à leur vie. C'est vraisemblablement ce que tes camarades et toi avez vécu. Et, sans doute, ce qui explique le sentiment de perte que tu exprimes aujourd'hui. Au risque de te choquer, j'ajouterais qu'il est heureux que la révolution ne soit pas survenue. Sinon, elle aurait sûrement décimé ses partisans, comme il en a été sous les Robespierre, Staline ou Mao. Votre sort, à vous les marxistes-léninistes, a bien peu à voir avec celui qu'ont subi les générations antérieures de révolutionnaires.

– Je sais bien que les révolutions passées ont connu de multiples aléas. Mais on peut sûrement en tirer des enseignements. Apprendre à mieux discerner les voies à emprunter de celles à éviter

lorsque l'on cherche à transformer une société afin qu'elle offre à tous les opportunités de se réaliser comme être humain.

– Cela est plausible. Cependant, les enseignements des expériences passées ne sont pas forcément faciles à dégager. Et, qui plus est, ils sont loin d'être acceptés par ceux qui souhaitent des changements à la fois rapides et radicaux. Personnellement, j'ai mis longtemps avant de renoncer tout à fait à l'idée de révolution pour m'inscrire sans remords dans une perspective réformiste, qui se fonde non plus sur le désir impatient, mais sur le possible. Ce n'est que par l'étude de nombreux ouvrages portant sur les révolutions qui se sont succédées que j'ai été finalement convaincu que la voie révolutionnaire engage le plus souvent les peuples dans des processus sources de violence, d'échecs et de régressions. J'ai notamment réalisé qu'il en a été ainsi de la Révolution française. Or, cette révolution a été à l'origine du modèle révolutionnaire qui s'est imposé au cours des deux derniers siècles.

– Pourtant, l'héritage que nous a légué la Révolution française n'est-il pas inestimable? Proclamer les libertés fondamentales et l'égalité des citoyens, affirmer la souveraineté du peuple, cela n'est pas rien!

– Effectivement, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 a constitué une avancée historique majeure. Malheureusement, l'action révolutionnaire a outrepassé rapidement l'objectif d'instituer l'État de droit et l'égalité devant la loi pour se fixer des buts utopiques. Instaurer la parfaite égalité, assurer le triomphe du bien et de la vertu, garantir l'atteinte du bonheur commun et du bien-être de chacun, voilà qui relève évidemment de l'utopie. De telles ambitions supposaient une rupture radicale avec la société existante et un sérieux remodelage des individus. Devant les difficultés à les réaliser, le cours révolutionnaire a dérivé vers le

terrorisme. Il faut dire que depuis ses tout débuts, la Révolution avait été empreinte d'une culture de violence. Elle était habitée non seulement par l'espoir de l'égalité, mais aussi par le sentiment d'une juste revanche des opprimés et des humiliés, ainsi que par la haine des nobles. En conséquence, elle avait abondé en actions collectives brusques et brutales, au cours desquelles des têtes coupées enfourchées sur des piques étaient exhibées. Elle avait également donné lieu à des massacres de prisonniers d'une fureur démentielle. Cependant, c'est avec la Terreur, qui a prévalu en 1793-1794, que la violence est devenue un mode de gouvernement. Les lois ont alors été inscrites dans une logique d'arbitraire, d'exclusion et de soupçon. La délation a été encouragée et la répression s'est abattue sur des dizaines sinon des centaines de milliers d'individus qui ont été punis non pas pour ce qu'ils avaient fait, mais pour ce qu'ils étaient.

— On peut néanmoins se demander si la Terreur était une conséquence fatale de la politique révolutionnaire. Ne tenait-elle pas plutôt à un concours de circonstances exceptionnelles et imprévisibles, quand on sait que les révolutionnaires ont eu à faire face à une contre-révolution acharnée et à un encerclement de la République par des forces étrangères?

— Cette question a fait l'objet d'un débat dès la chute de Robespierre et de ses partisans. Et nombreux ont été ceux qui ont tenté de disculper la révolution en recourant à ce type d'explication-justification par les circonstances. Et pourtant, il apparaît assez évident que le fait de soulever la haine et de justifier l'exclusion et la mise à mort a enclenché une spirale de violence, qui s'en est allée de terreur en terreur. C'est ainsi que lors de la période qui a succédé à la grande Terreur, la vengeance s'est manifestée à tous les niveaux où la violence et la répression terroristes s'étaient exercées, partout où la Terreur avait provoqué l'accumulation des ressentiments et des haines. Les passions revanchardes ont perduré jusqu'à ce que

Napoléon Bonaparte les contiennent pour un temps, mais au prix d'une extension de la violence à une bonne partie de l'espace européen, alors que de nombreux peuples ont subi la guerre totale, la domination et la spoliation par les armées impériales. Car, non seulement la Révolution française a été extrêmement violente, mais elle s'est soldée par un échec. La France a connu tout à tour l'Empire napoléonien, deux régimes monarchiques et le Second Empire. La souveraineté populaire n'y sera finalement institutionnalisée que dans les années 1870 et 1880.

– Et vous dites que malgré tout cela, la Révolution française aurait par la suite servi de modèle!

– Oui, elle a en effet exercé une influence déterminante sur les mouvements révolutionnaires qui ont suivi. D'abord par l'objectif qu'elle s'était donné de procéder à un changement global, visant un renouvellement radical de toutes les dimensions de la vie en commun. Ensuite, par sa justification d'une action politique violente comme seul moyen de procéder à la transformation souhaitée. Enfin, par sa démonstration de l'importance des minorités militantes organisées, capables de définir les objectifs à poursuivre, de formuler des mots d'ordre, de diriger les révolutionnaires et d'encadrer les masses. Au XIXe siècle, ces éléments fondamentaux ont été adoptés par divers groupuscules révolutionnaires. Ce sont toutefois les fascistes et les communistes qui vont ultérieurement les mettre en pratique de la façon la plus systématique.

– Vous n'allez tout de même pas amalgamer ou confondre communisme et fascisme!

– Il est évident que ces deux tentatives de reconstruire autrement l'ordre socioéconomique étaient guidés par des principes fort différents. Le communisme se réclamait d'une utopie à caractère universel et progressiste, le marxisme. Il visait à supprimer les

classes sociales et à abolir la division du travail afin d'aller au-delà de la démocratie libérale en assurant des libertés et une égalité plus consistantes. Le fascisme, lui, prétendait revenir à l'ordre traditionnel, prônait la suprématie du groupe si ce n'est celle d'une race, et réclamait l'obéissance et le dévouement à l'encontre des droits individuels et de la démocratie. Toutefois, en pratique, communisme et fascisme ont tous deux débouché sur le totalitarisme. À la recherche d'une maîtrise totale de l'ensemble social, les dirigeants communistes tout autant que les dirigeants fascistes ont contraint les individus à l'unanimité et à l'uniformité. Pour affermir la soumission à leur autorité, ils ont mené une propagande intensive et établi le culte de la figure du chef. Par la terreur et les purges, ils ont pulvérisé la société civile, atomisé la population et tenté d'anéantir le libre arbitre des individus. Pour ce faire, ils ont formé des troupes d'élite, les agents du KGB ou de la SS, chargés de manipuler, de surveiller, de réprimer et d'interner toute personne prétendant agir librement.

— Je connais les terribles dérives auxquelles l'utopie communiste a donné lieu. J'ai lu *L'Archipel du goulag* et les autres romans de Soljenitsyne décrivant le système concentrationnaire en Union soviétique. Mais ne faut-il pas distinguer le stalinisme du léninisme et du marxisme? À ce que je sache, Marx s'est toujours défendu de vouloir mettre en vigueur un système utopique. Il reprochait du reste à ses prédécesseurs socialistes de s'être égarés dans des utopies, en sous-estimant les forces historiques réelles.

— Il est vrai que dans sa maturité, Marx a rompu en partie avec la conception apocalyptique et messianique qu'il avait adoptée dans sa jeunesse, et suivant laquelle le prolétariat allait accomplir le sens de l'histoire. Il s'en est plutôt tenu à l'étude des modes de production qui se sont succédés dans le temps, dont évidemment le dernier en date, le capitalisme. Néanmoins, il n'a jamais renoncé à l'idée que l'histoire devait nécessairement conduire à l'avènement

du communisme. Par ailleurs, plusieurs de ses successeurs se sont distanciés de certaines de ses thèses, dont celle d'une nécessaire rupture révolutionnaire. À partir de la fin du XIXe siècle, de nombreux marxistes ont en effet constaté que les institutions démocratiques et le suffrage universel pouvaient permettre l'amélioration des conditions de vie des prolétaires. Ces partisans de la social-démocratie vont dorénavant poursuivre un passage au socialisme progressif, sans violence et s'effectuant par la voie de la démocratie parlementaire.

– Cependant, la révolution russe va, elle, emprunter une tout autre voie!

– Effectivement. Le léninisme a non seulement adhéré intégralement au modèle incarnée par la Révolution française, mais il a fortement renchéri sur ce modèle. Il va, entre autres, reprendre et renforcer l'idée qu'il ne saurait y avoir de progrès par amélioration de l'ordre existant, mais qu'une rupture créatrice d'un monde entièrement autre est nécessaire. C'est toutefois dans l'organisation des militants que le léninisme va le plus innover, créant un parti d'un type sans précédent. Un parti institué sur la base de principes rigoureux comme la professionnalisation et une stricte division du travail entre les révolutionnaires, une discipline d'action et de pensée, ainsi qu'une obéissance inconditionnelle aux ordres d'une direction qui détient la connaissance de la voie à suivre, quelles que soient les circonstances. Le communisme sera indissociable de la dynamique impulsée par un tel parti. Enfin, pour s'acquitter de leur rôle historique, les communistes devront savoir se montrer impitoyables à l'égard des adversaires de classe, envers qui la violence sera pleinement justifiée. D'ailleurs, si le système concentrationnaire a été particulièrement développé sous Staline, les premiers camps de concentration ont été créés dès 1918. La dictature s'est imposée sitôt les bolchéviques au pouvoir.

— Vous comprendrez que votre interprétation diffère passablement de celle à laquelle j'ai adhéré jusqu'à tout dernièrement. Peut-être me faut-il réviser mes convictions au-delà de la critique du stalinisme. Mais, dites-moi, qu'est-ce qui a pu permettre au parti communiste d'exercer une emprise aussi puissante sur la société russe?

— En 1917, la Russie était encore sous le joug d'une autocratie, et peu industrialisée. Elle était loin d'être de ces pays capitalistes qui, selon Marx, présentaient des conditions devant faciliter le passage au socialisme. Depuis le XIII^e siècle, d'abord sous la domination mongole puis sous la gouverne des tsars, l'État russe n'avait toléré aucune limitation, aucune opposition. La bureaucratie russe, qui ne se reconnaissait nulle responsabilité à l'égard de la société, était au service exclusif d'un système patrimonial dans lequel tout droit de propriété, sur la terre comme sur les personnes, relevait du souverain, qui pouvait aussi bien l'octroyer que l'enlever. À la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, le régime avait commencé à se libéraliser quelque peu. Cependant, en proie à d'énormes tensions économiques et sociales créées par la Première Guerre mondiale, il a été déstabilisé et il s'est effondré. Par la suite, profitant de la faiblesse du gouvernement démocratique provisoire et de ses attermoissements face à la guerre, et tirant avantage de leur forte capacité organisationnelle, les bolchéviques ont pu s'imposer. Dans un contexte marqué par les conflits et la rivalité avec les pays capitalistes, ils vont mettre en place un système totalitaire, une première dans l'histoire. Les libertés individuelles vont être sacrifiées, la répression se fera implacable, et le pouvoir du Parti-État sera étendu aux dimensions de la société, empêchant toute initiative de nature idéologique, politique ou économique. Une collectivisation forcenée des terres et une industrialisation effrénée vont générer une économie déséquilibrée et inefficace. Finalement, le régime, qui va malgré tout

survivre pendant plus de 70 ans, va laisser bien peu d'acquis sur lesquels reconstruire.

– Attendez! là, je ne comprends pas. À l'heure qu'il est, l'URSS est tout de même toujours en place. Et à ma connaissance, aucun spécialiste n'en prédit la fin prochaine.

– Effectivement, à peu près personne ne l'a vu venir. Mais, comme tu en seras témoin, l'Union soviétique va imploser dans moins d'une décennie. D'une part, la population ne croyant plus du tout au modèle de société que le Parti-État prétendait préserver, la bureaucratie vieillissante, prédatrice et corrompue va apparaître toute nue. D'autre part, le déclin économique s'accélégrant, notamment du fait de la course aux armements avec les États-Unis, les pénuries vont s'accroître. Un nouveau secrétaire général du Parti s'efforcera bien de sauver le système par de profondes réformes structurelles, mais il sera incapable de maîtriser les évolutions enclenchées. Suivant un processus de contagion essentiellement pacifique, des manifestations de masse vont renverser les régimes inféodés à l'URSS. Le mur de Berlin sera abattu, et les six pays de l'Europe de l'Est faisant partie du pacte de Varsovie vont retrouver leur autonomie, et se démocratiser. Quatorze des quinze républiques de l'Union soviétique vont proclamer leur indépendance, et le régime sera définitivement démantelé.

– Cela me semble absolument incroyable! Et sur quoi cet effondrement va-t-il déboucher?

– Dans un premier temps, sur une situation économique extrêmement difficile, caractérisée notamment par une chute de la production industrielle, une inflation élevée, une dépréciation de la monnaie et une baisse des revenus de l'État. Le nouveau gouvernement, cherchant à redresser la situation, mais mal conseillé, va conduire une thérapie de choc en vue de passer à la hâte d'une écono-

mie planifiée à une économie de marché. Cette précipitation va faire en sorte que les conditions indispensables à une telle transition seront entièrement négligées. Aussi les réformes vont-elles provoquer non seulement de nouveaux déséquilibres économiques, mais également une augmentation de la pauvreté et de l'inégalité sociale. Car, profitant de leurs accointances avec les autorités, des affairistes vont s'approprier pour des bouchées de pain les entreprises publiques et les ressources naturelles qui seront massivement privatisées. Et, ayant accumulé d'immenses fortunes et un pouvoir considérable, certains de ces oligarques vont se donner le rôle de faiseurs de roi. Mais, mal leur en prendra.

– Comment cela?

– Eh bien! L'ex-agent du KGB qu'ils vont porter au pouvoir va se révéler tout autre que l'officier insignifiant et servile qu'ils avaient imaginé. Tirant profit d'une forte croissance économique attribuable à une hausse des prix des matières premières, notamment le pétrole et le gaz, le nouveau président va être à même d'établir sa crédibilité. Recourant aux procédés machiavéliques qui, du fait de sa formation, lui étaient familiers, il va progressivement dénaturer la démocratie embryonnaire existante, et rétablir un régime autoritaire. Sous peine de se voir emprisonnés ou exilés, les oligarques devront lui faire allégeance. La presse et les médias seront placés sous le contrôle de l'État, et l'opposition pratiquement annihilée. Enfin, cherchant à restituer à la Russie sa place comme puissance majeure, le nouveau despote va largement recourir à la force brutale et à une violence extrême. Des territoires de pays voisins seront envahis et annexés. Et des interventions militaires seront réalisées au Moyen-Orient et en Afrique dans le but de s'approprier des ressources naturelles et des positions stratégiques.

– J'en déduis qu'après plus d'un siècle, la Russie sera toujours enlisée dans la situation désastreuse dans laquelle la révolution bolchévique l'a plongée. J'imagine qu'elle doit être très isolée sur le plan international. Les appuis dont elle disposait antérieurement à l'étranger doivent s'être faits négligeables sinon inexistants.

– Pas vraiment. Bien sûr, il ne reste que peu de cliques qui, à la manière des anciens partis communistes ou des vieux compagnons de route, expliquent et justifient la conduite du gouvernement russe par le fait que le pays serait encerclé par les puissances occidentales. Cependant, il est d'autres régimes autoritaires qui ont intérêt à soutenir l'autocratie russe, dont, en premier lieu, celui de la Chine.

– Et pourtant, les divergences étaient fortes entre la Chine de Mao et l'URSS. Mais il faut croire qu'après la mort de Mao, l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping et de sa bande a transfiguré la Chine!

– Ta boutade me donne à penser que tu es encore quelque peu mystifié par cette Révolution culturelle qui a tant fasciné les maoïstes. Revenons, si tu le veux bien, sur ce qu'elle a été et sur ce pourquoi elle a été initiée. En 1958, Mao avait lancé un programme de développement visant à refondre complètement la société chinoise et à rattraper en quelques années les nations industrialisées. Comme le célébrait le poète Aragon, qui en était émerveillé, Mao allait mettre la Chine en Commune. Effectivement, les communes populaires ont été instaurées. La collectivisation a été poussée à son dernier degré, abolissant toute propriété individuelle, et substituant la vie en collectivité à la vie de famille. Les campagnes ont été industrialisées à la vitesse grand V et de façon totalement inefficace et dévastatrice. Dans les faits, ce qui devait représenter un Grand Bond en avant s'est révélé un désastre pour l'agriculture et l'indus-

trie, entraînant un énorme gaspillage de biens et d'énergie. On estime que la famine, les maladies et les violences ont provoqué la mort de 20 à 40 millions de personnes.

– Mao a dû en payer le prix!

– En effet. En 1959, il a été mis à l'écart. Cependant, il a su organiser patiemment une contre-offensive en vue de reconquérir le pouvoir et de relancer sa révolution. Ayant mobilisé des millions de jeunes étudiants, il les a lancés en 1966 contre les intellectuels et les cadres du parti. Sous l'emprise d'un fanatisme contagieux, ces Gardes rouges vont violenter, assassiner, piller et détruire. Sans compter les suicides, la Révolution culturelle aurait fait 700 000 à un million de victimes. Évidemment, Mao n'était pas homme à s'affoler devant la terreur. À l'exemple de Staline, il l'avait abondamment pratiquée depuis 1949. Mais là, le pays, à feu et à sang, était au bord de la guerre civile. Il fallait remettre les Gardes rouges au pas. On y arrivera en déportant massivement les jeunes instruits vers les campagnes. De 1968 à 1980, près de 17 millions de ces jeunes vont ainsi se retrouver aux prises avec des conditions de vie extrêmement difficiles, un travail épuisant et des réunions obligatoires de rééducation et d'autocritique.

– Je vois bien l'abrutissement dont il pouvait s'agir. Dans un contexte à coup sûr beaucoup moins funeste, j'ai moi-même connu ce type de réunion, où l'on devait avouer aux membres de notre cellule nos manques et nos négligences, sinon nos travers de petits bourgeois. Mais, au-delà de ses excès, n'y avait-il rien de positif dans la Révolution culturelle? N'aurait-elle été qu'une crise politique et sociale extrêmement grave?

– Malheureusement, oui. Et d'une gravité telle que le retard économique de la Chine en a été fortement accru jusqu'à ce que des pragmatistes, avec Deng Xiaoping à leur tête, parviennent à s'ins-

taller au pouvoir de façon durable, et engagent le pays dans des réformes majeures.

– Quelles ont été ces réformes? Et pour quels résultats?

– Les réformistes se sont d’abord et avant tout préoccupés du développement économique. Ils vont néanmoins chercher à l’assurer en maintenant coûte que coûte le pouvoir politique du Parti communiste. Soucieux d’éviter un effondrement à la soviétique, ils vont réprimer sévèrement le mouvement social démocratique qui va s’amorcer dans les premières années, et instaurer graduellement des mesures exorbitantes de censure et de contrôle de la population.

– Des mesures qui seront efficaces?

– Oui. D’autant que la population profitera des retombées d’un essor économique absolument spectaculaire. Les dirigeants chinois vont savoir saisir les opportunités offertes par une économie qui s’est mondialisée au cours des dernières décennies. Au jour qui est le tien, la crise économique qui s’est installée à partir du milieu des années 1970 sévit toujours. Mais comme tu peux déjà l’entrevoir, cette crise pousse les grandes entreprises à mettre en œuvre de toute nouvelles stratégies. Pour compenser le ralentissement de leurs marchés nationaux, elles tentent de s’emparer des marchés étrangers. Et pour rétablir leur rentabilité, elles s’internationalisent, délocalisant leurs activités productives à travers des investissements directs à l’étranger. Déployant leur système productif sur des continents entiers, elles nouent des liens de sous-traitance avec des pays du tiers-monde. La politique de modernisation lancée par Deng Xiaoping en 1978 va permettre de tirer parti de ces circonstances favorables.

– Comment cette modernisation va-t-elle s’opérer?

– À l’opposé de l’approche empruntée par les dirigeants russes, les dirigeants chinois vont procéder de façon progressive et maîtrisée. Des éléments constitutifs de l’économie de marché seront introduits graduellement, d’abord dans l’agriculture, l’industrie légère et les services, puis dans la sphère d’activité des grandes entreprises publiques. Des dispositions seront prises afin de soutenir le développement d’un secteur commercial et industriel non étatique. Le système bancaire sera restructuré et le marché financier réformé. La levée de certaines contraintes et l’adoption de mesures incitatives vont permettre de libérer l’initiative des acteurs économiques nationaux et d’attirer les entreprises étrangères. Les multinationales seront de fait fort intéressées à s’engager en raison de l’amplitude du marché potentiel, de la réserve d’une main-d’œuvre facile à former et à discipliner, des faibles coûts salariaux et de la stabilité politique. En retour, elles vont fournir d’importants apports de capitaux, de technologie et d’expertise. Enfin, la réglementation sera adaptée afin de permettre l’adhésion à l’Organisation mondiale du commerce et de faciliter ainsi l’ouverture des marchés étrangers aux produits chinois.

– À la suite de ces réformes, la Chine va donc connaître un essor économique prodigieux?

– Les résultats seront en effet stupéfiants. L’économie chinoise va enregistrer une croissance annuelle moyenne de 9% sur quatre décennies. Son PIB sera multiplié de façon telle que le pays accédera au deuxième rang des puissances économiques mondiales. Devenue deuxième importateur et premier exportateur, la Chine engrangera les réserves de change les plus importantes au monde.

– La population va-t-elle bénéficier de cette formidable progression?

– Assurément. Sans disparaître entièrement, la pauvreté va connaître un recul fantastique. Plus d'un demi-milliard de personnes vont sortir de la pauvreté absolue en quelque 30 ans. Des progrès considérables seront réalisés dans les domaines de la santé et de l'éducation. Dans les villes, une classe moyenne de plusieurs centaines de millions de personnes va accéder à la société de consommation. Cependant, du même coup, les disparités régionales et les inégalités sociales vont se creuser. De plus, le productivisme va générer de sérieux problèmes environnementaux.

– Et, malheureusement, selon ce que vous venez de dire, l'ordre non démocratique va se maintenir.

– Il va non seulement se maintenir, mais se renforcer. Au début du boom, un bon nombre d'observateurs et une partie des élites chinoises vont croire à la possibilité d'une démocratisation graduelle du régime et de la société. Le règne de la loi sera renforcé et le système judiciaire amélioré. Les réseaux sociaux encourageront des débats publics, et certaines expérimentations de consultation et même de participation de la population seront tolérées dans les villes, pour autant bien sûr qu'elles confortent la légitimité du Parti sans remettre en cause son monopole. Mais à son accession au pouvoir, un nouveau président, qui est toujours en poste aujourd'hui, va stopper toutes ces velléités de promouvoir une libéralisation progressive du système politique. Il va démanteler le système de gouvernance collective mis en place dans l'après-Mao, et il va organiser sa mainmise totale sur le Parti, sur l'État et sur l'armée. Exaltant le sentiment national, cet autocrate cherchera non seulement à assurer à la Chine la prééminence économique et financière, mais il visera à tirer avantage de cette prééminence pour instaurer un nouvel ordre mondial. Selon ses propres dires, cet ordre suppose que soient repoussés sept périls qu'il juge des plus redoutables à savoir la démocratie occidentale, les valeurs universelles, les droits de

l'homme, l'indépendance judiciaire, la société civile, la liberté de la presse et le libéralisme.

– Cela a le mérite d'être clair. L'intention affichée n'a vraiment plus rien à voir avec l'aspiration socialiste à une société plus juste assurant un exercice de la liberté le plus large possible. Mais est-il envisageable que ce modèle d'un capitalisme autoritaire fasse des adeptes?

– Certainement. D'une part, les gouvernants rétrogrades qui contrôlent le pouvoir dans certains pays – en Russie, en Iran ou en Arabie saoudite par exemple – sont susceptibles de se reconnaître pleinement dans ce modèle. D'autre part, en raison de l'essor économique que le modèle en question semble favoriser, certains pays en voie de développement, où la démocratie est encore fragile et où les traditions autoritaires sont fortes, peuvent être tentés de s'en inspirer. Toi et moi, nous aurons peut-être l'occasion de reparler du rapport entre la démocratie et le développement économique. Mais pour en revenir à la Chine, il est évident qu'elle va utiliser les énormes ressources dont elle disposera pour influencer les choix d'autres nations. Par des dons, des prêts et des investissements, elle va se constituer des clientèles régionales et effectuer des percées vers des pays clés. Cette expansion lui permettra de s'assurer une mainmise sur des ressources, des marchés et des positions stratégiques. Cependant, elle l'entraînera dans une confrontation avec les États-Unis.

– L'hégémonie américaine en sera-t-elle menacée?

– Oui, d'autant plus que parallèlement au déclin relatif de leur suprématie économique, les États-Unis vont connaître une perte d'autorité morale. Car, après l'implosion de l'URSS et la fin de la guerre froide, la superpuissance américaine va verser dans l'arrogance et la démesure. Pour changer des régimes qui ne lui

conviennent pas, et sous prétexte d'instaurer la démocratie, elle va conduire des guerres désastreuses au Moyen-Orient, y semant un chaos destructeur. La région en sera radicalement déstabilisée, ce qui va permettre à l'Iran et à la Russie de s'y immiscer. Non seulement l'Amérique fera ainsi le lit de deux de ses principaux ennemis, mais elle en sortira détestée par des franges importantes de l'opinion mondiale.

– La rivalité entre la Chine et les États-Unis pourrait-elle s'exacerber jusqu'à mener à une nouvelle guerre froide ou même à un conflit plus ouvert?

– Plusieurs le craignent. Et de nombreux acteurs internationaux tentent sinon de prévenir un tel affrontement, tout au moins de ne pas s'y laisser entraîner. Il en va ainsi de l'Union européenne, dont l'intégration politique a clairement dépassé le stade du simple marché unique et qui regroupe aujourd'hui 27 pays. Bien sûr, la très grande majorité de ces pays sont toujours membres de l'OTAN, et comptent par conséquent sur leur allié américain pour assurer leur sécurité face à la Russie. En revanche, l'Union européenne a adopté une position de neutralité dans la rivalité sino-américaine. Elle cherche à éviter de prendre parti et s'efforce de travailler avec les deux superpuissances pour atteindre des objectifs communs tout en protégeant ses intérêts et ses valeurs. La plupart des dirigeants européens sont conscients que dans un avenir concevable, la coexistence entre les démocraties et les régimes plus ou moins illibéraux va se maintenir. Ils croient néanmoins que sans nécessairement partager les mêmes valeurs, la majorité des États peuvent en venir à coopérer afin de sauvegarder leur économie et de préserver notre planète.

– Et ailleurs dans le monde, comment se positionne-t-on par rapport à la rivalité sino-américaine?

— En Asie orientale, l'expansion de la Chine préoccupe assurément plusieurs de ses voisins, comme le Japon, la Corée du Sud, l'Indonésie ou le Vietnam. De ce fait, mais sans rompre leurs relations diplomatiques et commerciales avec la Chine, ces pays cherchent à renforcer leurs alliances avec les États-Unis. Toutefois, dans l'ensemble, les États observent la neutralité. C'est le cas, par exemple de l'Inde et du Brésil. Deux poids lourds qui ont profité eux aussi de la mondialisation pour assurer leur émergence économique, et qui entendent bien maintenir leur autonomie stratégique. Par ailleurs, il faut bien comprendre qu'ayant subi pendant plus d'un siècle le colonialisme et le néocolonialisme, les sociétés non occidentales se montrent plutôt ouvertes à une modification des rapports de force qui pourrait à terme favoriser l'instauration d'un nouvel équilibre international.

— Est-ce que cela signifie que ces sociétés pourraient être portées à abandonner les idéaux démocratiques, du fait qu'ils ont vu le jour en Occident, pour se rallier à l'autoritarisme?

— C'est sans doute ce que souhaitent certaines élites possédantes et les réactionnaires de toutes sortes qui s'efforcent de maintenir la soumission et l'assujettissement des peuples afin de garder le contrôle et de conserver leur pouvoir. Je crois cependant que de façon générale, les populations aspirent non seulement à un développement qui permet d'améliorer leur niveau de vie, mais également à un État de droit qui assure le respect de leurs droits et libertés. De surcroît, dans de nombreux pays, de nouvelles générations de militantes et de militants réclament la justice sociale et la démocratie. Mais il est vrai que leur combat ne réussit que trop rarement. Soit leur action se heurte à de très fortes résistances et est violemment réprimée. Soit elle est finalement enrayée du fait de l'absence des conditions nécessaires à sa poursuite. Il en a été ainsi d'une série de soulèvements populaires et de protestations qui ont eu lieu dans

de nombreux pays arabes il y a un peu plus d'une décennie. Plusieurs de ces mouvements de contestation ont été plus ou moins brutalement endigués, mais quelques-uns ont réussi à provoquer la chute du régime en place. Malheureusement, ils ont connu des dénouements déplorables sinon catastrophiques. Quand ils n'ont pas débouché sur une guerre civile aux conséquences dévastatrices, ils ont abouti à une reprise en mains du pouvoir par une faction militaire ou autre.

– Quelles ont été les causes de tels échecs?

– Elles sont assurément multiples et de diverses natures. Mais j'en relèverais quatre, qui ont plus ou moins joué selon les cas. Premièrement, un manque de clarification des objectifs poursuivis. Ceux qui menaient les soulèvements avaient une idée précise de ce qu'ils ne voulaient plus, mais peinaient à exprimer une visée déterminée au-delà des slogans exigeant de mettre un terme à la corruption et d'établir l'État de droit et la démocratie. Deuxièmement, une société civile faiblement constituée qui n'a pu s'affirmer face aux allégeances communautaires, claniques et clientélistes traditionnelles. Troisièmement, une difficulté à gérer les conflits et à parvenir à des compromis. Quatrièmement, une gouverne imprudente de la part des nouveaux dirigeants, qui cherchant à affronter trop de problèmes à la fois, n'ont pu rallier une population lassée de l'instabilité et de l'aggravation de sa situation matérielle. Ces tentatives avortées démontrent encore une fois qu'on ne peut changer le cours des choses par la seule volonté. Et que l'abolition de l'état de choses existant ne saurait par elle-même faire surgir le nouveau. On ne peut atteindre un idéal non plus que réaliser un projet de changement sans en établir les prérequis.

– On en revient à votre choix de la voie réformiste!

– Oui. Il nous faut tenir compte des pesanteurs et des lenteurs de l’Histoire. Mais renoncer au paradigme révolutionnaire et reconnaître les limites de notre action ne signifie pas s’abstenir d’agir non plus que cesser d’espérer. Tu sais, il est des transformations qui, tout en s’effectuant de façon relativement silencieuse, peuvent engendrer à terme de formidables bouleversements. La situation qui prévaut actuellement en Iran l’illustre bien. Depuis la révolution islamique de 1979, le gouvernement iranien a déployé des efforts pour accroître l’accès des femmes à l’éducation. Le taux d’alphabétisation féminine a augmenté de manière substantielle et, dans de nombreux domaines d’études, le nombre de femmes inscrites à l’université dépasse aujourd’hui celui des hommes. Or, l’éducation ne peut que renforcer la capacité réflexive et l’esprit critique. Aussi, les Iraniennes se mobilisent-elles de plus en plus pour lutter contre les diverses formes de discrimination et de restrictions auxquelles elles sont confrontées. Fédérant des femmes de toutes les ethnies et de toutes les classes, elles organisent des manifestations, des sit-in et des campagnes de désobéissance civile. Faisant preuve d’un courage extraordinaire, elles affrontent les gardiens de la révolution, qui pressentent avec raison que le régime des mollahs risque de vaciller.

– C’est vrai, l’éducation peut sans doute être un formidable levier de changement. Comme j’ai cessé d’attendre le Grand Soir, je peux certainement m’y consacrer sans nostalgie ni remords.

Dans le crépuscule qui avançait, j’entendis un cri. C’était celui d’un engoulevent qui tournoyait au-dessus des toits. Avant de quitter mon avatar, je pris le temps d’admirer cet oiseau qui m’a toujours fasciné, mais qui, aujourd’hui, a pratiquement disparu de nos villes. Le voir ainsi monter tout doucement en spirale avant de plonger le bec ouvert pour saisir des insectes illustre fort bien mon propos quant aux conditions à réunir pour opérer des changements.

TABLEAU 5

C'était le matin, tôt, et pourtant une lumière éblouissante inondait déjà la savane. Le vent, très chaud, et imprégné d'une forte odeur de charbon de bois, était chargé de fines particules de sable. Selon toute apparence, je me trouvais au cœur du Sahel, et la saison sèche battait son plein. J'entraperçus la silhouette d'un individu qui sortait d'un hôtel qui ne payait pas de mine. Je m'approchai. C'était bien lui. Et nous étions en 2002.

– Tu es descendu dans un établissement plutôt excentré, et qui semble assez décrépit, non?

– Il est en effet pas mal délabré. J'ai dû me résoudre à m'y installer, car je n'ai rien trouvé d'autre dans tout Bamako. À la sortie de l'aéroport, on m'a informé que le gouvernement malien avait réquisitionné toutes les chambres d'hôtel du centre-ville pour un séminaire gouvernemental. Ma réservation au Grand hôtel, là où j'ai logé dans le passé à quelques reprises, avait été purement et simplement annulée. Cela m'a déçu d'autant que le Grand hôtel, bien que relativement modeste et passablement vieillot, est très bien situé et plein de charme. Il est notamment doté d'un escalier majestueux qui, dit-on, a servi de décor pour le tournage de certains films portant sur la période coloniale. On peut s'y rendre pour y jeter un œil, si vous êtes prêt à marcher un bout. On pourrait s'arrêter en chemin au marché des artisans situé près de la grande mosquée. On y trouve de magnifiques figurines et statuettes de bronze réalisées par le peuple dogon. Il faut bien sûr marchander. Ici, il est impensable de vendre ou d'acheter sans avoir pris le temps de discuter.

Toutefois, le marchandage s'effectue posément puisque les Maliens, tout en étant extrêmement accueillants, sont beaucoup plus réservés que d'autres populations de l'Afrique de l'Ouest.

– Ce n'est donc pas ton premier passage en Afrique subsaharienne, non plus qu'à Bamako. Qu'est-ce qui t'amène ici?

– Eh bien! de 1991 à 1994, j'ai été mis à disposition de l'École nationale d'administration publique par la fonction publique québécoise pour y collaborer à l'organisation de séminaires destinés aux hauts fonctionnaires du Québec. Or, depuis sa création, l'ENAP a toujours réalisé des interventions de formation ou de conseil sur le plan international, particulièrement dans les pays de l'Afrique francophone. Ayant découvert mon intérêt pour le développement international, le directeur général de l'École m'a proposé de m'associer à certaines de ces interventions. Et j'ai pu continuer à le faire même après ma réintégration dans la fonction publique. Cela m'a donné l'occasion d'effectuer diverses missions au Cameroun, en Guinée-Conakry, au Bénin et en Côte d'Ivoire.

– Et au Mali!

– Tout à fait. J'y suis venu une première fois en janvier 1996, pour y rencontrer les quelques secrétaires généraux et directeurs généraux qui avaient participé à un programme de formation touchant la conduite des réformes administratives. Ce programme avait été dispensé à l'ENAP Québec, deux ans auparavant. Le moment était très opportun pour une activité de suivi. Car, après s'être libérés d'une dictature qui a duré plus de vingt ans, les Maliens avaient entamé une transition démocratique, et de nombreuses réformes y étaient en chantier. D'ailleurs, ces réformes, portées par une forte volonté politique et engagées selon une approche relativement innovante, ont fait en sorte que le Mali est, à cet égard, jugé exemplaire par la communauté internationale.

Je n'allais pas le décevoir. Je passai donc sous silence la déstabilisation qu'allait connaître le pays à compter de 2012, à la suite d'une rébellion lancée par les Touaregs et instrumentalisée par des djihadistes étrangers. Je l'amenai simplement à poursuivre.

– Et comment s'est déroulée ton activité de suivi?

– Fort bien. Les entrevues individuelles avec les hauts fonctionnaires qui avaient suivi la formation m'ont permis d'apprécier quelque peu les acquis qu'ils en ont tirés. Mais ce sont les entretiens que j'ai pu avoir avec le Commissaire à la réforme administrative qui m'ont le plus éclairé quant aux avancées réalisées et aux difficultés rencontrées dans le cours des réformes. À sa demande, je suis du reste revenu à Bamako en 1998 pour effectuer une intervention de conseil auprès de lui et de ses agents. Les échanges avec eux m'ont beaucoup appris sur les logiques sociales et culturelles qui prévalent dans cette société africaine. Un des jeunes membres de l'équipe m'a même introduit dans son cercle intime, m'invitant un soir à aller rencontrer les siens. Récemment mariés, sa femme et lui cohabitaient avec les hommes de sa fratrie et leurs familles. Ils rêvaient d'avoir leur maison à eux, mais dans ce pays qui est l'un des plus pauvres au monde, la chose était pour l'instant irréalisable. Tous diplômés, les frères étaient professeurs à l'université ou cadres dans l'administration publique. Et pourtant, ils devaient se contenter d'une installation fort rudimentaire. Ils partageaient un espace commun sur terre battue où les épouses cuisinaient à tour de rôle pour toute la maisonnée sur un feu à ciel ouvert, un espace qui donnait sur d'étroits pavillons d'une ou deux pièces où dormaient les différentes familles.

– Ce type d'emménagement t'a impressionné.

– Et comment! Il illustre bien la prédominance du groupe sur l'individu que l'on constate encore chez eux, même en milieu

urbain. Comme l'individu tient sa sécurité et son accès aux ressources de sa grande famille, il est conduit à assumer son devoir d'entraide et à se conformer aux usages du groupe. Un des frères, professeur, m'a, par exemple, expliqué qu'il n'arrivait à exécuter ses travaux de préparation de cours, de correction ou de recherche que la nuit, quand tous étaient couchés. En journée ou en soirée, les membres de sa famille, mais également les voisins n'auraient pas compris non plus qu'accepté qu'il veuille s'isoler.

– Par ailleurs, j'imagine que les gens du commissariat et toi avez examiné des problématiques qui concernent spécifiquement le milieu de travail.

– On a effectivement abordé divers maux et dysfonctionnements qui touchent plus ou moins de nombreuses organisations publiques dans le monde, mais qui affectent les administrations africaines de manière particulièrement marquée. Il y en a six qui m'apparaissent plus conséquents. Premièrement, les attributions des structures administratives sont mal définies, et la coordination est pratiquement inexistante, ce qui suscite des doublages et entraîne des conflits qui ne sont pas arbitrés. Deuxièmement, il n'y a aucune délégation de responsabilité aux échelons administratifs subalternes, et la moindre décision requiert la signature du ministre quand ce n'est pas celle du premier ministre ou même du président, ce qui a pour effet de produire un véritable goulot d'étranglement paralysant toute l'activité administrative. Troisièmement, les procédures administratives sont lentes, inadaptées et mises en œuvre de façon rigide et ritualisée, ce qui accroît l'inaction. Quatrièmement, le recrutement et la promotion s'effectuent beaucoup plus sur la base de critères d'appartenance familiale, communautaire ou ethnique, que sur celle de la compétence, ce qui fait que tout en étant relativement réduit, l'effectif est mal composé et mal déployé. Cinquièmement, les tâches sont peu ou mal définies et il règne une

absence quasi-totale d'encadrement, de contrôle et de sanction, ce qui entraîne un fort absentéisme et un profond désœuvrement. Enfin, sixièmement, la corruption est généralisée. Les fonctionnaires s'y adonnent pour arrondir leurs salaires, qui sont relativement faibles. Cependant, les usagers, qui la considèrent comme quasi-normale, y participent aussi, particulièrement les proches qui s'attendent à être favorisés.

– La combinaison de ces différents dérèglements doit être lourde de conséquences!

– Elle est effectivement source d'inefficacité et d'inefficience, et entraîne une perte de légitimité de l'État. La population se demande, à raison, à quoi sert l'État dès lors qu'il n'arrive plus à remplir minimalement ses missions.

– Tu as sans doute cherché à comprendre les raisons qui expliquent une telle situation, qui diffère tout de même passablement de la nôtre.

– Oui. Je crois d'ailleurs, qu'à moins d'être imbu d'un racisme qui explique cette différence par une infériorité présumée, on ne peut s'empêcher de le faire. Pour y arriver, je me suis attaché à comparer le parcours historique suivi par les sociétés africaines avec celui emprunté par les sociétés occidentales. Cette analyse comparative m'a particulièrement absorbé au cours des études doctorales en science politique que je poursuivais à l'époque. Car, parallèlement au travail que j'accomplissais à nouveau dans la fonction publique québécoise, j'étais revenu aux études. Mon séjour de trois ans à l'ENAP avait ranimé ma vieille ambition de devenir professeur d'université. Et en 1999, après avoir obtenu mon doctorat, j'ai eu la chance de revenir à l'École d'abord comme chargé de cours, puis comme professeur.

– C'est donc à titre de professeur que tu te retrouves à Bamako cette année.

– En effet. J'y suis pour dispenser le cours *Principes et enjeux de l'administration publique*. Ce cours, qui est obligatoire pour tous les diplômés de deuxième cycle offerts par l'École, est le premier dont j'ai eu la charge. Et comme il en va en milieu universitaire, j'ai pu l'élaborer à ma façon.

– Quels thèmes, quelles problématiques as-tu retenus?

– J'examine la question du néolibéralisme et les différentes conceptions qui s'opposent actuellement quant au rôle que l'État doit jouer et aux fonctions qu'il doit assumer. Et je traite bien sûr du *Nouveau management public* et des évolutions en cours des modes d'organisation et de fonctionnement des administrations publiques. Cependant, pour gagner en profondeur et élargir la perspective, j'explore d'abord les caractéristiques spécifiques de la société démocratique moderne, et je les compare avec celles des types de sociétés politiques qui l'ont précédée. J'aborde également les défis majeurs auxquels sont confrontés les États contemporains. Dont certains qui sont communs à l'ensemble des États, comme la mondialisation ou les difficultés d'intégration des nations dans un contexte de fortes revendications identitaires. Mais d'autres qui sont spécifiques à un groupe de pays, comme ceux qui tiennent à la transition vers la démocratie dans laquelle sont engagés de nombreux pays du Sud et de l'Est. Du fait d'avoir adopté cette approche à caractère général, je n'ai pas eu à modifier énormément mes contenus et mon matériel pour les adapter à la version que je présente ici au Mali.

– Je le comprends aisément. La perspective comparative que tu empruntes m'apparaît personnellement tout à fait appropriée à une juste compréhension des défis que rencontrent la plupart des sociétés non occidentales actuelles. Les multiples interven-

tions que j'ai réalisées dans des pays en développement au cours des trente dernières années m'en ont convaincu. Et comme je t'en ai déjà fait part lors d'une de nos étonnantes rencontres antérieures, j'ai élargi la notion de société politique, pour en venir à distinguer quatre univers sociohistoriques dans lesquels l'humanité a vécu jusqu'ici. À mon sens, ces univers se différencient à la fois par le type d'économie sur lequel ils sont fondés, leur forme d'organisation sociale et politique, la conception du monde et les valeurs qu'on y trouve, ainsi que le genre d'individus qui y sont modelés. Quant à l'univers moderne, je te rappelle que je l'appréhende comme la conjonction de trois processus, à savoir l'essor d'une économie capitaliste, la formation et la démocratisation d'États-nations, et l'individualisation des rapports sociaux. Ces trois processus, qui se renforcent les uns les autres, participent à l'avènement d'un nouvel ordre humain empreint des valeurs d'autonomie, de liberté et d'égalité.

— Pour autant que je m'en souviene, vous soutenez également que même si ces trois processus ont émergé en Occident, ils seraient aujourd'hui plus ou moins enclenchés dans la majorité des pays. Mais, est-ce vraiment le cas? Les sociétés non occidentales peuvent-elles véritablement s'inscrire dans ces trois processus constitutifs de l'univers moderne? Est-ce possible? Est-ce souhaitable? Serait-ce même incontournable?

— Au regard de ces questions, les avis sont fortement partagés. On peut, je pense, distinguer quatre conceptions qui s'opposent. Selon la première, qui a historiquement prévalu dans les milieux de la coopération au développement, le progrès vers la modernité serait inéluctable. S'il peut être freiné par certains manques ou des résistances, il serait également susceptible d'être favorisé. D'où les orientations de l'aide au développement qui s'est déployée à partir des années 1950 : depuis un soutien à la croissance par

l'apport de ressources financières et technologiques jusqu'à l'appui à l'émergence et à la consolidation d'une société civile vivante, en passant par le parrainage dans la mise en place de nouvelles institutions politiques et administratives. Par ailleurs, à compter des années 1970, cette conception modernisatrice a été remise en cause par les théories de la dépendance. Ces théories, qui dénoncent les rapports d'exploitation entretenus par le système capitaliste mondial, ont mis en évidence les conditions historiques de la domination du centre sur la périphérie, des conditions qui expliqueraient, pour l'essentiel, l'avance des uns et la stagnation ou le retard des autres.

– Ces deux premières conceptions me ramènent au débat qui s'était ouvert au Rallye Tiers-Monde Québec lorsque, jeune adulte, j'y militais. À l'encontre de ceux qui s'en tenaient à une stricte perspective d'aide ou de soutien au développement par l'apport de ressources financières et technologiques, nous étions alors quelques-uns à souhaiter sensibiliser la population étudiante québécoise quant aux effets de la domination néo-colonialiste exercée par l'Occident. Nous avons alors été largement influencés par les théoriciens de la dépendance, dont les ouvrages nous avaient appris à porter un regard plus critique sur les réalités du sous-développement. Du reste, leurs idées ne sont-elles pas toujours justes?

– Pour une part, assurément. Il est vrai que l'hégémonie planétaire exercée par l'Occident a pesé d'un poids terrible sur les autres sociétés. Il faut cependant préciser que cette mainmise sur le monde ne s'est déployée que dans les tout derniers siècles et suivant un parcours jalonné d'étapes fort distinctes. Je te rappelle qu'à la suite de la chute de l'Empire romain d'Occident, l'Europe avait pris un retard considérable par rapport à la partie orientale de l'empire et de l'Orient en général. Du Xe au XIVe siècle, la chrétienté latine a

d'abord investi les frontières que l'Europe connaît aujourd'hui, s'étendant vers le Sud, avec la *Reconquista* dans la péninsule ibérique et la conquête normande en Sicile, vers le Nord, avec l'intégration des peuples vikings, et vers l'Est, avec la colonisation germanique et l'inclusion de peuples slaves. L'expansion outre-mer qui débute au XVe siècle va par la suite permettre à l'Europe de fonder des comptoirs et de s'insérer dans les courants commerciaux eurasiens desquels elle avait été pratiquement absente pendant presque un millénaire. Toutefois, sa présence en Orient va devoir composer non seulement avec les États existants, mais aussi avec les organisations marchandes déjà en place, d'origine arabe, chinoise, indienne, juive ou persane. En revanche, il en sera tout autre à l'Ouest, avec la conquête des Amériques.

– Effectivement, il n'y aura là aucun compromis. Les Européens vont y imposer leur domination et y instaurer des rapports d'exploitation impitoyables.

– Absolument. Les Espagnols se sont d'abord livrés au pillage des métaux précieux accumulés par les sociétés amérindiennes au cours des siècles antérieurs, puis à l'exploitation des mines. L'arrivée massive d'or et d'argent d'Amérique va permettre à l'Europe d'intensifier son commerce avec l'Orient. Mais elle va aussi remodeler l'économie européenne en raison des dépenses colossales effectuées par les souverains espagnols dans le but d'établir leur hégémonie continentale. Or, ce sont les pays de l'Europe du Nord-Ouest qui seront les grands bénéficiaires de cette expansion commerciale. Les Pays-Bas, les Provinces-Unies, la Grande-Bretagne et la France vont alors entrer pour trois siècles dans un processus de croissance qui va conduire à terme à la naissance d'un nouveau capitalisme. Outre les mines, les plantations vont également jouer leur rôle en assurant à l'Europe un approvisionnement avantageux et continu en produits alimentaires, fibres végétales,

etc. De l'autre côté de l'Atlantique, la production de la richesse prendra un visage fort différent. Au départ, ce sont les Amérindiens qui seront forcés de travailler dans les mines et les plantations. Cependant, leur population s'effondrera littéralement en raison des conditions effroyables qui leur seront imposées, mais aussi, et surtout, des effets des maladies contagieuses contre lesquelles ils n'étaient pas immunisés. La solution au problème de main-d'œuvre sera fournie par la traite négrière.

– Ce qui va affecter profondément l'Afrique subsaharienne.

– Oui. Car, en plus de provoquer d'horribles souffrances aux esclaves eux-mêmes, la traite a eu des effets importants sur les sociétés africaines. Sur le plan démographique, la ponction opérée par la traite sur un continent déjà sous-peuplé a limité la croissance naturelle de la population, ce qui a sans doute entravé le développement de l'activité économique. Il faut savoir que les traites atlantiques effectuées sur près de 4 siècles par les Portugais, les Hollandais, les Anglais et les Français ont déporté un peu plus de 11 millions de captifs. Elles se sont ajoutées aux traites transsahariennes et de l'océan Indien réalisées en direction du monde musulman depuis le VIIe jusqu'au XXe siècle et dont le bilan quantitatif est estimé à 17 millions d'esclaves déportés. Sur le plan politique, la traite a donné lieu à la formation d'États d'un type nouveau, à la fois militaires et commerçants. Car les individus asservis provenaient pour l'essentiel de razzias et de prises de guerre effectuées par des pouvoirs africains qui en organisaient la vente.

– On peut se demander pourquoi les élites africaines ont répondu si facilement aux demandes extérieures en captifs.

– Plusieurs facteurs ont sans doute joué. D'abord, l'absence d'un sentiment d'appartenance à une même communauté africaine, au sein d'un monde où les barrières ethniques étaient puissantes.

En raison de leur parcours historique, les sociétés de l'Afrique subsaharienne ne se sont en effet pas donné d'identité commune avant le XXe siècle. Réduire en esclavage les membres d'une autre ethnie africaine n'était donc pas plus difficile, pour les habitants de l'Afrique noire, qu'il ne l'était, pour les Grecs anciens, d'asservir des non-Grecs, ou pour les Francs et les Scandinaves médiévaux d'asservir des Slaves. D'ailleurs, l'esclavage était une institution solidement enracinée en Afrique noire, comme il l'a été à certaines époques dans plusieurs autres régions du monde. Et puis, il faut voir que la traite était rentable pour les élites locales qui, du reste, n'étaient pas menacées par les Européens. Car la conquête et la colonisation des territoires africains ne se réaliseront pour l'essentiel que dans la seconde moitié du XIXe siècle.

— Soit à l'époque où l'expansion européenne a accouché d'un véritable impérialisme qui a touché tous les continents.

— Oui. Car l'impérialisme n'a pu s'affirmer qu'à partir du moment où la révolution industrielle a doté les pays européens d'une force militaire et de moyens de projection nettement supérieurs. L'Afrique et la plus grande partie de l'Asie ont alors été colonisées ou constituées en zones d'influence par un Occident dont la force était sans rivale, sauf au Japon. Et la violence s'est exercée non seulement au moment de la conquête, mais, plus tard, par l'usage de méthodes d'exploitation cruelles et le recours au travail forcé. Le processus de décolonisation s'engagera dans la seconde moitié du XXe siècle. Cependant, une nouvelle forme de domination se mettra alors en place, un néocolonialisme qui, sous hégémonie américaine, a touché tout autant l'Amérique latine que l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

– Au vu de cette histoire, on peut comprendre les griefs formulés à l'encontre des Occidentaux et le ressentiment éprouvé à leur égard.

– Tout à fait. Personnellement, il m'apparaît essentiel que les Occidentaux reconnaissent leurs responsabilités. Néanmoins, on ne saurait réduire la civilisation occidentale à sa seule dimension belliciste, non plus que tenir les Occidentaux pour coupables de tous les maux de la terre. Aujourd'hui, ce type de critique et de blâme se retrouve même en Occident, particulièrement aux États-Unis. Il est important de faire la part des choses. Il faut d'abord rappeler que l'Occident n'a pas eu historiquement le monopole de la violence, de la conquête et de la domination. Depuis les tout débuts de l'humanité, le rapport aux étrangers a toujours été marqué par la xénophobie et la violence. Bien sûr, cette attitude et ce comportement hostiles se sont manifestés de diverses manières. Ils ont été liés tantôt à une soif d'autarcie, tantôt à un désir de s'emparer d'un butin, tantôt à une volonté de fonder un royaume ou un empire. D'ailleurs, tous les grands empires ont été engendrés par la guerre, qu'ils aient été perse, égyptien, grec, chinois, romain, islamique, aztèque, inca ou autre. Et tous ont été à un moment ou l'autre conquis par des tribus ou des peuples guerriers, qu'ils aient été germanique, arabe, berbère, turque, mongol, mandchou ou espagnol. Des dizaines et des dizaines de millions d'êtres humains ont ainsi subi diverses formes de violence, de brutalité et de cruauté, dont l'esclavage a sans doute été l'une des plus extrêmes. Je te signale enfin qu'à l'instar des autres impérialismes modernes, l'impérialisme japonais qui a prévalu dans la première moitié du XXe siècle en Asie orientale a commis lui aussi ce même type d'atrocités.

– Tout cela est vrai. Mais ne peut-on penser que ce qui rend le colonialisme et le néocolonialisme d'origine occidentale particulièrement odieux, c'est le fait qu'ils aient été établis par des sociétés

qui se prétendaient porteuses des valeurs humanistes, dont le respect de la dignité humaine, la liberté et l'égalité?

— Assurément. Du reste, les Occidentaux, qui avaient une conscience plus ou moins confuse de cette contradiction, ont cherché à s'en défendre. On peut expliquer ainsi la montée du racisme qui a notablement imprégné les sociétés occidentales entre 1860 et 1945. L'humanité étant soi-disant subdivisée en races pourvues d'aptitudes différentes en raison de leur biologie, il devenait légitime que l'homme blanc gouverne et assume le devoir de civiliser les autres races. Bien sûr, il est vrai que certaines forces sociales européennes ont dénoncé et combattu les exactions et l'absence des libertés publiques dans les colonies. Mais il reste malgré tout saisissant de constater que même dans la seconde moitié du XXe siècle, au moment où elles venaient tout juste de se soustraire au joug nazi et où elles évoluaient à l'interne vers un État plus démocratique et plus social, plusieurs des anciennes puissances coloniales refusaient toujours de renoncer à la domination sur leurs colonies. Il en a été ainsi par exemple de la Hollande et de la France, qui se sont enlisées dans des guerres atroces et rétrogrades, la Hollande en Indonésie, la France en Indochine, puis en Algérie.

— Heureusement, ces guerres ont été vouées à l'échec, et le processus de décolonisation est allé jusqu'à son terme. Toutefois, comme vous l'avez évoqué, l'accession à l'indépendance s'est faite dans un contexte international assez peu favorable au développement.

— En effet. Certes, du fait de l'influence de progressistes soucieux de solidarité et de justice, mais aussi de la crainte de certains qu'ils ne basculent dans le camp soviétique, les pays du tiers-monde ont bénéficié d'une aide de la part des agences internationales et des États occidentaux. Cependant, ils ont été confrontés à

des barrières limitant l'exportation de leurs produits agricoles ou industriels vers les pays du Nord et à une détérioration continue des termes de l'échange de leurs produits. Et si plusieurs d'entre eux ont profité de facilités d'emprunt, notamment à la suite de la flambée des pétrodollars, ils se sont malheureusement enlisés dans une économie de la dette. En conséquence, malgré les plans de rééchelonnement ou ceux, plus tardifs, de réduction des dettes, les transferts du Sud vers le Nord liés au paiement de la dette ont été massifs. De plus, ces plans ont été assortis de conditionnalités drastiques, contraignant les gouvernements à l'austérité budgétaire, au retrait de l'État, à la libéralisation des marchés et aux privatisations. Or, ces mesures, prônées par les néolibéraux, étaient totalement inadaptées à des pays qui se trouvaient aux premières phases du développement. En fait, les pays qui ont réussi à assurer le décollage de leur économie ont adopté des politiques extrêmement différentes, sinon opposées, qui leur ont permis de tirer parti de l'accélération de la mondialisation.

– Ce que les théories de la dépendance n'avaient absolument pas prévu.

– Effectivement. On peut sans doute comprendre qu'elles n'aient pas anticipé l'avancée de la globalisation des marchés et de la production. Cependant, elles ont eu tendance à transformer les périphéries en victimes passives du système capitaliste mondial. Or, la montée des dragons asiatiques puis celle des pays émergents ont démontré que l'essor d'une économie tient à des facteurs externes, mais également, et pour une grande part, à des facteurs internes. Leurs succès apparaissent d'abord comme le résultat de l'action d'un État volontariste et pragmatique, capable d'élaborer des stratégies judicieuses et d'en assurer l'application en coordonnant les élites et en mobilisant sa société. Une telle approche présuppose évidemment un certain nombre de caractéristiques, notamment une

forte cohésion sociale, une fonction publique compétente, une propension à l'épargne et à l'investissement, un rapport positif au travail et une aptitude à s'appropriier les connaissances scientifiques, technologiques et organisationnelles développées à l'étranger.

— Il m'apparaît évident que les possibilités concrètes d'assurer son émergence économique, et le rythme suivant lequel cette émergence peut se faire vont beaucoup varier d'une société à l'autre selon les particularités qu'elles ont héritées de leur parcours historique. La comparaison entre ce qui se passe dans plusieurs pays asiatiques et ce que j'ai pu observer ici au Mali et ailleurs en Afrique l'illustre très bien. Mais qu'en est-il de l'acquisition des formes politique et sociale que vous associez à la modernité? Quid de la démocratisation et de l'individualisation?

— Ta question nous amène à la troisième conception relative à l'inscription dans l'univers moderne. Cette conception, apparue dans les années 1980, est le fruit d'efforts d'un bon nombre de chercheurs qui visaient à cerner le caractère propre à la modernité et les raisons pour lesquelles cette modernité a émergé dans la civilisation occidentale et uniquement dans celle-ci. En allant au-delà d'une perspective qui limite la modernité à ses aspects matériels et techniques, et en considérant son enracinement historique, ces chercheurs en ont révélé la profondeur et la cohérence. Cependant, à force d'explorer le parcours occidental dans sa spécificité, d'aucuns en sont venu à appréhender la modernité comme un fait culturel ou civilisationnel.

— Si c'était le cas, cela voudrait dire qu'il est impossible pour les sociétés autres qu'occidentales de s'inscrire pleinement dans la modernité, à moins de s'occidentaliser!

— Cette conclusion a effectivement été adoptée par plusieurs. Certains, à la façon de Samuel Huntington, en ont tiré l'idée

d'un fossé infranchissable entre les civilisations. D'autres en ont fait un argument de lutte contre l'impérialisme culturel occidental. En réponse aux humiliations infligées par la domination occidentale, ceux-là ont souvent tendance à glorifier un passé plus ou moins revisité dans le but d'affirmer et de réhabiliter leur identité. L'afrocentrisme est un bon exemple de discours de résistance identitaire. Ce courant pseudo-historique a été développé en Afrique subsaharienne et dans la communauté noire américaine. Il a construit toute une mythologie selon laquelle l'Égypte ancienne, une Égypte noire, aurait été à l'origine, entre autres, des réalisations culturelles attribuées aux Grecs, ainsi que de la découverte des Amériques près de deux millénaires avant Christophe Colomb. Suivant la thèse du complot blanc, ces apports de l'Afrique noire auraient évidemment été occultés par les historiens occidentaux. Cette tendance à embellir et à exalter le passé est tout aussi présente dans différents fondamentalismes. Il en est ainsi du fondamentalisme arabe, qui vise à laver l'humiliation et à restaurer la grandeur de la civilisation arabe. L'asiatisme, qui prône le retour aux traditions confucéennes, est un autre exemple de sacralisation des traditions.

– Ce dernier courant a sans doute à voir avec le développement et la montée en puissance de l'Asie orientale.

– Tout à fait. La théorie sur laquelle il se fonde a d'abord été formulée à Singapour à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Postulant une incompatibilité entre les valeurs asiatiques et la démocratie, elle a été élaborée pour justifier un modèle de gouvernance dirigiste et autoritaire. Elle a inspiré par la suite nombre de pays de la région. Fait plus surprenant, elle est devenue aujourd'hui un thème central de la propagande officielle en Chine. Cela aurait été absolument inconcevable à l'époque où régnait le maoïsme, qui rejetait en bloc le passé impérial de la Chine. Mais, aujourd'hui, le discours du parti-État fait l'apologie des valeurs de

la civilisation chinoise qui, comparées aux valeurs occidentales modernes, accorderaient la préséance au groupe social, à la responsabilité et au devoir, plutôt qu'à l'individu, à la liberté et aux droits. D'où la juste opposition du parti-État aux soi-disant valeurs universelles, à la démocratie et aux droits de l'homme. Au surplus, la civilisation chinoise serait de nature essentiellement pacifique et tolérante, ce qui justifierait le fait qu'elle devienne le socle d'un nouvel ordre mondial. Manifestement, ce plaidoyer falsifie une histoire qui a vu l'empire chinois recourir à la force comme n'importe quelle autre puissance lorsqu'il jugeait sa domination remise en cause ou ses intérêts menacés. Et il écarte évidemment le recours à la force qui se renouvelle aujourd'hui au Xinjiang et au Tibet, où des minorités nationales font l'objet d'entreprises de sinisation à marche forcée sinon génocidaires.

— Le refus que les autocrates opposent au respect des droits et libertés et à la démocratie s'explique aisément. Mais que répondre à ceux qui, avec raison, craignent l'impérialisme culturel occidental?

— Il n'est pas contestable que l'Occident a forgé la modernité, et qu'il y est parvenu à travers une trajectoire singulière. Pour autant, cela ne veut pas dire que la modernité est par essence occidentale. Cette quatrième conception, que je défends personnellement, suppose qu'à l'instar des univers sociohistoriques qui l'ont précédée, la modernité est de nature transculturelle. Et que les processus qui la constituent sont universalisables au sens où ils peuvent être appropriés et accommodés par une pluralité de cultures et de civilisations. De même qu'il y a eu une multiplicité de cultures parmi les sociétés primitives et un grand nombre de cultures et de civilisations parmi les sociétés néolithiques et aristocratiques qui leur ont succédé, de même y a-t-il non pas une, mais des modernités. Il en est déjà ainsi des sociétés modernes occidentales qui se

distinguent non seulement par la forme de capitalisme qui y prédomine, mais plus globalement par les types de gouvernance et de culture politique qu'on y retrouve. L'éventail est large depuis l'État minimal à l'américaine qui accorde un rôle déterminant aux marchés, jusqu'à l'État stratège plus interventionniste à la française, en passant par l'État de type facilitateur à la scandinave, qui aide les groupements de la société civile à se structurer et qui les soutient afin qu'ils exercent des fonctions qui seraient autrement revenues à l'État ou au marché.

– Cependant, les processus constitutifs de la modernité ne s'engagent pas tous de la même manière et n'évoluent pas tous à la même vitesse.

– C'est juste. Sur le plan économique, l'esprit du capitalisme se diffuse rapidement par le monde et les techniques de production, de gestion et d'échange, basées sur le développement scientifique, deviennent graduellement le patrimoine de l'humanité. Cependant, cela génère incontestablement des dynamiques paradoxales. Comme les pays émergents nous en font de nouveau la démonstration, le décollage économique offre des opportunités d'accomplir des progrès considérables dans la lutte contre la pauvreté ainsi que dans les domaines de la santé et de l'éducation. Toutefois, un tel décollage présuppose le plus souvent une oppression et une exploitation éhontée des ouvriers, engendre de fortes inégalités et provoque une pollution désastreuse de l'environnement. En outre, dans un contexte d'économie globalisée, les marchés peu régulés favorisent tout autant le décollage que le déclin industriel ou la stagnation et déclenchent par leur démesure des crises économiques dévastatrices. Autant le capitalisme procure une efficacité matérielle indiscutable comme mode de production de la richesse sociale, autant il exerce un pouvoir destructeur lorsqu'il est laissé à lui-même.

— Si l'on considère maintenant la dimension politique, il est clair que l'État-nation comme régime de souveraineté territoriale s'est généralisé à l'échelle du globe. Néanmoins, il n'en est vraiment pas de même de la démocratisation.

— En effet. La démocratisation se heurte le plus souvent à de fortes résistances et elle ne peut progresser que lentement. On trouve un peu partout dans le monde de nouvelles générations d'intellectuels et de militants qui veulent en finir avec un pouvoir autoritaire et réclament l'instauration d'un État de droit et démocratique. Mais pour qu'un tel changement se réalise, certaines conditions doivent être réunies au-delà de la crise ou de la déroute du régime en place. D'abord, la reconnaissance par une vaste majorité de la population d'une appartenance à une même communauté politique, englobant les diverses affiliations particulières. Ensuite, la capacité et la volonté des élites de faire des compromis, permettant au jeu politique démocratique de s'engager et de transformer graduellement les ennemis en adversaires. Enfin, l'existence d'une société civile capable d'agir comme force de proposition et de résistance à l'État. Éventuellement, la formation d'une telle société civile peut être favorisée par les transformations impulsées par le développement économique. Car l'industrialisation, les mouvements de main-d'œuvre, les déplacements de population, l'urbanisation et l'éducation modifient non seulement les modes de vie, mais également les mentalités et les rapports de solidarité.

— Ces diverses modifications doivent à leur tour stimuler le processus d'individualisation!

— Oui. Puisque même si ce processus opère de manière plutôt lente et discrète, il reste que les développements économiques, politiques et sociaux qui le précèdent et l'accompagnent concourent à faire de l'individu l'unité de base de la société. Or, c'est bien en ce

sens que l'on parle ici d'individualisme. Il s'agit d'un individualisme sociologique, qui doit être clairement distingué tout autant de l'idéologie individualiste qui considère l'individu et ses droits comme supérieurs à ceux de la société que de la tendance égoïste, mais souvent dite individualiste, à tout subordonner à ses intérêts propres. Le processus d'individualisation tient donc au fait que les diverses sphères d'activité se différencient, et que dans chaque domaine, l'acteur effectif tend à devenir l'individu. Ainsi, l'agent politique devient le citoyen, que l'État rejoint dorénavant sans médiation par la famille, le village ou le clan. Il en va de même sur le plan économique où se distinguent le salarié et le consommateur. Pareillement sur le plan religieux, où le croyant peut choisir son église. Comme les cercles de socialisation et les appartenances se diversifient, l'individu est entraîné à prendre conscience qu'il est un acteur individuel et à opérer ses propres choix. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'individualisation revêt elle aussi un caractère ambivalent. Elle est assurément un vecteur de libération de l'initiative individuelle et d'émancipation des individus du carcan des traditions et de toutes les figures de la dépendance sociale. Mais elle constitue également un facteur de fragilisation ou d'insécurisation en rendant chacun plus comptable de son avenir, et ce, quel que soit le niveau de ressources dont il dispose.

– Chacun des trois processus constitutifs de la modernité revêt donc un caractère ambivalent. Puisque, comme vous l'avez déjà souligné, c'est aussi le cas de l'État-nation démocratique, qui crée et protège des droits civils, politiques et sociaux, mais qui renferme toujours la menace potentielle d'un nationalisme étroit, xénophobe et agressif. Où cela peut-il nous mener?

– La modernité devant se poursuivre dans un avenir prévisible, les contradictions qui lui sont inhérentes vont assurément continuer à jouer sinon à s'accumuler. En revanche, la crise environne-

mentale, l'accroissement des tensions sociales et l'intensification des guerres pourraient éventuellement susciter des transformations imprévisibles. Et puis, on peut imaginer que notre monde interconnecté va se réorganiser autrement une fois terminée la domination occidentale ou américaine. Car nous sommes loin de connaître toute la variété des modulations que les processus constitutifs de la modernité pourront emprunter en raison des différences culturelles et civilisationnelles qui participent à les réinventer.

Exprimée au moment où nous arrivions devant le Grand hôtel, cette note d'espoir m'est apparue bien fragile dans ce Bamako que je savais aujourd'hui envahi par les militaires maliens et les mercenaires russes.

TABLEAU 6

Lorsque j’y montai, le train de passagers était à l’arrêt sur une voie d’évitement située en plein champ. Il lui fallait sans doute laisser passer un train de marchandises venant de Québec. Car, suivant la règle qui s’applique dans le système ferroviaire canadien, la priorité sur les voies uniques est accordée au fret plutôt qu’aux voyageurs. L’obscurité était déjà passablement dense, et par la fenêtre de la voiture, je distinguais à peine la poudreuse qui tourbillonnait à travers les grandes herbes jaunies fouettées par le vent. On était apparemment au cœur de l’hiver. Ayant fait quelques pas le long du couloir, je m’arrêtai près de lui. Absorbé dans ses pensées, il mit un certain temps avant de sentir ma présence et d’enlever son casque d’écoute.

- Tu as l’air bien songeur! Qu’est-ce qui t’habite ainsi?
- J’étais tout bonnement à revoir le film de ma journée.
- Une journée particulière?
- Absolument.
- Tu veux bien me raconter?

– Volontiers. Comme je devais prendre le premier train pour Montréal, ma journée a commencé tôt, bien avant l’aurore. J’étais un brin fébrile, et j’ai passé les quelque trois heures du trajet à lire et relire les notes que j’avais préparées. C’est que j’avais été invité par Pauline Marois, chef du Parti québécois, à participer à une journée de réflexion regroupant une dizaine de députés de son équipe. En arrivant dans les locaux de la Société Saint-Jean-Baptiste, je me suis donc retrouvé en compagnie des Louise Beaudoin, Pierre

Curzi, Bernard Drainville, Nicolas Girard, Nicole Léger, Agnès Maltais, et quelques autres. Nous étions quatre intervenants : Louis Bernard, Jean-François Lisée, Guy Lachapelle et moi. Chacun avait à présenter les enjeux de société qui lui apparaissent majeurs et qui devraient à son avis donner lieu à des énoncés de projets prioritaires lors de la prochaine campagne électorale. Pour ce faire, chacun disposait d'une plage d'une heure trente, vingt à trente minutes pour exposer son point de vue et une heure pour dialoguer avec les participants.

– Je conçois aisément les raisons qui ont pu motiver madame Marois à recourir à un illustre secrétaire général du gouvernement, à un brillant journaliste, écrivain et conseiller des premiers ministres Parizeau et Bouchard, ainsi qu'à un professeur de science politique réputé, qui a en outre été candidat à des élections antérieures pour le Parti québécois. Mais sans vouloir t'offusquer, qu'est-ce qui a pu mener madame Marois à faire appel à toi?

– Je ne me sens pas du tout offusqué. Je vous explique. Depuis quelques années, en collaboration avec deux autres chercheurs et un ancien haut fonctionnaire, je mène une réflexion sur les moyens d'élargir la participation citoyenne au Québec. Cette voie nous apparaît prometteuse. Aussi bien pour surmonter la démocratie négative ambiante et vaincre l'impuissance politique qu'elle génère, que pour mobiliser les acteurs collectifs autour d'enjeux stratégiques et dégager des compromis permettant d'établir un nouveau contrat social axé sur le long terme. Selon nous, conjuguer la démocratie participative avec la démocratie représentative peut permettre de dépasser autant les conflits sociaux à la française que le lobbyisme à l'américaine. Historiquement, le Québec a connu diverses formules de concertation. Et il a été à l'avant-garde dans l'implantation de mécanismes de consultation, en matière d'audiences publiques en environnement, par exemple. Malheureu-

sement, à partir de 2003, le gouvernement Charest a mis en veilleuse ou carrément aboli plusieurs lieux de concertation qui avaient été antérieurement institués. Et depuis lors, le Québec n'a pas participé au courant d'expérimentations qui a prévalu ailleurs. Nous inspirant des mécanismes participatifs mis en place dans certaines sociétés comparables au Québec, nous avons imaginé un dispositif de débat public sur les grandes orientations de société. Mais pour que ce dispositif ait des chances d'être expérimenté, il nous faut bien sûr convaincre un parti politique de s'en faire le promoteur. On ne peut évidemment compter sur le Parti libéral de Jean Charest non plus que sur l'Action démocratique du Québec de Mario Dumont. Ces deux partis n'en ont que pour les libertés individuelles et la démocratie représentative. Ils refusent d'ailleurs toute légitimité à la société civile.

– Il en va différemment du Parti québécois.

– Effectivement. Étant d'orientation social-démocrate, le PQ s'est montré historiquement ouvert à la concertation et au dialogue social. Or, l'un d'entre nous connaît bien Pauline Marois, pour l'avoir côtoyée précédemment au sein de l'appareil gouvernemental. Aussi, avons-nous eu la chance de la rencontrer à deux reprises au cours de la dernière année. D'un abord facile et d'une écoute très attentive, elle s'est montrée réceptive à notre projet.

– Et en ce début d'année 2010, elle t'a donc convié à ce séminaire. Je vois. Dis-moi, comment ta propre intervention s'est-elle déroulée?

– Pour capter l'attention et mettre à profit l'expertise que l'on peut me reconnaître en raison de mes recherches et de mes publications antérieures, j'avais choisi de commencer par un examen des tentatives de réforme engagées par le gouvernement Charest. Mais j'ai senti le besoin de rappeler préalablement le contexte

idéologique dans lequel ces tentatives ont été entreprises. Depuis les années 1990, l'État québécois et son administration publique essayaient de nombreuses critiques. Un bon nombre de journalistes, incapables de nuances et versant dans le sensationnalisme, n'en avaient que pour les déficiences et les défaillances des institutions québécoises, les amplifiant constamment de façon partielle. À les entendre ou à les lire, on pouvait penser que le Québec était la société la plus mal dotée en Amérique du Nord sinon en Occident, et ce à tous les plans, éducatif, de la santé, économique, politique, de la qualité de vie, etc. On se serait cru en France, où l'autodénigrement est un sport national. De leur côté, deux des principaux partis politiques, l'Action démocratique du Québec et le Parti libéral, proposaient une série de mesures visant à reprofiler le modèle québécois pour l'aligner sur le modèle dominant en Amérique du Nord.

– Tu crois que la position de l'ADQ tient au fait que c'est un parti de création récente?

– D'une certaine façon, oui. En ce sens qu'il est dirigé par des membres de la génération qui a subi de plein fouet certains effets de la crise économique qui a touché nos économies dans les années 1980-1990. Eux ou leurs proches ont été en proie à des taux de chômage élevé, à la difficulté à décrocher un emploi correspondant à leur formation, à des iniquités intergénérationnelles dans les conditions de travail, etc. Ces militants, accusant, à tort, les politiques publiques mises en œuvre par les babyboomers d'être responsables de cet état de fait, ont formulé des propositions de changement relativement radicales.

– Seulement, lors des élections de 2003, la majorité de la population a refusé d'entériner un tel programme.

— En effet. Toutefois, s'étant bien gardée de l'annoncer durant la campagne, une autre équipe, celle du gouvernement libéral de monsieur Charest, va tenter de l'appliquer. Ayant appris de sa défaite de 1998 que la majorité tenait encore au modèle de gouvernance mis en place dans les années 1960, Jean Charest avait dissimulé son ambition. Mais sitôt élu, il va tenter de la réaliser. Pour justifier son orientation, le nouveau gouvernement va commander une série d'analyses, qui s'avèreront le plus souvent incomplètes sinon erronées. Procédant, par exemple, à une comparaison entre le Québec et l'Ontario, ces analyses vont s'arrêter à un instantané montrant les retards que connaissait encore le Québec dans plusieurs domaines, en négligeant non seulement les raisons explicatives de ces retards, mais surtout le fait qu'ils étaient depuis quelques décennies en voie d'être graduellement comblés. À l'encontre de la vérité, mais en accord avec leur idéologie, les gouvernementaux en ont conclu que le modèle québécois avait desservi le Québec.

— L'équipe Charest n'était tout de même pas la première à soutenir une telle conclusion.

— On a effectivement connu un précédent dans les années 1980, soit à l'époque où le Québec, comme les autres États, était aux prises avec la crise structurelle qui affectait l'économie mondiale. Plusieurs se sont alors interrogé sur la pertinence de revoir la place et les modes d'action d'un État qui, depuis les années 1960, exerçait un leadership vigoureux dans les domaines économique, social et culturel. Car l'élargissement du rôle de l'État qui était intervenu dans le cadre de la Révolution tranquille n'avait pas été sans conséquences. On pouvait noter, entre autres, une augmentation substantielle des dépenses publiques, un accroissement du déficit et de la dette, une bureaucratisation de l'administration publique, une centralisation accrue et une dépendance croissante des citoyens envers

l'État. Le débat était polarisé entre, d'une part, des syndicats repliés sur une stratégie défensive et, d'autre part, des milieux d'affaires atteints par la montée du paradigme néolibéral. C'est dans ce contexte que certains ministres, provenant de ces milieux d'affaires et membres de la nouvelle équipe gouvernementale arrivée au pouvoir en 1985, vont prôner un retour à l'État minimal. Le Québec aurait alors pu connaître une réforme radicale à l'anglo-saxonne, incluant un allègement de l'appareil de l'État, des déréglementations économiques, des coupures dans les programmes sociaux et une privatisation des sociétés d'État.

– Mais tel n'a pas été le choix.

– Non. Car conscients du poids du modèle de gouvernance existant et appréhendant un conflit social majeur, le premier ministre Bourassa et plusieurs de ses ministres séniors ont pris leur distance à l'égard du changement projeté par certains de leurs confrères. Il y a bien eu quelques privatisations, mais les premières années du nouveau gouvernement ont été surtout marquées par un certain attentisme. Il faut dire qu'en raison de l'Accord du lac Meech, la question constitutionnelle requérait alors toute son attention. De plus, la situation québécoise, comme la situation canadienne d'ailleurs, ne présentait pas le caractère d'impasse que connaissaient des pays comme la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni. En 1994, Daniel Johnson, devenu premier ministre à la suite de la démission de Robert Bourassa, aurait bien voulu amorcer un véritable virage néolibéral. Toutefois, battu aux élections tenues en septembre de cette année-là, il n'en a guère eu le temps. Il laissera la direction du parti en 1998, mais non sans s'assurer d'un successeur partageant son dessein.

– Un successeur qui ne sera autre que Jean Charest. Mais avant d'en venir à lui, n'y a-t-il rien à dire des orientations des

gouvernements péquistes qui ont été en fonctions entretemps, de 1994 à 2003?

— Comme on ne saurait l’oublier, les efforts du gouvernement de Jacques Parizeau ont été consacrés pour l’essentiel à la tenue d’un second référendum portant sur le projet de souveraineté du Québec. Un référendum à propos duquel je ne peux m’empêcher de vous rappeler qu’il a été perdu notamment en raison des magouilles antidémocratiques et de la propagande insidieuse auxquelles s’est livré le camp fédéraliste. Comme bien d’autres, j’en ai été écœuré. Mais pour en revenir à l’action du gouvernement Parizeau, il faut néanmoins noter la mise en place de nouveaux arrangements institutionnels qui ont permis à terme de redéfinir, en partie tout au moins, la relation entre l’État et la société civile. Les associations et les groupes communautaires vont graduellement se joindre aux milieux syndicaux et patronaux dans plusieurs lieux de concertation et intervenir de plus en plus en partenariat avec les services publics. Il faut dire que la profonde récession du début des années 1990 avait poussé les acteurs collectifs à s’ouvrir davantage à de nouveaux compromis.

— Je me souviens qu’après la démission d’un Jacques Parizeau remâchant son amertume, le gouvernement de Lucien Bouchard a cherché à poursuivre cette transition vers un État plus ouvert à la société civile. Mais cette démarche n’a-t-elle pas été compromise par la lutte au déficit dans laquelle il s’est engagé ?

— Il est vrai qu’en 1996, face à une conjoncture budgétaire difficile, notamment en raison de la croissance du taux de chômage et de l’endettement public ainsi que de la diminution des transferts fédéraux, le gouvernement Bouchard a décidé de s’attaquer au déficit. Néanmoins, il s’y est pris d’une manière beaucoup moins impérieuse ou autoritaire que celle qu’ont employée de trop nom-

breux États. Il s'est plutôt efforcé d'obtenir un consensus le plus large possible sur les moyens à prendre pour redresser les finances publiques et relancer l'économie du Québec. Deux sommets nationaux ont été tenus à cet effet, regroupant des représentants des milieux patronaux, syndicaux, associatifs et communautaires. Malgré les insatisfactions de quelques groupes, une optique de donnant-donnant s'est imposée, et les compromis qui s'en sont dégagés ont fait la différence. Non seulement l'équilibre budgétaire n'a pas été atteint par le moyen d'une élimination partielle ou totale de programmes sociaux. Mais, au contraire, on a assisté à la création de nouveaux programmes, particulièrement en matière de politique familiale et de soutien à l'action communautaire et à l'économie sociale, ainsi qu'à l'adoption de nouvelles lois, touchant, par exemple, l'équité salariale. La stratégie déployée a plutôt consisté pour l'essentiel à réduire la masse salariale, par un gel des salaires, mais également par une politique d'incitation aux départs volontaires.

– Une politique qui a pourtant entraîné des conséquences très néfastes.

– En 1997-1998, on a effectivement assisté à plus de 33 000 départs de l'administration publique québécoise, soit deux fois plus que prévu. Dans certains secteurs, les départs ont causé une perte importante d'expertise. Le réseau de la santé et des services sociaux a été particulièrement touché, subissant une hémorragie d'infirmières et de médecins. Et, malencontreusement, cela s'est produit au moment même où le gouvernement procédait à une nécessaire reconfiguration du système de santé. Vers la fin de la période, le gouvernement a également eu le courage d'effectuer une restructuration du monde municipal, qui s'avérait indispensable bien que controversée. Enfin, en 2000, il a engagé une importante réforme de la fonction publique afin d'en améliorer la gestion et d'accroître la

qualité des services qu'elle assure. Dans l'ensemble, malgré certaines difficultés de parcours, les divers changements introduits par le gouvernement péquiste ont été menés à bien.

– Il en sera tout autrement avec le gouvernement Charest qui s'installe en avril 2003!

– En effet. Dès son entrée en fonctions, ce gouvernement accumule les bourdes. Se méfiant des hauts fonctionnaires en poste tout autant que des anciens conseillers libéraux, et n'écoulant que les jeunes inexpérimentés peuplant leurs cabinets, le premier ministre et ses ministres multiplient les maladresses. Ils annoncent tour à tour la réalisation précipitée de changements majeurs puis, à la suite de fortes résistances exprimées par la population, leur annulation. Même les personnes âgées vont se retrouver dans la rue.

– D'où provenait cette double méfiance?

– La méfiance à l'égard des administrateurs d'État tenait à la méconnaissance de la culture administrative prévalant dans la fonction publique québécoise. Car, dans celle-ci, contrairement à ce qui a parfois eu cours dans la fonction publique fédérale qu'avait antérieurement fréquentée monsieur Charest, les administrateurs d'État ne se reconnaissent pas une légitimité propre et sont en général respectueux de la volonté des élus. Quant à la méfiance à l'égard des anciens conseillers séniors de l'ère Bourassa, elle s'expliquait par une volonté de rupture avec le modèle québécois de gouvernance. Convaincu que ledit modèle était non seulement inefficace mais ruineux pour le développement du Québec, monsieur Charest a fixé comme priorité de revoir de fond en comble les structures de l'État et les programmes gouvernementaux. C'est la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, qui allait piloter ce projet de « réingénierie » de l'État. Épouse de Claude Forget, un membre de l'équipe gouvernementale libérale qui, en 1985, avait

prôné sans succès un retour à l'État minimal, elle allait tenter de réaliser cette réforme radicale.

– Cette tentative va pourtant faire long feu.

– Oui. De façon assez stupéfiante, madame Jérôme-Forget va imposer aux ministères une revue générale de leurs programmes qui devait être effectuée en quelques mois seulement. Non seulement le temps imparti était tout à fait insuffisant, mais l'objectif poursuivi était totalement irréaliste. Tout en se pliant à l'exercice, et en notant les quelques suppressions de programmes pouvant être opérées sans trop d'inconvénients majeurs, les ministères ont donc fait connaître les impacts négatifs prévisibles des autres retraits possibles de l'État en matière de sécurité, de santé, d'éducation, de développement économique, d'occupation du territoire, de développement culturel, etc. Mécontente de ces résultats plus que modestes, madame Jérôme-Forget va repousser l'échéance en exigeant une reprise plus *sérieuse* des analyses. Mais, finalement, après deux reports, la résistance du réel l'emportant, elle va présenter au printemps 2004 un plan de modernisation s'inscrivant beaucoup plus en continuité qu'en rupture avec les efforts conduits par le gouvernement précédent. Ce plan mettra simplement l'accent sur le déploiement du gouvernement en ligne, l'intégration des services administratifs ainsi que la diminution et le renouvellement de l'effectif.

– Finalement, les programmes gouvernementaux ont donc été relativement peu affectés. Qu'est-il advenu de la volonté du gouvernement d'alléger les structures?

– Les analyses commandées par madame Jérôme-Forget affirmaient, à tort, que l'on trouvait beaucoup plus d'organismes dans la fonction publique québécoise que dans les fonctions publiques des autres provinces canadiennes. Aussi, la ministre va-t-elle introduire un processus de réévaluation systématique de la

pertinence des organismes. Cependant, du fait que les organismes ont été généralement créés pour des raisons non seulement valides mais pérennes, le processus en question n'aboutira qu'à quelques fermetures et fusions de toutes petites entités. D'autre part, la ministre va créer l'Agence des partenariats public-privé du Québec dans le but de promouvoir cette pratique censée favoriser un meilleur respect des délais et des budgets prévus tout en permettant l'apport de capitaux et de savoir-faire provenant du secteur privé. Mais, ainsi qu'allaient le démontrer ultérieurement certains dérapages majeurs intervenus lors de la construction d'infrastructures routières, cette avenue comportait de sérieux dangers tels la perte d'expertise des services publics et la dépendance de l'État vis-à-vis du marché, des inconvénients qui entraînent une augmentation des coûts sinon des magouilles et des exactions.

– Et que dire de l'action du gouvernement Charest en matière de développement économique?

– Là aussi, un renversement assez spectaculaire s'est produit. Au départ, convaincue que l'État devait se retirer afin de laisser jouer la concurrence et les marchés, l'équipe Charest a eu la velléité de rompre avec l'interventionnisme et la concertation. Mais la récession survenue à la suite de la crise financière déclenchée aux États-Unis en 2008 va la pousser à en redécouvrir les vertus. Normalement, l'économie québécoise, une économie extrêmement ouverte et fortement connectée à l'économie américaine, aurait dû être atteinte de plein fouet. Pourtant, elle a été relativement moins affectée que celles de plusieurs autres provinces canadiennes et de nombreux pays étrangers.

– À quoi cette conjoncture comparativement exceptionnelle tenait-elle?

– Pour une part, à une heureuse coïncidence. Le gouvernement était en effet prêt à mettre en œuvre un programme d'investissements majeurs de plusieurs dizaines de milliards de dollars dans les infrastructures publiques au moment même où la crise s'aggravait. Il avait été pressé d'agir en ce sens à la suite de l'effondrement d'un viaduc sur un boulevard urbain, intervenu en septembre 2006 et ayant entraîné la mort de cinq personnes. Cet accident spectaculaire avait mis en évidence l'état déplorable de nos infrastructures, dont le renouvellement avait été sacrifié sur l'autel de la lutte aux déficits publics au cours des décennies précédentes. Ainsi, alors que la crise prenait de l'ampleur et que commençaient les fermetures d'usines, les appels d'offres ont pu être lancés pour mettre en chantier plusieurs grands travaux de construction d'infrastructures. Et, bien sûr, la main d'œuvre licenciée a pu être employée dans ces projets. Toutefois, outre cette heureuse coïncidence, la capacité de résistance de l'économie québécoise a résulté aussi, et peut-être surtout, de sa diversification. Une diversification qui s'est réalisée graduellement grâce à l'action de l'État qui, pendant des décennies, a soutenu le développement de grappes industrielles dans des secteurs de pointe, comme l'aérospatial, le pharmaceutique, et les technologies de l'information et de la communication, et qui a favorisé l'essor de l'économie coopérative et sociale.

– La crise va donc inciter le gouvernement Charest à s'en rendre compte.

– Effectivement. D'abord sous la pression de l'opinion publique, puis avec l'arrivée de nouveaux ministres plus ouverts à ces perspectives, le gouvernement va se mettre à considérer l'interventionnisme et la concertation avec des yeux neufs. Les sociétés d'État, qui avaient été mises à l'écart pendant un certain temps, parce que jugées pléthoriques, inefficaces, voire inutiles dans une économie libérale moderne fondée sur le libre marché, ont été de nouveau

largement utilisées. De 2008 à 2010, pour pallier le manque de liquidité vécu par de nombreuses entreprises, le gouvernement a consenti des prêts et pris des participations par l'entremise de deux de ses sociétés d'État. Et en association avec la Caisse de dépôt et de placement du Québec, le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec et le secteur privé, il a également contribué au financement de fonds sectoriels de capital de risque. En matière d'emploi, les actions les plus déterminantes ont été réalisées dans le cadre d'un plan convenu avec les acteurs rassemblés au sein de la Commission des partenaires du marché du travail du Québec. Cela était quelque peu surréaliste puisqu'en 2003, les libéraux souhaitaient faire disparaître cette instance nationale de concertation qui regroupe des représentants des employeurs, des syndicats, du milieu de l'enseignement, des organismes communautaires et des services publics d'emploi.

— Le modèle de développement socio-économique québécois s'est donc avéré efficace.

— Oui. Et il a fait en sorte que la crise n'a pas eu au Québec des incidences aussi négatives sur le front social que celles qu'ont connues d'autres provinces canadiennes et les États américains voisins. On doit souligner le rôle de stabilisateurs automatiques qu'ont joué les différentes politiques qui distinguent le Québec du reste de l'Amérique du Nord en matière de redistribution, de soutien aux familles, et de lutte à la pauvreté. Grâce aux programmes et aux services existants, les familles touchées par la crise ont pu éviter le dénuement et l'exclusion sociale et les travailleurs licenciés ont pu profiter de programmes de formation et de soutien direct pour les aider à retrouver de l'emploi et sortir de la précarité et de l'inactivité.

– Finalement, en raison de la crise, le gouvernement Charest s’est inscrit à son tour dans la cohérence historique propre au modèle québécois de développement socio-économique.

– Pour une part, tout au moins. Et aujourd’hui, lors du séminaire, je me suis appuyé sur ce constat pour introduire la suite de mon exposé. J’en ai d’abord déduit que la seule préservation des acquis passés n’allait pas permettre au Parti québécois de se démarquer. Mais j’ai surtout insisté sur le fait que ces seuls acquis n’assuraient aucunement que l’on soit en position pour relever les grands défis auxquels le Québec est dorénavant confronté, à savoir répondre de façon durable aux exigences potentiellement conflictuelles du développement économique, du respect de l’environnement et de la solidarité sociale. Il est clair que le Québec a des atouts : un territoire riche en ressources; une économie ouverte et diversifiée; une population relativement instruite, particulièrement pour ce qui est de ses jeunes cohortes; une culture politique fondée sur l’égalité et la confiance; une société civile dynamique, bien organisée et capable de compromis; un État perçu comme instrument de développement et de partage et qui a appris à faire avec d’autres acteurs. Mais encore faut-il les mettre en valeur. J’ai présenté les deux voies qui peuvent à mon sens favoriser une telle mise en valeur, soit l’élargissement de la participation citoyenne, et le développement des capacités stratégiques de l’État. Concernant la participation citoyenne, après en avoir justifié l’importance, j’ai décrit dans ses grandes lignes le dispositif de débat public que mes confrères et moi avons déjà exposé à madame Marois.

– Et quant à l’État stratège?

– Eh bien! j’ai d’abord soutenu que pour être à même d’anticiper et de proposer des politiques cohérentes et structurantes, l’État se doit d’être moins un prestataire de services publics

individuels que le garant des biens collectifs. Qu'il doit s'investir moins dans les fonctions opérationnelles que dans les fonctions stratégiques de pilotage et de contrôle. Puis j'ai tenté d'illustrer ce que cela pourrait impliquer.

– Par exemple?

– Un Conseil des ministres qui consacre régulièrement des rencontres aux questions d'ordre stratégique. Un comité des priorités capable d'assurer une coordination gouvernementale et interministérielle forte, et d'élaborer des stratégies à moyen et à long terme qui puissent être soumises à la concertation. Des attributions ministérielles stables dans le temps, permettant d'éviter les créations, abolitions ou fusions de ministères et d'organismes auxquelles s'adonnent avec prédilection les gouvernements québécois, et qui constituent une perte incroyable de temps, d'énergie et de ressources. Un partage des responsabilités entre les administrations centrales et les instances décentralisées qui permette de dégager les administrations centrales des opérations et de les recentrer sur la conception et l'évaluation des politiques publiques, ainsi que sur la coordination des actions. Des cellules ministérielles capables 1. d'évaluer les politiques et les programmes en prenant en compte leur influence sur les processus qui génèrent les propriétés collectives d'un milieu et conditionnent la dynamique des territoires; 2. de dresser des états des lieux de l'environnement, de la sécurité, du capital humain, de la santé publique, du capital social, etc.; et 3. de synthétiser les connaissances et de développer des études prospectives.

– C'est là-dessus que tu as conclu?

– Je me suis permis une dernière remarque. Convenant que les gens se lancent rarement en politique pour avoir le plaisir de gérer des organisations publiques, j'ai plaidé que l'administration

publique constitue le premier outil d'un gouvernement, et qu'elle devrait par conséquent être considérée autrement qu'une boîte noire dont on attend qu'elle donne le maximum tout en lui allouant le minimum. J'ai précisé que les coupures ayant atteint leurs limites, on ne saurait améliorer les services à la population et soutenir le développement socioéconomique du Québec sans fournir à l'administration les ressources nécessaires.

– Et comment ont réagi les participants?

– Mon exposé a soulevé une discussion relativement animée, qui s'est même prolongée au moment du repas qui a suivi. Tout au moins jusqu'à ce que Bernard Drainville, à la suite d'un appel téléphonique, engage la conversation sur un tout autre sujet. L'information qui lui avait été communiquée concernait la corruption dans le milieu de la construction et allait, semble-t-il, fournir des arguments de poids sur lesquels s'appuyer pour soutenir la revendication d'une commission d'enquête publique sur la question. Face à l'enthousiasme suscitée par cette nouvelle, je me suis dit : « Voilà, c'est foutu. Ces gens ne vont pas refondre leur programme pour l'adapter aux nouveaux défis auxquels le Québec est confronté. Pourquoi s'imposeraient-ils un tel effort alors que le Parti libéral s'enfoncé et que le pouvoir leur est à portée de main? »

– Ton dépit aura malheureusement été prémonitoire. De fait, lors des élections de septembre 2012, le Parti québécois va mener une campagne terne, se contentant de surfer sur le mécontentement des citoyens envers l'équipe libérale. Il faut dire que le parti venait tout juste de traverser une crise politique importante. En désaccord avec les orientations adoptées par la chef, plusieurs députés et de nombreux militants avaient en effet quitté la formation. Certains pour en créer une nouvelle, Option nationale, qui préconisera une remise à l'avant-plan de la souveraineté du Québec,

ainsi que l'adoption de politiques favorisant la réappropriation collective des ressources naturelles, l'accessibilité à l'éducation, la promotion de la culture et le renouvellement de la démocratie. D'autres, pour se joindre à la Coalition avenir Québec, que l'ancien ministre péquiste François Legault venait à peine de fonder, tout en absorbant astucieusement l'Action démocratique du Québec. Affrontant un Parti libéral qui, quoi qu'il ait fait, maintenait toujours son emprise sur la communauté anglophone, et débordé sur sa droite par la nouvelle Coalition avenir Québec et sur sa gauche par Québec solidaire et Option nationale, le Parti québécois ne formera qu'un gouvernement minoritaire.

– Qu'en sera-t-il de ce gouvernement?

– Madame Marois fera montre d'un leadership hésitant et mal avisé. L'action gouvernementale sera relativement incohérente, et ira pratiquement à l'encontre de ce que tu avais suggéré. La priorité sera accordée au contrôle des dépenses, quitte à couper dans les services et les allocations, et à augmenter certains tarifs. La question environnementale sera quasiment écartée au profit de mirages relatifs à de potentielles ressources pétrolières et à la construction d'une méga cimenterie. Et pour couronner le tout, le gouvernement va miser sur un virage identitaire dans le but de contrer la montée du taux d'insatisfaction et de se mettre en position de déclencher une élection avec l'espoir de remporter une majorité de sièges.

– Comment ce virage va-t-il se manifester?

– Tu te souviens probablement de la controverse concernant les accommodements raisonnables. En 2006, une majorité de Québécois estimaient que leur société était trop tolérante à l'égard de ces assouplissements apportés aux règles communes à la demande d'individus provenant de groupes ethniques ou religieux minoritaires. Contrairement au PQ qui avait préféré minimiser

l'affaire, l'ADQ avait fait de ce dossier son cheval de bataille, se posant comme défenseur de l'identité et des valeurs québécoises. Une option qui l'a sans aucun doute aidée à former l'opposition officielle à la suite des élections de 2007. De son côté, pour apaiser sinon résoudre la controverse, le premier ministre Charest avait formé une commission avec à sa tête le sociologue Gérard Bouchard et le philosophe Charles Taylor. Tout en concluant à l'absence de problèmes majeurs liés à la pratique des accommodements, cette commission va souligner la crainte d'un bon nombre de Québécois face à une immigration et à des accommodements qui empièteraient sur leurs valeurs et menaceraient l'identité de leur société. En 2013, pour répondre à cette inquiétude et, du même coup, reconquérir les nationalistes qui avaient quitté le parti, le gouvernement Marois va s'engager à promulguer une Charte des valeurs québécoises.

– Comment le projet sera-t-il accueilli?

– La volonté d'affirmer les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes sera généralement bien reçue. Mais la population sera divisée face à certaines des mesures proposées. Particulièrement celle touchant l'interdiction du port de tout signe religieux visible et à caractère démonstratif par les employés de l'État dans le cadre de la prestation des services. À court terme, le projet de charte aura deux effets. D'une part, il accentuera les divisions dans le mouvement souverainiste. Car, aux yeux d'un bon nombre d'intellectuels et d'une grande partie de la jeunesse, le Parti québécois sera dorénavant perçu comme ayant versé dans un nationalisme étroit. D'autre part, il permettra aux libéraux de mobiliser les opposants en vue de l'élection à venir. Le PQ en paiera le prix aux élections de 2014, alors qu'il sera reporté dans l'opposition, laissant la gouverne aux mains des libéraux de Philippe Couillard.

– Cet ex-ministre de la Santé et des Services sociaux dans le gouvernement Charest a donc repris du service?

– Monsieur Couillard était effectivement le favori des anciens apparatchiks libéraux qui avaient été déçus par monsieur Charest. Disposant d'une majorité, il pourra appliquer des mesures visant à résorber le déficit de façon relativement impitoyable et au prix d'une forte dégradation des services publics. Pendant ce temps, poursuivant leur dérive populiste, les péquistes choisiront Pierre Karl Péladeau, un nationaliste conservateur et antisyndical, pour succéder à Pauline Marois. Jean-François Lisée, qui le remplacera à peine un an plus tard, essaiera bien de redonner au Parti québécois sa force de proposition et de former une large coalition, mais ce sera peine perdue. Relativement intransigeants, et plus que jamais convaincus que le PQ était devenu incapable de se saisir des nouveaux enjeux et de redéfinir la communauté politique à construire, les militants de Québec solidaire, auxquels s'étaient joints les partisans d'Option nationale, refuseront toute collaboration entre les deux formations. Aux élections de 2018, le PQ connaîtra une défaite désastreuse.

– Et les libéraux seront réélus?

– Non. C'est la Coalition avenir Québec, dirigée par François Legault, qui va prendre les commandes. Plutôt centriste et relativement pragmatiste, monsieur Legault sera au départ essentiellement préoccupé par la croissance économique. Mais l'état alarmant des services publics conjugué aux effets catastrophiques de quelques crises d'envergure vont le contraindre à se soucier de santé, d'éducation et d'environnement.

Au moment où j'allais lui préciser la nature des crises en question, les bruits de roulement et les vibrations du train m'ont fait réaliser

que nous en étions à traverser le pont de Québec. Je le laissai juste avant l'arrivée à la gare.

TROISIÈME ACTE
LE RAPPORT À SOI

TABLEAU 7

Légèrement dépaysé, j'ai mis un moment avant de reconnaître l'endroit où je l'ai retrouvé. Nous étions à Gatineau, au sud-ouest du Québec, devant le pavillon central du campus de l'Université du Québec en Outaouais. Il déambulait sur l'allée sise en face de l'entrée principale. Sans doute était-il venu animer le séminaire de doctorat qu'il dispensait à des étudiants de l'ENAP habitant la région. L'activité se déroulant en après-midi, il faisait normalement l'aller-retour en avion dans la même journée. Arrivé tôt le matin, il disposait de quelques heures pour se préparer. Cependant, en ce jour de l'été indien de l'automne 2011, il semblait plutôt enclin à la flânerie.

– Tu profites du temps doux et du riche coloris?

– Naturellement. Quoique, dans les dernières minutes, j'aie été plutôt absorbé par une question qui s'est imposée à moi au fil de mes pensées. Ma femme, quelque peu lassée par son travail, a décidé il y a peu de prendre sa retraite l'été prochain. Pour ma part, mon métier me plaisant toujours beaucoup, je n'avais pas envisagé sérieusement cette éventualité jusqu'à maintenant. Pourtant, en juin, j'aurai complété les trente-cinq ans de service me rendant admissible à une pension complète. Du reste, dans les faits, j'aurai travaillé à temps plein pendant quarante ans, bien que sans avoir contribué à un régime au cours des cinq premières années. De façon inattendue, l'idée m'est venue qu'en raison des caractéristiques de ma profession, il me serait assurément possible de poursuivre mon activité en n'en conservant que les aspects les plus agréables, ainsi

que ceux qui me motivent le plus du fait des défis qu'ils m'offrent. Devenir professeur associé, et ne plus intervenir qu'à l'international, soit pour y donner des formations ou des cours intensifs, soit pour y conduire de brèves activités de conseil. Cela me permettrait de continuer à découvrir de nouvelles sociétés, de nouvelles cultures, tout en disposant d'un temps appréciable pour approfondir des questions ou des problématiques que je n'ai fait qu'effleurer dans mes recherches et mes écrits antérieurs.

– Dès lors, cette prochaine étape s'annonce particulièrement propice. Quel regard portes-tu sur le parcours qui a été le tien jusqu'à maintenant?

– Comme vous le savez, on ne choisit ni son pays de naissance, ni son époque. Pour ma part, j'ai eu la chance d'évoluer dans une société qui m'a offert de multiples opportunités. Alors que j'avais passé mon enfance dans un monde à dominante traditionnelle encore marqué au coin de l'immobilisme, mon entrée dans l'adolescence s'est faite au moment où le Québec s'engageait résolument dans une nouvelle phase historique. Cette phase allait être caractérisée par une forte croissance économique, l'augmentation des salaires, l'extension du temps libre et la multiplication des pratiques de consommation. Mais également par le développement de la protection sociale, l'accès à l'éducation pour tous, l'éclosion des libertés, l'ouverture de nouvelles possibilités de mobilité sociale, ainsi que par l'émancipation des femmes et les mutations du couple et de la famille qui s'en sont suivies. J'ai profité de ces différents facteurs qui m'ont permis de devenir relativement maître de mes choix et de m'accomplir à ma façon.

– Personnellement, tu as donc tiré profit des circonstances favorables qui se sont présentées. Pourtant, tous n'ont pas pu ou n'ont pas su le faire.

— C'est juste. Il ne suffit pas de lever les contraintes pour qu'un individu se réalise, il lui faut à la fois des supports et de la détermination. La capacité d'assumer sa propre histoire de façon responsable dépend incontestablement du niveau et de la diversité des ressources économiques, sociales et culturelles dont on dispose. Bien sûr, au Québec, l'État social que l'on a instauré, et qui malgré ses insuffisances demeure aujourd'hui encore le plus développé dans les Amériques, assure à presque tous mes compatriotes un minimum de ressources. Il s'agit néanmoins du strict nécessaire. Et il demeure que nos aspirations et notre volonté de les concrétiser tendent à s'accorder aux possibilités objectives qui nous sont offertes. Par ailleurs, la réalisation de soi suppose l'autonomie, soit le pouvoir de se diriger soi-même. Or, cela ne va pas de soi. Il faut s'y exercer. Me concernant, cet apprentissage s'est fait pour une bonne part dans le cadre d'une longue cure psychanalytique qui a duré quelque dix ans.

— Crois-moi, de nos jours, la psychanalyse n'a pas nécessairement bonne presse. Elle est l'objet de multiples critiques.

— Cela n'est pas d'hier. Je comprends les objections formulées, entre autres, par de nombreuses féministes. Mais il convient, je pense, de distinguer ce qui relève de la science analytique et ce qui relève de la structuration psychique d'une époque. Autant l'existence de différentes instances psychiques, dont l'inconscient, me semble un fait universel avéré, autant le complexe d'Œdipe ou la place du père, par exemple, tiennent à coup sûr aux normes et aux structures sociales qui prévalent dans les sociétés patriarcales. D'autre part, il est vrai qu'en Amérique du Nord, la visée de la cure a souvent été d'adapter l'individu à son environnement plutôt que de l'aider à gagner en liberté face aux forces qui l'agissent de l'intérieur. En ce qui me concerne, la psychanalyse m'a permis de lever certaines inhibitions, notamment de nature sexuelle, de résoudre

certaines souffrances, et de me dégager de certains déterminismes inscrits dans mon inconscient et qui m'aliénaient. Je suis devenu plus à même de déployer mes capacités et plus en mesure de supporter les tensions, les limitations et les échecs. J'ai globalement transformé mon rapport à moi-même, mais également mon rapport aux autres, dont évidemment mon rapport à l'autorité. Cette liberté que j'ai conquise a notamment joué un rôle déterminant dans ma déprise de la foi religieuse et de l'utopie révolutionnaire.

– Mais ainsi que le chantait Bob Dylan, « le monde et les temps changent ». Aujourd'hui, pour un bon nombre de jeunes idéalistes qui s'apparentent à celui que tu étais, l'assujettissement ou la soumission tient à d'autres causes. Notamment, à l'emprise exercée par la mouvance woke qui, apparue sur les campus nord-américains vers la fin des années 2010, touche dorénavant le Canada, incluant le Québec, ainsi que les pays européens. Ce courant, forgé dans le creuset des luttes contre les multiples discriminations que subissent les minorités, qu'elles soient ethniques, religieuses, sexuelles ou autres, a dérivé dans une surenchère de positions dogmatiques et d'impositions d'interdits. Les prescriptions sont nombreuses et catégoriques, mais il en est trois qui m'apparaissent plus caractéristiques. Premièrement, l'objectivité et la rationalité doivent s'effacer devant les impératifs moraux, dont celui de ne jamais heurter la sensibilité d'une personne opprimée ou se présentant comme telle. Deuxièmement, quiconque n'ayant pas l'expérience personnelle d'une situation ne peut prétendre en parler. Troisièmement, les critères du temps présent peuvent et doivent être appliqués au passé, sans que soient pris en compte les différents contextes historiques. Comme tu peux l'imaginer, ces injonctions frappent particulièrement le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche, mais aussi celui des arts. Ces deux univers sont fortement affectés par la censure et les dénonciations qui sévissent. Et, bien sûr, ces

outrances font le jeu de la droite et de l'extrême droite, qui pratiquent de leur côté la dénégation des discriminations.

— Je comprends qu'il soit déplorable de voir à nouveau l'adhésion à un idéal se muer en aliénation et en oppression. Je suppose toutefois que cette vogue finira éventuellement par s'estomper. Néanmoins, on peut souhaiter que les jeunes idéalistes ne laissent pas tomber leurs idéaux comme on se défait d'une vieille peau, mais qu'ils apprennent à les concevoir de façon plus critique et à les poursuivre avec plus de discernement. Du reste, je n'ai jamais accepté cette idée selon laquelle, en vieillissant, on glissait inéluctablement vers le matérialisme et l'indifférence. Rien ne nous oblige à subir le destin que Denys Arcand assigne à ses personnages dans *Le Déclin de l'empire américain*. Bien sûr, pour éviter de verser dans le nihilisme ou l'ironie, et de sombrer dans le divertissement, il faut savoir prendre du recul et s'accorder le temps de la réflexion.

— Une réflexion qui, dans ton cas, s'est le plus souvent effectuée au moyen de la lecture.

— Oui. La lecture est un formidable outil de pensée. À la différence du théâtre, du cinéma et des programmes radiophoniques ou télévisés qui imposent leur rythme, le livre permet de s'arrêter à tout moment pour ajouter au texte quelque chose de son cru et dialoguer avec l'auteur. J'ai commencé à m'adonner véritablement à la lecture au collège. Depuis lors, il s'est passé très peu de jours sans que j'accorde deux ou trois heures à cette activité. En vacances, pour me reposer et me distraire, il m'arrive de lire un roman historique ou policier. Mais captivé comme tout un chacun par le récit, j'ai alors l'impression de désertier ma vie. Dans mon quotidien, je fréquente plutôt des ouvrages de nature philosophique ou scientifique. Non seulement ils représentent ma principale source de découverte et d'apprentissage, mais ils se prêtent au style de

lecture distanciée et empreinte de conversation que je préfère. Cela peut paraître étrange, mais un écrit d'anthropologie ou d'astrophysique stimule beaucoup plus mon imagination que ne le fait un roman.

– Il faut dire qu'en tant que professeur, tu es en quelque sorte payé pour lire.

– C'est vrai. Un professeur doit, bien sûr, se tenir à jour dans son domaine de spécialité. Mais il lui faut aussi profiter des apports des autres disciplines qui peuvent tout autant favoriser une mise en perspective critique des théories et des connaissances qui se rapportent à son propre champ, que contribuer par analogie à la production de nouveaux savoirs. D'autre part, un autre avantage incomparable qu'offre l'ENAP à ses professeurs, c'est la possibilité d'enseigner ou de dispenser des services de conseil à l'étranger. J'ai saisi à plein cette chance exceptionnelle de pouvoir parcourir de nombreux pays, en ayant l'occasion de porter son regard au-delà des circuits touristiques et de nouer d'étroites relations avec leurs habitants.

– Quelles ont été tes expériences les plus marquantes?

– D'abord et avant tout celles que j'ai vécues en Afrique subsaharienne. Il faut savoir que l'Afrique a été le premier continent à me faire rêver. Dans mon enfance, je n'avais aucun accès à des romans d'aventure ou des récits de voyage, pas plus à l'école qu'à la maison. De ce fait, ce sont les sermons du dimanche prononcés par des Pères blancs d'Afrique en visite dans mon patelin qui, les premiers, m'ont entrouvert une porte sur le vaste monde, sur l'Ailleurs. Plus tard, ma collaboration au Rallye Tiers-Monde Québec est venu ranimer cet intérêt pour le sous-continent africain, puisque l'argent amassé auprès des marcheurs servait essentiellement à soutenir des projets de développement qui s'y réalisaient. Enfin, les

premières missions à l'étranger que j'ai effectuées dans le cadre de l'ENAP s'y sont toutes déroulées. Depuis lors, je suis intervenu comme enseignant ou consultant dans plus d'une douzaine de pays de l'Afrique francophone, et dans plusieurs de ceux-ci, à de nombreuses reprises.

– Quelles impressions en gardes-tu?

– Après leurs indépendances, la majorité des pays africains se sont hélas enlisés dans des situations de non-démocratie et de non-développement. Toutefois, aujourd'hui, de nombreux Africains souhaitent s'inscrire dans un nouveau processus d'appropriation et de réinvention de la modernité sur un mode qui leur convienne. Néanmoins, en raison du parcours historique qu'ont suivi leurs sociétés, cette volonté se heurte à d'importants défis. Sur le plan économique, la croissance est bien au rendez-vous depuis les années 2000, favorisée par des facteurs comme la hausse du cours des matières premières, la baisse des prix des produits manufacturés, l'intensification du commerce avec les pays asiatiques, notamment avec la Chine, et l'augmentation des investissements directs étrangers. Certains gouvernements en tirent avantage pour diversifier les structures productives de leur économie, en augmenter la productivité et enclencher un développement durable capable d'absorber la forte croissance démographique à laquelle ils font face. Malheureusement, d'autres se contentent de tirer profit des rentes disponibles, accaparant les ressources ou les redistribuant à leurs clientèles. D'ailleurs, sur le plan politique, malgré les avancées intervenues au début des années 1990, l'aspiration à la démocratie doit encore et toujours affronter une culture politique caractérisée par la personnalisation du pouvoir et un amalgame entre les sphères politique et économique. Étant donné que le pouvoir donne accès à la richesse, les enjeux de la compétition politique sont globaux et même vitaux. Et les conflits qui opposent les groupes et les

individus pour l'accès aux ressources politiques s'en trouvent exacerbés. D'où une propension marquée au recours à la violence, une violence qui verse parfois dans la guerre civile, parfois dans des coups d'État ou des putschs, appuyés ou non depuis l'étranger.

– La persistance de ces difficultés et de ces menaces te porte-t-elle au pessimisme?

– En regard du long terme, pas nécessairement. Le fait que de plus en plus d'Africains, particulièrement chez les jeunes et les femmes qui ont intérêt à ce que les choses changent, reconnaissent ces défis comme étant les leurs plutôt que de se défausser de leurs problèmes sur un Occident mythifié constitue un signe nettement positif. De manière plus générale, certaines transformations silencieuses en cours peuvent à terme avoir des effets très favorables. Ainsi de la réduction de la taille des familles, de l'émancipation des femmes et de l'affranchissement des jeunes, de l'amélioration de la formation et des niveaux de qualification, et de l'apparition de classes moyennes en mesure d'épargner et de réaliser des micro-investissements. Ces mutations permettent d'entrevoir une entrée dans des dynamiques porteuses d'un véritable développement, tout au moins dans certains pays. Car, au-delà de l'analyse générale que l'on peut faire, il faut voir que les pays d'Afrique subsaharienne connaissent des trajectoires très diversifiées. Le Rwanda n'est pas la Guinée; la Côte d'Ivoire n'est pas le Niger. Aussi, vaudrait-il mieux parler des Afriques et non de l'Afrique.

– Ces jours-ci, c'est Haïti qui fait la une en raison des problèmes dramatiques qui le touchent. Tu connais ce pays?

– Oui, pour y être intervenu à plusieurs reprises dans le cadre d'un projet d'appui au renforcement de la gestion publique. Marqué par une histoire douloureuse et tragique, Haïti m'est apparu comme la contrée la plus misérable que j'ai parcourue dans

ma vie. Première île colonisée par les Espagnols à la suite de l'arrivée de Christophe Colomb, Hispaniola a été la première à connaître les massacres de l'invasion, les pillages, la dévastation, l'asservissement et l'extermination des populations autochtones. Pour pallier la diminution de la main-d'œuvre, les Espagnols ont eu recours dès le début du XVI^e siècle à l'importation d'esclaves d'Afrique noire. Au milieu du XVII^e siècle, les Français se sont installés dans la partie ouest de l'île, qui avait été négligée par les colons espagnols, et qui portera dorénavant le nom de Saint-Domingue. Grâce aux profits générés par le travail infernal des esclaves dans les industries sucrière et de l'indigo, Saint-Domingue sera la colonie française la plus riche de toute l'Amérique. Dans le cours de la Révolution française, une révolte des esclaves va aboutir en 1793 à l'abolition de l'esclavage. Puis, l'armée envoyée par Napoléon pour le rétablir ayant été défaite, la Déclaration d'indépendance sera proclamée le 1^{er} janvier 1804. C'est alors que le pays sera renommé Haïti, du nom de l'île ayant prévalu au temps des Indiens caraïbes.

– Cependant, l'avenir d'Haïti sera loin d'être radieux.

– En effet. L'oppression et le mépris vont malheureusement perdurer sous la domination des élites mulâtres et noires haïtiennes. Bien sûr, l'environnement international sera longtemps fort dommageable. Les États-Unis, eux-mêmes esclavagistes, et ne souhaitant absolument pas qu'une République noire réussisse, vont tout faire pour l'isoler. Quant à la France, elle exigera de son côté, de manière totalement éhontée, une indemnisation colossale de cent-cinquante millions de francs-or pour la perte de sa colonie. En outre, les catastrophes naturelles n'épargneront pas Haïti. Pourtant, ce sont les nouveaux dominants qui, à l'interne, vont faire en sorte de maintenir des structures sociales inégalitaires et hiérarchiques éminemment défavorables au développement, et empêcher ainsi le

pays de s'outiller pour faire face aux contraintes externes et aux cataclysmes.

– Le legs d'une société construite de façon strictement artificielle et sur des bases intégralement esclavagistes s'est donc avéré absolument accablant.

– Oui. Ce legs se manifeste, entre autres, par la quasi-absence d'appartenance commune et de solidarité entre les élites et la population. Croupissant dans la misère, et survivant, pour une bonne part, grâce aux transferts d'argent venant de la diaspora haïtienne, la majorité constitue un terrain propice à la propagande des groupes chrétiens fondamentalistes provenant, notamment, des États-Unis. Comme l'illustrent bien les enseignes des différents commerces qui sont presque toutes en rapport avec des personnages divins, la religion sert bien ici d'opium du peuple. Pendant ce temps, les élites poursuivent leurs petits jeux politiques, quand ce ne sont pas les gangs criminels qui font régner la terreur. Tout cela est désespérant, et je ne peux qu'en admirer d'autant plus le courage de celles et ceux qui continuent de lutter. Je pense, par exemple, à Suzy Castor, une historienne et militante au parcours exceptionnel que j'ai eu la chance de côtoyer. Ayant connu successivement la résistance contre la dictature de la famille Duvalier, un exil d'une vingtaine d'années au Mexique où elle a enseigné à l'Université nationale autonome, et un retour en Haïti où elle a dû affronter les hommes de main de Jean-Bertrand Aristide, elle poursuit pourtant son engagement.

– Il est d'autres pays qui t'ont procuré une expérience hors du commun?

– Indéniablement, le Vietnam. Comme les autres membres de ma génération, j'ai été marqué par la guerre du Vietnam, une guerre extrêmement meurtrière, incroyablement médiatisée et for-

tement contestée. Au début des années 1970, un colloque auquel j'avais participé à Québec en présence de délégués nord-vietnamiens m'avait permis d'entrevoir la résilience de ce peuple dont le pays a été inféodé à la Chine pendant le premier millénaire de notre ère, colonisé par la France au milieu du 19^e siècle, occupé par le Japon pendant la Deuxième Guerre mondiale, puis ravagé par les armées française et américaine avant d'être libéré et réuni en 1976. À partir de la seconde moitié des années 1980, le Vietnam a procédé à une libéralisation de son économie et, progressivement, il s'affirme comme un pays émergent dynamique. Bien sûr, le système politique demeure autoritaire, le Parti communiste vietnamien gouvernant toujours en tant que parti unique. Néanmoins, le gouvernement est soucieux de moderniser son appareil d'État pour le rendre plus efficace et plus efficient. Pour atteindre cet objectif, il fait entre autres appel à la contribution d'institutions d'enseignement étrangères. C'est ainsi que l'ENAP a été invitée à dispenser son programme de maîtrise à Hanoï, ce qui m'a donné l'occasion de m'y rendre pour y donner un cours.

– Comment cela s'est-il passé?

– Dans ce cours, qui portait sur les principes et les enjeux de l'administration publique, je devais aborder des thématiques telles l'État de droit, les formes d'État et les régimes de gouvernement, la participation citoyenne et le débat public, les mécanismes permettant de contrôler l'action gouvernementale, etc. Or, je me trouvais dans un pays à la gouverne autoritaire, et la quarantaine d'étudiantes et d'étudiants qui composaient la cohorte étaient tous des jeunes cadres du Parti communiste. Pour surmonter le formidable obstacle auquel je faisais face, j'ai choisi d'avancer d'abord quelques arguments. D'une part, leur pays étant en transition, il était de leur responsabilité de savoir anticiper les changements à venir afin de les mener à bien. D'autre part, leurs apprentissages

allaient dépendre de leur capacité à bien cerner les réalités qui sont leur, sans les travestir. Enfin, nous étions dans une salle de classe et non dans un espace public, et nous pouvions et devions donc user de la liberté de parole que cela autorisait. Puis, je leur ai demandé s'ils étaient prêts à s'engager dans une telle démarche. Après un long silence, quelques jeunes femmes ont osé s'exprimer, mais prudemment et sous la forme d'interrogations. Jusqu'à ce qu'un plus âgé, installé au centre du groupe et chargé selon toute apparence d'un rôle de surveillance, donne clairement son accord. À partir de ce moment, les étudiants ont apporté une participation tout à fait significative. Et certains se sont même permis de procéder à des analyses très critiques dans le cadre de leur travail individuel, un travail dont ils savaient évidemment que j'allais être le seul lecteur.

– Tu crois que cet enseignement a pu laisser des traces?

– On ne le sait jamais. Cependant, le fait que ces jeunes cadres enthousiastes soient devenus plus à même de porter un regard critique sur la gouvernance de leur société peut possiblement entraîner sur le long terme des conséquences positives. D'autant que, même s'il a instauré un régime autoritaire, le Parti communiste vietnamien s'est toujours voué à la libération et au développement de son peuple. On est loin ici des pays qui ont eu le malheur de connaître des régimes totalitaires ubuesques. Je pense notamment à la Roumanie où je suis intervenu en 2007, pour y dispenser une formation à des hauts fonctionnaires. Le pays présentait toujours les stigmates du régime qui l'a vampirisé pendant quarante-cinq ans. Dans la capitale, à Bucarest, j'ai pu visiter le *Palais du peuple* que le mégalomane Ceaușescu s'était offert. Regorgeant de matériaux rares, marbre, cristal, etc., et comprenant mille cent pièces réparties sur douze étages, ce palais constitue le plus grand bâtiment en pierre au monde. Il aura coûté 40 % du PIB du pays pendant sa construction qui s'est échelonnée de 1984 à 1989, et aura

nécessité la destruction de 20 % du centre historique de la ville, soit 30 églises et 7 000 maisons. Risiblement, on n’y trouve que deux toilettes, ce qui était manifestement suffisant pour répondre aux besoins de Ceaușescu et de sa femme. Cet édifice représente probablement un des vestiges les plus éloquentes de la monstruosité des régimes totalitaires staliniens.

– Ta fréquentation de ces divers pays t’a sans doute permis d’acquérir un bon nombre de connaissances touchant les différences de trajectoire historique des sociétés. As-tu fait l’effort d’en dégager une compréhension globale?

– Pas au point où je l’aurais souhaité. En raison des tâches qui m’ont incombé jusqu’à ce jour, j’ai dû vouer l’essentiel de mon activité à l’enseignement et à la recherche concernant les administrations publiques et les réformes qui les touchent. Mes divers écrits, des articles de revue scientifique, des rapports, des livres et des chapitres de livre, ont tous été en quelque sorte des écrits de circonstance.

– Mais, désormais, il pourrait en être autrement. Dans ta semi-retraite, tu vas disposer de passablement de temps pour approfondir les questions fondamentales qui t’intéressent. Songes-tu à t’y consacrer?

– J’en rêve. Mais, en même temps, cela m’angoisse un peu. Je sais que c’est par l’écriture que l’on affine et que l’on structure ses idées. L’écriture est assurément le premier outil de travail intellectuel, tout au moins pour ce qui concerne les sciences humaines et sociales. Or, j’ai toujours eu du mal à écrire, ou tout au moins à le faire rapidement. J’ai compris sur le tard que cela est probablement lié à un léger handicap, une difficulté dite d’accès lexical qui fait en sorte qu’il m’est difficile de retrouver des mots que j’ai en mémoire pour les exprimer à un moment précis. Comme on le dit communé-

ment, je les ai sur le bout de la langue. Du coup, je n'aurais jamais pu briller dans les salons. Non plus qu'exercer le métier de journaliste, qui suppose de savoir s'exprimer ou rédiger dans l'urgence. Les mots me manquent, et je n'ai pas le choix que de prendre mon temps pour les dénicher.

– Néanmoins, dans les années qui viennent, tu vas beaucoup écrire.

– Vous êtes certainement le mieux placé pour le savoir. L'image que me revoie le miroir ne saurait mentir. Je ressemble de plus en plus à l'avatar que vous êtes devenu. Alors, si l'on explorait un peu mon futur?

Après une légère hésitation, je décidai d'y aller. Ses choix de vie étant pour l'essentiel arrêtés, il était fort peu probable que j'exerce sur lui une influence quelconque. Et puis, je n'avais à lui relater que des événements heureux, puisque la période dans laquelle il entrait allait se révéler aussi sereine qu'active.

– Eh bien! Parlons d'abord de tes travaux d'écriture. Comme tu peux l'imaginer, le premier ouvrage que tu vas entreprendre portera sur la modernité et sur les défis que pose aux sociétés non occidentales sa diffusion ou sa réinvention.

– Ce sera sûrement un ouvrage de synthèse nourri des lectures et des observations que j'ai faites au cours des années.

– Oui, mais pas seulement. Tu t'appuieras évidemment sur les apports de nombreux chercheurs. Cependant, ton questionnement va finalement te conduire à élaborer une nouvelle conception théorique, apte à rendre le cours de l'histoire et la dynamique des sociétés plus intelligibles. D'ailleurs, quitte à te paraître manquer de modestie, je dois dire que parmi les ouvrages traitant de ces questions que j'ai pu consulter au cours des dernières années, je n'en

ai trouvé aucun présentant un cadre conceptuel aussi robuste et bien fondé.

– J’aurai donc réalisé le désir tenace qui m’anime depuis ma jeunesse de comprendre quelque chose à l’évolution de l’humanité.

– Oui. Et dans un autre ouvrage, tu poursuivras en examinant plus spécifiquement la métamorphose absolument étonnante qu’a connue l’État sur la longue durée, depuis son émergence jusqu’à ce jour. Une métamorphose qui s’est opérée au départ en Occident, et qui a fait d’un outil de domination et d’exploitation des populations au bénéfice de minorités gouvernantes un outil d’émancipation et de développement. Ainsi que tu le démontreras, autant l’émergence de l’État a été déterminante pour le parcours ultérieur de l’humanité, autant sa métamorphose a pu et peut encore infléchir ce parcours. L’avenir sera d’ailleurs au cœur d’un troisième ouvrage dans lequel tu chercheras à mettre en lumière la forme que peut emprunter une espérance pour notre temps et à analyser ses conditions de possibilité.

– Ces divers ouvrages obtiendront-ils un bon accueil?

– Tu recevras quelques appréciations qui te réjouiront beaucoup. Ainsi celle de Bertrand Badie, un politologue à l’Institut d’études politiques de Paris et spécialiste réputé des relations internationales, qui, à la suite de la lecture de ton livre portant sur l’inscription des sociétés non occidentales dans la modernité, te fera parvenir le mot suivant : « J’ai lu votre livre avec beaucoup de plaisir et en apprenant beaucoup, notamment dans votre comparaison très fine des trajectoires politiques. Je suis très impressionné par votre maîtrise de l’argumentaire et suis convaincu que ce livre rendra d’immenses services aux étudiants, aux chercheurs et aussi aux citoyens ». Quant à ton livre traitant de l’avenir et des raisons d’espérer, James Iain Gow, le professeur émérite à l’Université de

Montréal que tu estimes grandement, formulera la critique suivante : « La synthèse profonde de l’auteur nous permet et nous oblige à situer l’époque contemporaine dans le long parcours de l’humanité et prémunit ses lecteurs contre les extrémismes, les obscurantismes et les approches réductrices, et nous convie à des débats éclairés portant sur le long terme et la survie même de la planète ». Naturellement, comme il arrive souvent pour ce genre d’ouvrages théoriques qui ne s’adressent qu’à un public restreint, tes livres connaîtront une diffusion relativement limitée.

– Je ne vous cacherai pas que ces appréciations me font énormément plaisir. Épris de liberté, et ne voulant être l’obligé de personne, je n’ai jamais été à la recherche d’admirateurs me constituant un fanclub. Mais comme tout un chacun, et peut-être plus encore, j’ai toujours ressenti un fort désir de reconnaissance.

– Crois-moi, le besoin de reconnaissance est chez les humains primordial et quasi irrésistible. C’est par le biais du regard des autres que l’individu en arrive à établir son identité, à éprouver sa valeur et à gagner l’estime de soi. Comme le philosophe Paul Ricoeur le soutient, tout être humain, en plus de disposer des biens lui permettant de répondre à ses besoins essentiels et des opportunités l’habilitant à développer et à exercer ses capacités, devrait recevoir une juste part de reconnaissance. Dans notre société moderne, la considération que peut espérer obtenir un individu tient essentiellement à ses réalisations personnelles. Or, les individus n’ont pas tous les mêmes possibilités de se différencier des autres par leur accomplissement. Ceux qui n’y arrivent pas sont souvent submergés par un sentiment d’impuissance personnelle qui peut les plonger dans la dépression ou les amener à exploser dans la violence et la rage. D’autres auront tendance à se réfugier dans un cocon narcissique, cherchant à se donner l’illusion de la complétude en consommant tout ce qui est à peu près consommable. Pour cer-

tains, la fuite dans le narcissisme s'opèrera aussi à travers une incessante activité de séduction, de manipulation psychologique, qui vise à provoquer l'intérêt et l'admiration de l'autre.

– Si je me reporte à mon propre passé, il m'apparaît assez évident que l'état quelque peu névrotique dans lequel je me trouvais au début de la vingtaine aurait pu me faire succomber à la dépression. Heureusement, ma psychanalyse m'en a délivré. Et puis j'ai eu la chance d'exercer un métier source d'accomplissement et de reconnaissance.

– Et ce n'est pas fini. Tu vas continuer à enseigner, tout en découvrant de nouvelles contrées. Dans les années qui viennent, tu te rendras, par exemple, à de nombreuses reprises à Djibouti. Une sorte de cité-État de quelque 1 150 000 habitants, dont près de 88 % résident dans la capitale. N'ayant accédé à la pleine indépendance qu'en 1977, le pays occupe un tout petit territoire semi-désertique à l'entrée sud de la mer Rouge, par où transitent 40 % du trafic maritime mondial. Sa position géostratégique est telle que plusieurs puissances, nommément la France, les États-Unis, le Japon et la Chine, y ont établi d'importantes bases militaires. Dans cette société assez particulière, où, il y a peu encore, le nomadisme prévalait, la formation de gestionnaires publics et la mise en œuvre d'une réforme administrative représentent des défis majeurs. Aussi, malgré l'ouverture et la bonne volonté de tes principaux interlocuteurs, tes interventions conseil n'auront à court terme que très peu d'effets. D'autre part, tes différents séjours te donneront l'occasion d'observer une nature étonnante. En sillonnant le pays, tu découvriras un impressionnant canyon et un lac salé qui, entouré de ses banquises de sel, est à une altitude de cent cinquante-trois mètres sous le niveau de la mer. Au cours d'une excursion hors de l'ordinaire, tu auras également l'opportunité de nager au-dessus des récifs coralliens parmi les plus beaux au monde, tout en côtoyant

des requins-baleines dont la taille peut atteindre plus de douze mètres, ce qui en fait les poissons les plus grands des mers. Tandis que ton activité comme consultant te permettra ainsi d'explorer les abords de l'entrée sud de la mer Rouge, ton enseignement te mènera à la même époque au pays qui en ferme l'entrée nord, l'Égypte.

– Je suppose que j'interviendrai alors à l'Université Senghor?

– C'est effectivement à l'invitation de cette université créée par l'Organisation internationale de la francophonie que tu iras à quatre reprises à Alexandrie pour y donner un cours portant sur les pratiques de gouvernance et de management public. Cela te permettra de soumettre à des étudiants provenant de multiples pays tes analyses concernant le parcours historique de l'Afrique subsaharienne et ses conséquences. Évidemment, tu en profiteras pour arpenter cette ville légendaire, fondée par Alexandre le Grand en 331 avant notre ère. Tu auras plaisir à te balader dans la vieille ville, parcourant la route de la corniche qui longe le bord de mer, empruntant les larges avenues et les ruelles encombrées, visitant les ruines antiques, les musées et la remarquable nouvelle bibliothèque. Et à une occasion, tu gagneras la région du Caire, pour y admirer les pyramides et le Sphinx. Je t'assure que la montée en position accroupie dans la galerie sise au cœur de la pyramide de Khéops te laissera pour quelques jours des quadriceps passablement endoloris.

– Si je peux me permettre de vous le demander, entre l'écriture et les enseignements à l'étranger, est-ce que vous prenez le temps de vivre, le temps de goûter le bonheur?

– Mes aspirations ont toujours été intenses, mais j'ai appris à les modérer par une patience tenace. Aussi, comme il en a été dans le passé, mon bonheur tient-il à de multiples sources. Il passe encore

par mes promenades ou mes randonnées, à pied, à bicyclette ou à skis, dans une vieille ville, dans la campagne ou dans la forêt. Contempler de belles maisons, de splendides jardins, des champs couverts de moissons ou des arbres majestueux, en laissant mon esprit vagabonder, cela avive invariablement ma conscience d'exister. La musique me procure également toujours des moments d'intense plaisir. J'écoute assidument de la musique classique et de la chanson française et anglaise, mais aussi des musiques du monde qu'un service de musique en ligne me permet de découvrir. Les voyages d'agrément que ma femme et moi effectuons régulièrement en Europe m'apportent pareillement de vives satisfactions. Les vieux pays nous offrent des lieux d'intérêts exceptionnels et très variés, des musées pourvus de riches collections ainsi que des cuisines et des vins savoureux. Enfin, voir mes enfants se réaliser et mes petits-enfants s'épanouir contribue à mon bonheur.

— Vous ne me parlez pas de vos lectures?

— Oh! Je lis toujours abondamment. Il y a tant à connaître, tant à apprendre sur le parcours des diverses sociétés et les cultures qu'elles ont développées. Comme tu le sais, les romans d'anticipation ne m'ont jamais intéressé. Qu'elles se fondent sur de présumés progrès scientifiques et techniques à venir, ou versent franchement dans le fantastique en faisant appel au surnaturel et à la magie, ces fictions me semblent généralement d'une pauvreté désolante. Dans un environnement se réduisant le plus souvent à la caricature d'un monde passé, elles mettent en scène des guerres fratricides, des conquêtes impitoyables, des dominations tyranniques et des libérations inouïes, le tout pimenté par des amours chevaleresques et, quelquefois, d'un peu d'humour. L'histoire est heureusement beaucoup plus inventive, et c'est elle qui me captive.

– Mais la roue tourne et le temps file. Songez-vous quelquefois à la mort?

– J'en suis à la mi-septantaine. Et comme le chantait Claude Léveillé, « Toute jeunesse devient vieillesse, quelle tristesse! » Cependant, étant encore en bonne forme et relativement peu préoccupé par mon image, c'est le vieillissement des autres, de mes proches, qui, parfois, me chagrine. Bien sûr, l'idée de ma mort se profile tout doucement. Toutefois, j'ai toujours souhaité la voir venir les yeux grands ouverts. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui, alors qu'à la suite de l'obtention d'un large consensus social, l'aide médicale à mourir est dorénavant accessible au Québec. Je crois fermement que contrairement à ce que prétendent certains, cela ne correspond pas à un déni de la mort, mais plutôt à un respect de la vie. Permettre aux personnes de quitter les leurs en ayant toute leur conscience et sans être anéanties par la souffrance, c'est, me semble-t-il, respecter leur dignité.

– Mais vous n'en êtes pas encore là!

– Non, et j'espère qu'à l'instar de cette saison qui a toujours été ma préférée, l'automne de ma vie me réserve de nouvelles occasions de développer et de déployer mes capacités. Je souhaite continuer à travailler, à voyager, à apprendre, à lire, à écouter chansons et musiques, à aimer. Pour le reste, et sans nier les déceptions qu'elle nous cause trop souvent, j'éprouve toujours une grande confiance dans l'humanité, dont le devenir nous dépasse et donne sens à nos vies et à nos projets. Allez, je te laisse. Bonne route.